



Assemblée générale

Distr. générale

1^{er} août 2005

Français

Original: anglais/arabe/espagnol/
français

Cinquante-neuvième session

Point 18 de l'ordre du jour

**Élection de juges du Tribunal pénal international
chargé de juger les personnes accusées de violations
graves du droit international humanitaire**

commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Curriculum vitæ des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Curriculum vitæ	4
Tanvir Bashir Ansari (Pakistan)	4
Melville Baird (Trinité-et-Tobago)	7
Frans Bauduin (Pays-Bas)	11
Giancarlo Roberto Belleli (Italie)	15
Ishaq Usman Bello (Nigeria)	23
Ali Nawaz Chowhan (Pakistan)	25
Pedro R. David (Argentine)	30
Ahmad Farawaty (République arabe syrienne)	63
Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe)	64
Burton Percival Curtis Hall (Bahamas)	67



Frederik Harhoff (Danemark)	68
Frank Höpfel (Autriche)	71
Tsvetana Kamenova (Bulgarie)	72
Muhammad Muzammal Khan (Pakistan)	74
Uldis Kinis (Lettonie)	78
Raimo Otto Kalervo Lahti (Finlande)	83
Flavia Lattanzi (Italie)	85
Antoine Kesia-Mbe Mindua (République démocratique du Congo)	89
Jawdat Naboty (République arabe syrienne)	97
Janet M. Nosworthy (Jamaïque)	98
Chioma Egongdu Nwosu-Iheme (Nigéria)	102
Prisca Matimba Nyambe (Zambie)	106
Michèle Picard (France)	118
Brynmor Thornton Inniss Pollard (Guyana)	119
Árpád Prandler (Hongrie)	121
Kimberly Prost (Canada)	123
Cheikh Abdul Rashid (Pakistan)	130
Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar)	134
Ole Bjørn Støle (Norvège)	138
Krister Thelin (Suède)	140
Klaus Tolksdorf (Allemagne)	142
Stefan Trechsel (Suisse)	145
Abubakar Bashir Wali (Nigéria)	149
Tan Sri Dato' Haji Lamin bin Haji Mohd Yunus (Malaisie)	151

Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les curriculum vitæ des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation pour pourvoir les postes de juge *ad litem* du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1^{er} janvier 1991. On trouvera, dans un mémorandum du Secrétaire général, la liste des candidats et un exposé des procédures de vote que doit suivre l'Assemblée.

II. Curriculum vitae

Tanvir Bashir Ansari (Pakistan)

11 Civil Lines, Shami Road, Rawalpindi (Pakistan)

Téléphone : + 92 51 558 4622

Date de naissance : 26 juin 1943

Situation matrimoniale : marié

Formation

1967 Master's en sciences politiques, Université du Pendjab, Lahore (Pakistan)

1966 LLB de l'Université du Pendjab, Lahore (Pakistan)

Poste occupé actuellement

Depuis 2001 Juge, High Court de Lahore, Pakistan

A rendu, en siégeant seul, en section et en chambre plénière, de nombreuses décisions largement commentées dans toutes les plus grandes revues juridiques du pays. A également siégé au tribunal électoral et à la Ehtesab Bench de la Cour (chambre compétente en matière de responsabilité des dirigeants)

Nommé juge de vigilance du district de Bahawalnagar de 2001 à 2002

Expérience professionnelle

Avril 1998-avril 2001 Procureur général adjoint principal du Pakistan. A représenté le Gouvernement fédéral de la République islamique du Pakistan devant la Cour suprême du pays dans des affaires importantes d'intérêt public relatives à la Constitution. A rendu des avis juridiques relatifs à des affaires civiles, pénales, commerciales et constitutionnelles à l'intention de tous les ministères et de toutes les directions et sous-directions du Gouvernement fédéral. En tant que Procureur général adjoint, bénéficiait d'un droit prioritaire de plaider devant toutes les cours et tous les tribunaux du Pakistan. Nommé Procureur spécial chargé de plaider devant la Cour suprême au nom de la Commission de l'Ehtesab (Commission pour la responsabilité des dirigeants)

1989-2001 Avocat à la Cour suprême du Pakistan

1972-2001 Avocat à la High Court du Pakistan

1972-2001 Avocat à la District Court (Cour d'appel)
Trente-trois ans d'activité à la fois en tant que juriste privé et en tant que Procureur général adjoint du Pakistan.

Responsable d'affaires d'envergure en première instance, en appel et à d'autres niveaux de juridiction devant les cours et tribunaux du Pakistan. Conseiller juridique de plusieurs organismes des secteurs public et privé et de syndicats immatriculés

Postes occupés

- | | |
|-----------|--|
| 1996-2001 | Membre fondateur et président de la Lawyers' Academy and Workshop (LAW), institut de formation autofinancé établi à Rawalpindi (Pakistan), ayant pour objectif de dispenser aux jeunes diplômés en droit et aux jeunes juristes une formation pratique en droit civil, en droit pénal et en droit commercial |
| 1998-2000 | Secrétaire adjoint du barreau de la Cour suprême |
| 1997-1998 | Président du barreau, Rawalpindi (Pakistan) |

Conférences

- | | |
|------|--|
| 2000 | <p>A participé aux négociations et à la rédaction d'un Accord de coopération entre le parquet populaire suprême de la République populaire de Chine et le Bureau du Procureur général de la République islamique du Pakistan visant à renforcer la coopération entre les parquets des deux pays. A également accueilli, en juin 2000, une délégation du parquet populaire suprême de la République populaire de Chine menée par le Procureur général adjoint</p> <p>A participé, en tant que Procureur général adjoint du Pakistan, à la quatrième Conférence annuelle sur la fraude et la corruption de l'Association internationale des procureurs et poursuivants qui s'est tenue à Beijing. A apporté sa contribution aux débats et aux ateliers consacrés à la formation devant être dispensée aux fonctionnaires du parquet et à l'étude des différentes théories en matière de poursuites, notamment celles relatives à la criminalité en col blanc et à la cyberfraude</p> |
| 1999 | A participé aux discussions qui se sont tenues entre Klauss Bolhoff et Paul Hoddinott, respectivement Président et Directeur exécutif de l'Association internationale du barreau, et le Procureur général du Pakistan, et qui visaient à lever les doutes relatifs aux exécutions extrajudiciaires |
| 1997 | A participé à la sixième Conférence des juristes de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, qui s'est tenue à Karachi (Pakistan) en 1997, et a apporté une contribution active aux débats, notamment sur les thèmes de l'activisme judiciaire, de la nécessité et de la portée, de l'administration de la justice pénale dans la région de l'ASACR, de la lutte contre le blanchiment d'argent dans la région, de la maltraitance des enfants et de la violence envers les femmes |

1996 A participé à la sixième Conférence des juristes qui s'est tenue à Islamabad

Publications

A publié des articles sur les thèmes suivants : système de justice accusatoire et système de justice inquisitoire, résolution alternative des conflits, fraude et corruption, criminalité en col blanc

Connaissances linguistiques

Anglais, urdu

Melville Baird (Trinité-et-Tobago)

35, Trinidad Crescent, Federation Park, St. Clair

Tél.: 622-5064

Âge : 65 ans

Situation de famille : marié

Activité professionnelle : Juge à la Cour supérieure de la Trinité-et-Tobago (retraité)

Depuis mars 2005 Retraité

1993-mars 2005 Juge à la Cour supérieure – Premier magistrat depuis 1948 à être nommé directement de la magistrature à la Cour supérieure.

La Cour supérieure est l'une des chambres de la Cour suprême de la Trinité-et-Tobago. Elle a compétence en matière pénale et civile. Au pénal, elle statue dans des affaires de haute trahison et autres infractions graves.

En qualité de juge à la Cour supérieure, siégeant avec jury, je jugeais des affaires graves et complexes impliquant un ou plusieurs accusés de crimes tels que :

Meurtre – Pendant la durée de mon mandat à la Cour supérieure, la plupart des affaires de meurtre que j'ai présidé concernaient des meurtres avec préméditation. Pour chaque verdict de culpabilité, j'ai imposé la peine capitale, obligatoire en l'occurrence.

Tentative de meurtre – Le verdict de culpabilité entraîne l'imposition d'une peine d'emprisonnement à vie ou à terme.

Homicide involontaire (manslaughter) – Le verdict de culpabilité entraîne l'imposition d'une peine d'emprisonnement à vie ou à terme.

Viol, y compris le viol en bandes – Le verdict de culpabilité entraîne l'imposition d'une peine d'emprisonnement à vie ou à terme.

Inceste et autres infractions sexuelles; possession de stupéfiant; possession de stupéfiant à des fins de trafic illicite (y compris les demandes de confiscation du produit du trafic illicite de drogues); enlèvement; cambriolage; faux et usage de faux (y compris la fausse monnaie); vol simple; fraude; association de malfaiteurs (y compris le complot de vue de commettre un meurtre); usage d'arme à feu en vue de causer des lésions corporelles; possession d'armes à feu et de munitions; incendie volontaire (y compris d'édifice commerciaux en agglomération) – Le verdict de culpabilité entraîne l'imposition d'une peine d'emprisonnement de 10 ans ou plus.

En qualité de juge à la Cour supérieure, j'avais compétence pour toute affaire pénale entraînant la saisine de la juridiction.

- Je présidais également les audiences fictives du tribunal-école de la Hugh Wooding Law School.
- 1988-1993 Premier magistrat de la Trinité-et-Tobago
- Le premier magistrat, siégeant comme juge unique, statue en référé, en droit et au fond, sur des infractions telles que vol simple et coups et blessures. En juridiction civile, il siège en qualité de juge de la Petty Civil Court.
- En qualité de premier magistrat, je statuais au pénal en référé. Je dirigeais aussi des instructions pénales en vue de la saisine de la Cour supérieure lorsque les circonstances de l'espèce justifiaient la tenue d'un procès avec jury, essentiellement dans des affaires de meurtre, de tentative de meurtre, de viol et autres infractions sexuelles, de cambriolage, d'association de malfaiteurs, d'usage intentionnel d'arme à feu et de possession de stupéfiants à des fins de trafic illicite, qui sont tous des actes poursuivis d'office.
- Je présidais également des procédures extraditionnelles (y compris à l'encontre de trafiquant de drogues).
- En qualité de premier magistrat, j'avais aussi compétence exclusive à l'endroit des requêtes présentées au titre de la loi sur les jeux et paris.
- Outre mes fonctions judiciaires, j'étais également chargé de certaines tâches administratives, notamment l'administration quotidienne de l'ensemble de la magistrature et de la supervision générale de tous les magistrats des différentes divisions dans tout le pays ainsi que d'un effectif de 200 agents. À ce titre, j'étais agent comptable pour toute la magistrature. En tant que premier magistrat, je donnais des conférences sur le droit à l'intention de divers organismes publics, dont la police.
- Je présidais également les audiences fictives du tribunal-école de la Hugh Wooding Law School.
- 1982-1988 Magistrat doyen de la Trinité-et-Tobago
- Mêmes fonctions que celles du premier magistrat (voir ci-dessus), sauf en ce qui concerne les requêtes au titre de la loi sur les jeux et paris et les procédures extraditionnelles.
- En ma qualité de magistrat doyen, j'étais également responsable de l'administration de la Division judiciaire à laquelle j'avais été affecté et je présidais les séances d'octroi de licence de distribution de vins et spiritueux.
- 1970-1982 Magistrat de la Trinité-et-Tobago.
- Mêmes fonctions judiciaires que celles de magistrat doyen, à la différence que je ne présidais pas les séances d'octroi de licences de distribution de vins et spiritueux.

1967-1970	Exercice en libéral de la profession d'avocat.
1966	Admission au barreau de l'Honourable Society of the Middle Temple. Diplôme de droit. Après avoir passé l'examen final d'admission au barreau, j'ai travaillé pendant neuf mois au service des douanes britanniques (H. M. Customs and Excise, King's Beam House, Mark Lane, Londres) avant de rentrer à la Trinité.
1962-1965	Étudiant, Honourable Society of the Middle Temple, École de droit.
1958-1962	Administration fédérale des Indes occidentales. 1. Responsable documentaire au Conseil d'État de l'Administration fédérale des Indes occidentales. Compilation de notes secrètes et confidentielles de ministres fédéraux pour examen et approbation par le Conseil d'État; établissement de l'ordre du jour des séances du Conseil d'État; distribution aux membres du Conseil d'État, sous pli confidentiel, des procès-verbaux des séances du Conseil rédigés par le Secrétaire du Conseil, Bureau du Gouverneur général, St. Anns. 2. Chiffreur. Déchiffrement des télégrammes secrets, confidentiels et « secret défense » envoyés par le Colonial Office de Londres au Gouverneur général et chiffrement des télégrammes de même nature envoyés par le Gouverneur général au Colonial Office, Bureau du Gouverneur général, St. Anns. 3. Responsable documentaire au Cabinet fédéral lorsque la Fédération des Indes occidentales a obtenu l'autonomie. Compilation de notes secrètes et confidentielles des ministres fédéraux pour examen et approbation au Cabinet fédéral; établissement de l'ordre du jour des réunions du Cabinet; distribution aux membres du Cabinet fédéral, sous pli confidentiel, des procès-verbaux des réunions du Cabinet fédéral, rédigés par le Secrétaire du Cabinet, Federal House, Port-of-Spain. 4. Préposé au code. Décodage des télégrammes envoyés aux ministres fédéraux par les gouvernements des territoires fédéraux et encodage des télégrammes envoyés par les ministres fédéraux aux gouvernements des territoires fédéraux; préparation et envoi de la valise diplomatique, Federal House, Port-of-Spain. 5. Officier du chiffre. Mêmes fonctions qu'au paragraphe 2 ci-dessus et fonctions supplémentaires, Bureau du Gouverneur général, St. Anns.
1951-1957	Fatima College. University of Cambridge School Certificate. First Grade, 1957.

	Récipiendaire d'une bourse House Scholarship.
	Lauréat du prix Principal's Cup décerné à l'étudiant qui s'est le plus distingué.
Loisirs	Musique classique; lecture (histoire, astronomie, mythologie gréco-romaine).

F. G. Bauduin (Pays-Bas)

Meester Reijnstlaan 9
1181 PR Amstelveen (Pays-Bas)

Adresse professionnelle

Cour de justice d'Amsterdam
Bureau C.2.12
BP 84500
1080 BN Amsterdam
Téléphone : +31-20-5412105/2111
Télécopie : +31-20-5415167

Adresse électronique :

<f.bauduin@amsarr.drp.minjus.nl>

Expérience professionnelle

- | | |
|---------------|---|
| 2004 | <p>Membre de la délégation hollandaise de l'Union internationale des magistrats (UIM)</p> <p>Vice-Président du Tribunal d'arrondissement d'Amsterdam, chargé de la coordination et de la supervision au sein de la section pénale. Traitement d'affaires de fraude fiscale et de fraude économique ayant une dimension internationale (paradis fiscaux, blanchiment de capitaux) et mettant en cause les PDG de sociétés cotées en bourse. Également président d'un tribunal, responsable de toutes les attributions de la section pénale, y compris des affaires d'envergure</p> <p>Conseil et formation de juges au sein de la section pénale du tribunal</p> |
| 2003 | <p>Membre de la délégation hollandaise de l'Union internationale des magistrats (UIM)</p> |
| Août 2003 | <p>Vice-Président de la Cour de justice d'Amsterdam, chargé de la coordination et de la supervision au sein de la section pénale (équipe 1). Spécialisé dans les affaires de fraude fiscale et boursière. Également président d'une cour plénière, responsable de toutes les attributions de la section pénale, y compris des affaires d'envergure</p> |
| 2000-mai 2003 | <p>Vice-Président de la Cour de justice d'Amsterdam chargé de la coordination et de la supervision au sein de la section pénale, à la tête de l'équipe 1. Spécialisé dans les affaires de fraude fiscale et boursière. Également président, responsable de toutes les attributions de la section pénale, y compris des affaires d'envergure</p> |

Fonctions de coordination

Président adjoint de la section pénale de la Cour d'Amsterdam, assumant les fonctions du Président en son absence

- Président de trois équipes de juges en exercice dans la section pénale (46 juges au total)
- Chargé de déterminer (après consultation) les dates auxquelles siègent les différents juges
- Président des consultations entre la Cour, le procureur et le Bureau central des nominations
- Participation aux consultations entre la Cour et le procureur et entre la Cour, le barreau et le parquet

1999-2000	Vice-Président de la Cour d'Amsterdam. Président d'une cour plénière au sein de la section pénale, également chargé d'affaires d'envergure et juge de police. En outre, conseil et formation de juges au sein de la section pénale, jusqu'en 2003
1997-1999	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) Fonctions : Chef de la Section d'aide aux victimes et aux témoins. A assumé l'ultime responsabilité des conseils et du soutien aux témoins comparaisant devant le Tribunal et de leur sécurité. A rédigé, élaboré et mis en œuvre des lignes d'orientation et des circulaires relatives aux témoins. A négocié avec les États Membres de l'ONU des accords relatifs à la mise en place d'une protection temporaire ou permanente des témoins. Responsable de la section et de son budget, ainsi que du contrôle budgétaire
1994-1997	Vice-Président de la Cour d'Amsterdam. A siégé à la section civile en tant que président de la section des liquidations judiciaires et de la chambre des plaintes civiles
1991-1994	Vice-Président de la Cour d'Amsterdam (nommé en novembre 1988). A exercé, au sein de la section pénale, les fonctions de président d'une cour plénière, également responsable de toutes les poursuites de la section pénale
1984-1988	Membre de la Haute Cour de justice des Antilles néerlandaises et Aruba, en poste à Curaçao
1981-1984	Juge à la Cour d'Amsterdam, siégeant dans les sections civiles et pénales
1973-1981	Officier ministériel en formation à la Cour de Maastricht et à la Cour d'Amsterdam
1977-1979	Avocat à Amsterdam
1967-1973	Université de Groningue
1965-1967	Service militaire

Autres activités pertinentes

Depuis 1989	Vice-Président du Comité disciplinaire médical, désormais régional, d'Amsterdam
Depuis 1989	Vice-Président/Président du Conseil disciplinaire de l'Association royale hollandaise de patinage

Activités associatives

Depuis 2001	Membre d'une fondation pour les services publics à Amsterdam (établie en 1812)
1992-2000	Membre du Comité de la Fondation pour l'éducation secondaire chrétienne
Depuis 1988	Président de la Fondation pour la poursuite de l'intérêt public (établie en 1787)
Depuis 1988	Président de la Fondation pour l'expression picturale à Amsterdam
1970-1978	Membre du Comité des jeunes membres du barreau à Amsterdam
2004	Orateur liminaire pour le barreau néerlandais sur le thème des méthodes de défense à la Cour Membre du Groupe consultatif auprès du Centre national pour les affaires de grande envergure, et intervenant aux sessions de formation dudit Centre
2002	Cours de perfectionnement à l'Institut hollandais de formation des magistrats; 2001 : cours de perfectionnement à la Cour d'Amsterdam
2001	Orateur liminaire au séminaire sur les droits de l'homme organisé en République de Moldova par le Centre pour la coopération juridique internationale parrainé par le PNUD
2002	Orateur liminaire pour le TPIY au séminaire pour les avocats
2000	Membre de la Commission internationale du Conseil de l'Europe chargée de la formation de juges en Géorgie, en Arménie et en Ouzbékistan
1998-1999	Orateur liminaire au séminaire sur les droits de l'homme organisé à l'intention des magistrats en République de Moldova par le Centre pour la coopération juridique internationale parrainé par le PNUD
1998	Stage de gestion à l'ONU
1996-1997	Membre du comité d'enquête international du Conseil de l'Europe chargé d'étudier les perspectives de renforcement du système judiciaire en République de Moldova
1998	Orateur liminaire pour la formation de l'Institut hollandais de formation des magistrats consacrée au droit pénal de la guerre

1995 Comité Helsinki Slovaquie

Cour d'Amsterdam

1990 Membre du comité artistique

1995 Cofondateur et acteur de la compagnie théâtrale des juges d'Amsterdam

1995 Membres de plusieurs comités au sein du tribunal. Groupes consultatifs pour le recrutement et la promotion des juges

1992-1995 Orateur liminaire pour l'Institut hollandais de formation des magistrats présidant un séminaire accueillant l'ensemble de la cour et un séminaire accueillant la cour pénale, à l'intention des officiers ministériels en formation

État civil

Né le 12/08/1946

Marié

Trois enfants

Connaissances linguistiques

Anglais, français, allemand

Connaissance élémentaire de l'italien et de l'espagnol

Giancarlo Roberto Bellelli (Italie)

Date de naissance : 19 septembre 1957.

Études

Université

1977-1982 Université de Naples, doctorat en droit.

Enseignement secondaire

1976 Institut San Giuseppe de Merode, Rome.

Enseignement universitaire supérieur, formation et qualifications

1987 Avocat à la Cour, barreau de Rome.

1983-1984 École supérieure d'administration publique, Rome.

1985 Académie de droit international de La Haye.

1985 Capitaine de police.

1989-1990, 2000-2005 Cours organisés par le Conseil supérieur de la magistrature (droit international, lutte contre la criminalité organisée et gestion publique).

1997 Sélectionné pour être Conseiller juridique auprès du Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

2001 Candidat à l'élection au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de 27 juges *ad litem*.

2005 S'est vu offrir un poste de premier conseiller juridique à la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur l'assassinat du Premier Ministre Hariri et d'autres personnes.

Expérience professionnelle

Depuis 2002 : Président du tribunal militaire, Turin. Le Président du tribunal militaire exerce les fonctions de juge président dans les décisions rendues en formation et est chargé de l'administration du tribunal. Les principaux procès en cours au tribunal militaire de Turin comprennent plusieurs procès pour infractions graves contre l'administration publique et pour des crimes de guerre commis dans le nord de l'Italie en 1944, notamment le procès intenté contre le capitaine Schubert, ancien officier nazi inculpé du chef d'extermination de civils pour des actes commis en décembre 1944.

Depuis 1997 : Juriste au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères italien, spécialisé dans le domaine du droit pénal international. Apporte ses conseils sur les questions relatives au droit pénal international et au droit international humanitaire, en rédigeant les textes pertinents et en participant aux négociations

internationales, ainsi que sur les mesures d'application des instruments relatifs à la justice pénale internationale.

Les activités et les initiatives du Ministère italien des affaires étrangères qui ont trait à la Cour pénale internationale (CPI) sont habituellement confiées à M. Bellelli : étude, élaboration de propositions et rédaction des documents pertinents, participation aux réunions organisées dans le cadre de l'ONU et de l'Union européenne et questions relatives à l'application du Statut de Rome et des autres instruments de la Cour.

À cet égard, M. Bellelli a notamment :

- Rédigé la proposition de l'Italie concernant la position commune de l'Union européenne sur la Cour pénale internationale, qui a ultérieurement abouti à son adoption devant le Conseil de l'Union européenne en juillet 2000;
- Suggéré, au terme d'une mission bilatérale d'évaluation effectuée à Tokyo en tant qu'envoyé spécial du Ministère italien des affaires étrangères (novembre 2001), la mise en place d'une mission de coopération au Japon d'experts de l'Union européenne (afin de faciliter l'adhésion au Statut de la Cour pénale internationale et son application), laquelle a été effectuée en décembre 2002 et a fait l'objet d'un suivi en décembre 2004;
- Rédigé les textes de loi italiens appliquant le Statut et l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale;
- Assuré la présidence tournante au COJUR (Groupe du Conseil de l'Union européenne compétent pour les affaires juridiques) du sous-groupe chargé des affaires relatives à la Cour pénale internationale, pendant les six mois où l'Italie a assuré la présidence de l'Union européenne (juillet-décembre 2003);
- Il assure actuellement les fonctions de point focal de la CPI pour l'Italie, ces fonctions ayant été créées par le Plan d'action de l'UE pour la CPI, qu'il a rédigé lorsqu'il assurait la présidence tournante du groupe chargé, au COJUR, des affaires relatives à la CPI.

De plus, il apporte depuis 1999, au sein du Ministère des affaires étrangères, ses conseils et sa contribution au Bureau politique, principalement pour les questions relatives au contrôle des armes, au terrorisme et à la corruption, en particulier à des fins de prévention de la criminalité.

1998-2002 : Juge militaire en appel au tribunal chargé du contrôle de l'exécution des sentences, Rome. Le juge fait exécuter les sentences lorsque les jugements définitifs sont rendus, supervise le système de détention et aménage les sanctions conformément au droit de la peine. En cette qualité, M. Bellelli a été amené à traiter la question de la condamnation à la prison à vie des personnes reconnues coupables d'avoir commis des crimes de guerre à Rome en 1944.

1992-1998 : Juge militaire au tribunal militaire de Vérone.

En tant que juge de la mise en état, M. Bellelli était compétent pour les infractions au droit pénal militaire et, à ce titre, supervisait la conduite des enquêtes relatives aux crimes militaires commis dans le nord-est de l'Italie, prenait des décisions relatives aux demandes émanant du Procureur (gardes à vue, arrestations et perquisitions), et prononçait des jugements lors des audiences préliminaires. En sa qualité, M. Bellelli a également supervisé plusieurs enquêtes concernant des crimes de guerre commis en 1944 dans le nord de l'Italie, et notamment l'affaire *Seifert*. Prisonnier ukrainien dans un camp nazi, Seifert y faisait office de Kapo. Il a été accusé de 15 meurtres et condamné à la prison à vie par le tribunal. M. Bellelli a également mené, entre autres, un mégaprocès en matière de corruption mettant en cause 167 militaires.

De plus, au cours de cette même période, il a siégé régulièrement en tant que juge de première instance aux tribunaux de Vérone, Turin, La Spezia et Bari, et en tant que juge d'appel à la Cour d'appel de Vérone.

1989-1992 : Procureur adjoint au tribunal de Palmi, Calabre. En cette qualité, M. Bellelli a conduit des enquêtes criminelles dans une région où la criminalité est très forte (à savoir la Calabre), donné des directives aux fonctionnaires de police pour la conduite de leurs enquêtes et mené des enquêtes et des poursuites pénales contre les personnes impliquées dans des activités de criminalité organisée (et appartenant essentiellement à des organisations de la mafia), qu'il a mises en accusation et déférées devant les juridictions compétentes (tribunaux, cours d'assises et cour de cassation) pour les infractions les plus graves. En tant que magistrat du parquet, M. Bellelli a acquis une large expérience et a connu de nombreux succès; il a mené un grand nombre d'enquêtes sur des organisations de type mafieux et sur les infractions commises par ce type d'organisations, notamment pour des faits de meurtre, enlèvement et séquestration, corruption, fraude, trafic international d'armes à feu et de drogues, ainsi que sur toutes sortes d'infractions graves relevant de la criminalité en col blanc et sur des infractions sexuelles. Il a utilisé régulièrement des techniques d'enquête complexes et les poursuites qu'il a menées concernaient très souvent des affaires de grande envergure. Toutes les questions relatives à la prévention de la criminalité et à l'administration du Bureau du procureur lui étaient normalement confiées.

1988-1989 : Assistant du Procureur militaire et juge, tribunal militaire de Rome. En cette qualité, M. Bellelli a aidé le Procureur militaire adjoint à mener des enquêtes et à engager des poursuites pénales contre les délinquants militaires, a assisté le Président du Conseil pendant les audiences et l'a aidé à rédiger les arrêts.

1985-1988 : Conseiller juridique au Ministère des finances, à Rome. À ce titre, M. Bellelli contrôlait la compatibilité des lois régionales avec la Constitution nationale et apportait ses conseils au Cabinet du Premier Ministre.

Expérience professionnelle et qualifications

Depuis 1997 : Délégué du Gouvernement italien aux conférences internationales et aux négociations d'instruments relatifs au droit pénal international, par exemple :

- a) Cour pénale internationale. Participation active à toutes les principales réunions : Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale (Rome, 1998), totalité des 10 sessions de la Commission préparatoire des Nations Unies pour l'adoption des instruments d'application du Statut de la Cour pénale internationale (1999/2002), Assemblée des États Parties (2002/2004);

A également participé à certaines des rencontres préliminaires (Bonn, 1997) ainsi qu'à toutes les rencontres officielles intersessions (Paris, 1999, Syracuse, 2000, La Haye, 2002) et à de nombreuses autres rencontres pertinentes (par exemple, pour la création d'un barreau pénal international, Montréal, 2001, Paris, 2002, Berlin, 2003), séminaires et autres événements (par exemple, Rome, 2001, 2002 et 2003, Séville 2002);

A été nommé Président de plusieurs réunions internationales (notamment, la Réunion du Groupe de travail consacrée à la protection des victimes, organisée dans le cadre de la quatrième session du Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale internationale, tenue à New York le 15 mars 2000; l'Atelier sur le rôle des commissions nationales du droit humanitaire international dans la Cour pénale internationale, et la deuxième Réunion européenne des commissions nationales et autres instances nationales sur le droit international humanitaire, qui s'est tenue à Budapest les 2 et 3 février 2001);

A participé aux débats et présenté des rapports officiels à l'occasion de nombreuses autres réunions;

- b) Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 1999/2001);

A participé activement aux négociations qui se sont tenues à Vienne sur l'élaboration de la Convention et de ses trois protocoles additionnels;

En raison de sa vaste expérience professionnelle au sein du système judiciaire en matière de prévention et de répression de la criminalité s'agissant des activités relevant de la criminalité organisée, et en particulier pour ce qui est de mener des enquêtes sur des organisations criminelles à caractère mafieux impliquées, entre autres, dans le trafic illicite d'armes à feu, M. Bellelli a été mandaté

pour participer à toutes les négociations sur le « Protocole sur les armes à feu »;

Dans ce contexte, il a été membre de plusieurs groupes d'experts lors des rencontres internationales consacrées à cette question (par exemple, « Séminaire sur le protocole relatif aux armes à feu », Tokyo, 2-3 février 2000; « Perspectives opérationnelles pour les poursuites », atelier technique sur le marquage des armes à feu, Montréal, 15-16 février 2001), et a également participé à toutes les réunions de coordination et réunions préparatoires de l'Union européenne et du Groupe des Huit;

- c) Convention des Nations Unies contre la corruption. Représentant aux négociations du Comité ad hoc sur l'élaboration de la Convention (Vienne, 2002-2003) et à la Conférence de Mérida;
- d) Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 2002/2003);
- e) Convention du Conseil de l'Europe pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 2004/2005);
- f) Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (Strasbourg, 2001-2002);
- g) Réunions européennes des commissions nationales sur le droit international humanitaire (Bruxelles, 2000, Budapest, 2001, Genève, 2002);

En tant que membre de la Commission nationale italienne sur le droit international humanitaire, M. Bellelli a représenté sa commission et à ce titre, a présenté des rapports lors de ces réunions, a présidé des groupes de travail et a participé aux réunions d'autres organisations internationales (par exemple, Conseil de l'Europe, 2001).

- Depuis 2005 : Consultant auprès de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, nommé en janvier 2005 pour fournir des conseils juridiques sur le projet relatif au renforcement de la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite et l'utilisation illégale de substances et d'armes chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.
- 2000-2001 : Nommé expert au sein du Groupe chargé, aux termes de la résolution du Conseil économique et social en date du 5 mai 1999, de réaliser une étude sur la fabrication et le trafic illicites d'explosifs par des criminels et sur leur utilisation à des fins criminelles.
- Depuis 1998 : Délégué du Ministère des affaires étrangères auprès de plusieurs comités, groupes de travail et réunions de l'ONU, du Groupe des Huit, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, par exemple :

- Réunions organisées dans le cadre des travaux du Groupe « Exportations d'armes conventionnelles » (COARM) créé en application de la Politique extérieure et de sécurité commune (PESC), du Centre national allemand de recherche pour les technologies de l'information (GMD), du Groupe des Huit et de l'ONU sur la question des armes à feu;
- Comités du Conseil de l'Union européenne : COJUR, experts en droit international public; CIVCOM, maintien de l'état de droit dans la gestion des crises;
- Conseil de l'Europe : développement des droits de l'homme (1998-2005); amélioration des procédures de protection des droits de l'homme (2000); racisme et xénophobie (2002); terrorisme (2000); Groupe multidisciplinaire sur le terrorisme (2001-2002); Comité d'experts sur le terrorisme (2003-2005); protection des témoins et des collaborateurs de justice (2004-2005); techniques spéciales d'enquête (2004-2005);
- Symposium de Washington sur l'état de droit en Afghanistan (février 2003), rapporteur sur la formation des magistrats.

1999-2003 : Membre des commissions nationales et groupes de travail suivants :

- Depuis 1999 : Commission nationale pour l'application du droit humanitaire international, Ministère des affaires étrangères;
- 2002-2003 : Commission pour l'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale; également membre des deux précédents groupes de travail et des deux commissions créés entre 1999 et 2002 pour œuvrer à l'application du Statut, Ministère de la justice;
- 1999-2000 : Commission pour l'application des instruments internationaux relatifs à la procédure pénale, Ministère de la justice;
- 2003-2004 : Commission nationale pour la ratification et l'application de la Convention du Conseil de l'Europe de 2001 sur la cybercriminalité, Ministère de la justice;
- 2002-2003 : Groupe de travail pour la ratification et l'application de la Convention de Palerme de 2000 contre la criminalité transnationale organisée et de ses trois protocoles additionnels, Ministère de la justice;
- 2002-2003 : Groupe de travail pour la ratification et l'application des Conventions européennes de 1995 et 1996 sur l'extradition et l'entraide judiciaire, Ministère de la justice;
- 2002/2003 : Groupe de travail pour la ratification et l'application des Conventions de 1997 et 1999 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et pour la répression du financement du terrorisme, Ministère de la justice;

- 1999-2004 : Travail de vulgarisation : allocutions, conférences et activités analogues portant sur des questions de droit pénal international (par exemple, justice pénale internationale, droit humanitaire international, terrorisme et protection des biens culturels).

Connaissances linguistiques

Italien : langue maternelle.

Anglais : excellent.

Français : excellent.

Publications

« Codice delle Convenzioni internazionale e della legislazione italiana sul terrorismo » (Code du droit international et national en matière de terrorisme), publié par Istituto Poligrafico dello Stato and Editoriale Scientifica, 2003.

« Codice della giustizia penale internazionale » (Code de justice pénale internationale), à paraître chez Editoriale Scientifica, 2005.

« The establishment of the International Criminal Court » (La création de la Cour pénale internationale) in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2001.

« The Preparatory Commission for the International Criminal Court » (La Commission préparatoire de la Cour pénale internationale) in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2002.

« The Protocol No. 13 additional to the European Convention on Human Rights » (Le protocole n° 13 additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme) in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2002.

« The Firearms Protocol additional to the United Nations Convention against Transnational Organized Crime » (Le Protocole relatif aux armes à feu additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée) in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 2002.

« La Corte penale internazionale ed il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite nella prospettiva della Risoluzione 1422 e del suo rinnovo » (La Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies dans la perspective de la résolution 1422 et du renouvellement de la demande qui y est formulée), *La Comunità internazionale*, Editoriale Scientifica, 2005, à paraître.

« L'adattamento allo Statuto della Corte penale internazionale : lo stato dei lavori » (Le point sur la mise en œuvre du Statut de la CPI), *Diritto Penale e Processo*, 1299, n. 10/2003.

« Italian implementation of the Rome Statute and related constitutional issues » (Application du Statut de Rome en Italie et questions d'ordre constitutionnel s'y rapportant), in Roy Lee, Oxford University Press, 2005.

« Profili operativi del rapporto tra la Corte penale internazionale e la sua Assemblea degli Stati Parte », in *La Comunità internazionale*, 2005 (à paraître).

« I crimini di guerra nella prospettiva della giustizia penale internazionale e della legislazione italiana » (Les crimes de guerre dans la perspective de la justice pénale internationale et de la législation italienne), in *La Comunità internazionale*, 2005 (à paraître).

– Articles de presse dans *Italia Oggi* (journal économique et juridique) :

25 septembre 1991 : « Le molte debolezze dell'unità investigativa interforze » (Les manquements de l'unité d'enquête interforces);

5 octobre 1991 : « Contro la delinquenza organizzata non c'è alternativa ai maxi-processi » (Il n'y a pas d'alternative aux mégaprocès en matière de lutte contre la criminalité organisée);

3 février 1992 : « Le zone d'ombra del provvedimento » (Les zones d'ombre de la loi);

3 mars 1992 : « Età pensionabile dei magistrati : un decreto che fa discutere » (L'âge de la retraite des magistrats : une loi controversée).

Ishaq Usman Bello (Nigéria)

Né à : Zaria, État de Kaduna (Nigéria)

Le : 5 janvier 1956

Tribu : Hausa

Religion : Musulmane

Nationalité : Nigériane

Formation et études professionnelles

1. Établissements scolaires fréquentés et diplômes délivrés

a) École primaire St Bartholomew Wusasa, Zaria, 1965-1970

b) École primaire L.E.A. T/Jukun, Zaria, 1971-1971

Certificat de fin d'études primaires

2. École secondaire publique, État de Katsina, 1972-1976

WACS (West African School Certificate)

3. College of Arts, Science and Technology de Zaria, 1976-1979

Interim Joint Matriculation Board (IJMB)

4. Université Ahmadu Bello, Zaria, 1980-1982

LL.B (Hons) [baccalauréat en droit (droit civil) avec mention]

5. Nigeria Law School, Lagos, session 1983-1984

Bachelor of Law Certificate (Diplôme de droit)

6. Nigerian Institute of Advanced Legal Studies (Institut nigérian des hautes études juridiques), 1994

Certificate in Civil Procedure (Diplôme de spécialisation en procédure civile)

Expérience professionnelle

1. Service national de la jeunesse du Ministère de la justice de l'État d'Edo (Nigéria).

Nature des travaux : j'ai l'engagement de poursuites pénales sous la direction du *Director of Public Prosecutions* (Procureur général) 1983-1984.

2. J'ai exercé à titre privé la profession d'avocat au cabinet Umar Yabo Co, dans l'État du Sokoto (Nigéria).

Nature des travaux : j'ai été amené à traiter de nombreuses affaires en tant que demandeur ou conseil de la défense, mais surtout en matière pénale (juin-novembre 1984).

3. *State Counsel* (procureur) au Ministère de la justice de l'État de Kaduna (Nigéria).

Nature des travaux : de novembre à décembre 1984, j'ai dirigé des poursuites pénales en tant que représentant du ministère public.

4. J'ai été nommé juge le 3 janvier 1985. J'avais toujours souhaité siéger à la Cour et ai exercé des fonctions de juge au sein de différentes juridictions de l'État de Kaduna avant d'être élevé au rang de premier magistrat.

Nature des travaux : j'ai été amené à juger plusieurs affaires qui, en raison de la situation particulière des régions où j'exerçais mes fonctions, étaient pour la plupart des affaires pénales. J'ai continué d'exercer mes fonctions de magistrat jusqu'en décembre 1995.

5. En décembre 1995, J'ai été nommé greffier en chef adjoint près la Cour suprême du Nigéria, à Abuja, Territoire de la capitale fédérale.

Nature des travaux : travaux purement administratifs.

6. En décembre 1996, j'ai été nommé juge à la High Court, Abuja, territoire de la capitale fédérale.

Nature des travaux : comme j'avais été amené, lorsque j'étais juge, à traiter de nombreuses affaires pénales, j'ai été nommé juge à la High Court de Kwali, une région où ce type d'affaires était extrêmement courant et représente l'essentiel de mon travail.

Distinctions

7. Je suis membre à vie de l'Association des magistrats du Nigéria dont j'ai assumé la présidence pendant deux mandats consécutifs de deux ans chacun.

8. Je suis membre du Nigerian Institute of Administration (l'Institut nigérian d'administration)

Loisirs favoris

9. Équitation

10. Voyages

11. Lecture

Répondants

12. M. L. Uwas Gcon, Président de la Cour suprême du Nigéria.

13. M. L. H. Gummi, premier magistrat, territoire de la capitale fédérale, Abuja.

14. Le premier magistrat de l'État de Kaduna (Nigéria).

Ali Nawaz Chowhan (Pakistan)

Adresse permanente : P.O. Box n° 6, GPO, Rawalpindi (Pakistan)

Numéro de téléphone : (9251) 5590410

Adresse actuelle : Haute Cour de Lahore, Lahore (Pakistan)

Numéros de téléphone : (9242) 9212951-66, numéro de poste : 149

Domicile : (9242) 9200777, (9251) 5590410

Mobile : 0300-9496782

Adresse électronique : <chowhan2@hotmail.com>

Fonctions actuelles

Juge à la High Court
(de 1999 à ce jour)

Je suis juge à la High Court de Lahore (Pakistan). J'ai été amené à rendre des arrêts dans des centaines d'affaires de meurtre, d'appels au pénal et au civil, en droit des obligations et dans des affaires de propriété industrielle, ce qui m'a permis d'acquérir une réputation de polyvalence.

J'ai été également amené à rendre des arrêts audacieux et savants dans des affaires mettant en cause la responsabilité de certains hommes politiques ou fonctionnaires. Ces arrêts sont reproduits dans certains numéros du *National Law Journal*.

J'ai aussi apporté des contributions à certains domaines ressortissant à la jurisprudence islamique, notamment, dans des affaires de blasphème dont la plus connue est *Mohammad Mehboub c. État pakistanais* (PLD 2002 Lahore 587). Dans cette affaire, l'accusé a été acquitté.

J'ai également contribué à enrichir la jurisprudence pénale. Nombre des arrêts que j'ai rendus entre 1999 et 2005 sont consignés dans la *National Law Journal*.

La ratio decidendi de mes arrêts en matière constitutionnelle visant à structurer les pouvoirs discrétionnaires du Gouvernement, à garantir la transparence au sein des institutions gouvernementales et à atténuer la crise de confiance qui existe entre les pouvoirs publics et la population a été bien accueillie et suivie.

Dans le domaine des droits de l'homme, j'ai toujours pris des mesures exceptionnelles pour que les victimes soient rapidement secourues, quelles que soient les complications que cela pouvait entraîner. La presse nationale, notamment le quotidien *Dawn*, ont salué ces arrêts.

- | | |
|--|---|
| i) District and Sessions Judge dans d'importants districts du Pakistan (1977-1999) | J'ai siégé en première instance au tribunal principal d'un même district pendant près de 20 ans. J'avais compétence en premier ressort pour connaître des affaires de meurtre et des affaires civiles, et c'est en cette qualité que j'ai jugé des centaines d'affaires de meurtre et de crime haineux, ainsi que des affaires civiles. |
| ii) Secrétaire, Département des affaires juridiques et des affaires parlementaires du Gouvernement du Penjab | En cette qualité, j'ai notamment été amené à conseiller le Gouvernement sur certaines questions juridiques, à élaborer des lois, à surveiller les litiges auxquels les pouvoirs publics étaient parties et à suivre certaines affaires parlementaires et de droits de l'homme. |
| iii) Président du Tribunal administratif du Penjab, Lahore | Mes fonctions consistaient notamment à statuer sur des recours formés par des fonctionnaires concernant leurs conditions d'emploi. |
| iv) Cosecraire/Secrétariat du Médiateur fédéral, Islamabad (Pakistan) | J'ai jugé plus de 3 000 affaires de prévarication, notamment des affaires de violation des droits de l'homme, et j'ai proposé des mesures curatives au Gouvernement fédéral. |
| v) Membre de l'Organe directeur du Government College (aujourd'hui Université de Lahore) | Établissement national d'enseignement public. |
| vi) Membre de l'Organe directeur du King Edwards Medical College de Lahore | Faculté de médecine |
| vii) Nationalité : | Pakistanaise |

Formation professionnelle

- | | |
|---|--|
| 1. Licence de lettres et licence de droit | Université du Penjab. Premier de promotion |
| 2. Diplôme de charia et de droit | Institut de charia et de droit international, de l'Université islamique internationale d'Islamabad |
| 3. Diplôme de charia et de droit | Université islamique internationale de Médine (Arabie saoudite) |
| 4. Diplôme de charia et de droit | Jamia Ummal Qura, La Mecque (Arabie saoudite) |
| 5. Formation en droit administratif | Université Columbia, New York (États-Unis d'Amérique) |
| 6. Formation en cours d'emploi | Judicial College, Reno, Nevada (États-Unis d'Amérique) |

- | | |
|---|--|
| 7. Formation en cours d'emploi | National Institut of Public Administration (Institut national d'administration publique) de Lahore |
| 8. Formation en cours d'emploi | Federal Judicial Academy (Académie judiciaire fédérale) d'Islamabad |
| 9. Formation en cours d'emploi | Pakistan Cabinet Division (Gouvernement pakistanais) |
| 10. Formation en cours d'emploi | Université Columbia, New York (États-Unis d'Amérique) |
| 11. Diplôme de justice pénale, spécialisation : contrôle des stupéfiants | Département de coopération technique et économique de l'Agence japonaise de coopération internationale |
| 12. Séminaire sur la sécurisation des documents, organisé par la Banque asiatique de développement, l'Université Harvard (États-Unis d'Amérique) et la Banque mondiale | Manille, octobre 1999 |
| 13. Invité par le Gouvernement des États-Unis à étudier le système de règlement extrajudiciaire des différends en vigueur dans diverses régions de Californie (mai/juin 2000) | États-Unis |

Attaché de recherche (bourse Thomas Jefferson), chargé de cours et de mandat, etc., dans les établissements suivants :

1. Université Columbia (New York). Invité pour la dernière fois en 1999. Visites précédentes en 1990 et 1994.
2. Université Duke, Durham (Caroline du Nord) (États-Unis d'Amérique).
3. Conférence de commémoration du bicentenaire de la Constitution des États-Unis d'Amérique où je me suis rendu, sur l'invitation du Gouvernement des États-Unis et en qualité de délégué du Pakistan à cette conférence où j'ai présenté un exposé sur la Constitution américaine.
4. Département des études relatives au Moyen-Orient et à l'Afrique du Sud de l'Université Lund (Suède).
5. Faculté de droit de l'Université de Stockholm.
6. Université d'Uppasala (Suède).
7. Département d'études commerciales de l'Université Vaxjo (Suède).

8. Université de Gothenburg (Suède).
9. Faculté de droit de l'Université internationale islamique d'Islamabad où, pendant sept ans, j'ai enseigné le droit international, la philosophie du droit et le droit de la preuve (cours du soir).
10. Civil service Academy (école d'administration) de Lahore (Pakistan).
11. Federal Judicial Academy (Académie fédérale judiciaire) d'Islamabad.
12. Kampala (Ouganda) où j'ai été juge et professeur de droit.
13. Institute of Public Studies (Institut des études publiques) d'Islamabad.
14. British Parliamentary Commissioner (Bureau du Commissaire parlementaire du Royaume-Uni), Church House, Great Smith Street, Westminster, Londres.
15. Les bureaux de l'Ombudsman for Legal Services (« Ombudsman » pour les services de l'aide juridique), Manchester (Royaume-Uni).
16. Les bureaux de l'Ombudsman de l'Ontario, 125 Queen's Park, Toronto (Canada).
17. Le Privy Council (Conseil privé), Downing Street (Londres).
18. La School of Oriental African Studies (École des études orientales et africaines), London University (Royaume-Uni) où j'ai été invité à titre de membre associé du Center of South Asian Studies Department of Law.
19. Université islamique internationale de Kuala Lumpur (Malaisie) où j'ai été invité à deux reprises pour donner des conférences portant sur les lois islamiques et l'approche éclairée du monde, ainsi que sur la mise en conformité du droit civil et du droit islamique.

Généralités

1. J'ai été membre du Government's Committee on « Inexpensive and Speedy Justice » (Comité gouvernemental pour une justice peu coûteuse et rapide).
2. J'ai été invité par l'Ombudsman de la Suède à titre de conférencier.
3. Je suis : i) membre de l'International Bar Association (Royaume-Uni); ii) membre du barreau de Rawalpindi; iii) membre du barreau de la High Court de Lahore; iv) membre du barreau d'Islamabad; v) membre du Groupe de discussion Taxila University à Rawalpindi; vi) membre du Groupe de discussion, Fatima Jinnah Woman University Rawalpindi.
4. Directeur chargé des droits de l'homme dans la région où j'ai exercé les fonctions de juge de district.
5. Vice-Président de la Society/Mission for Leprosy (Société/mission pour les lépreux) à Rawalpindi (Pakistan).
6. J'ai continué d'exercer des fonctions de conseiller auprès du diocèse catholique de Rawalpindi (Pakistan).
7. Je suis membre de la National Music Conference.
8. Président du Fonds Ch. Mauladad Chowhan pour la culture, l'éducation et le bien-être social, de la région de Pothohar.

9. Membre bienfaiteur de l'Association régionale des scouts.
10. Président de l'Association des anciens élèves de Saint Mary's.
11. J'étais invité à plusieurs reprises par la presse électronique à parler de différentes questions juridiques concernant notamment la justice pénale, la lutte contre les stupéfiants, la législation relative à la police, la Constitution, l'état de droit, le système judiciaire, le droit islamique, la philosophie juridique, le droit international et le droit administratif.

Mes récents écrits portaient sur :

La Constitution des États-Unis, les modes rapides et peu coûteux d'administration de la justice, les réformes de la procédure, la justice, le rôle du droit islamique dans le système judiciaire pakistanais, la police et le citoyen, la Cour fédérale islamique, le droit islamique, la juridiction des droits de l'homme face à la séparation des pouvoirs, l'état de droit.

Situation de famille

Je suis marié et j'ai deux fils et une fille.

Voyages

J'ai voyagé dans de nombreuses parties du monde dont l'Europe, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient et l'Afrique, l'Océanie (Australie), l'Amérique (États-Unis et Canada), etc.

Sports

Je joue de temps à autre au golf.

Pedro R. David (Argentine)

Date et lieu de naissance : 21 juillet 1929 à Tucuman (Argentine)
 Adresse : 2656 Avenida Libertador, 2^e étage B
 1425 Buenos Aires (Argentine)
 Téléphone : (5411) 4806-4595
 Télécopie : (5411) 4801-3277
 Adresse électronique : <pedrordavid@yahoo.com.ar>

I. Carrière judiciaire

1. Actuellement juge près la Cour de cassation de l'Argentine.
2. Juge de paix près la cour d'appel de Buenos Aires, 1974-1976.
3. Juge de paix près la Cour suprême de l'État de Salta, 1954-1956.
4. Juge près le tribunal du travail de l'État de Salta, 1953-1954.
5. Juge près le tribunal pour enfants de l'État de Salta, 1951-1953.

II. Expérience à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organisations nationales et régionales

1. Membre du Conseil d'administration de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, élu le 1^{er} décembre 2003 par le Conseil économique et social pour un mandat de cinq ans.
 2. Membre du Groupe d'experts chargé d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, La Haye, 1999/2000 (voir : Rapport du Groupe d'experts chargé d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, rédigé avec Jerome Ackerman, Hassan B. Jallow, K. Jayachandra Reddy et Patricio Ruedas, Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, A/54/634, 22 novembre 1999, 141 pages).
 3. Conseiller interrégional sur la prévention du crime et la justice pénale, Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Vienne (Autriche), 1982-1993.
 4. Membre du Conseil consultatif de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine depuis 1981.
 - Missions consultatives effectuées dans plus de 120 pays. On peut en voir les résultats dans la documentation établie par de nombreux gouvernements, qui ont, soit adopté les mesures législatives ou politiques conseillées, soit entrepris diverses activités dans le cadre de la coopération technique, dont des activités de formation, des séminaires, des programmes de bourses et des voyages d'étude :
- 1992 : Argentine, Bolivie, Paraguay, Panama, Maurice, Équateur, Albanie et Espagne.

- 1991 : Panama, Costa Rica, Japon, Colombie, Brésil, Espagne, Ouganda, Rwanda, Tchécoslovaquie, Nicaragua, Panama, Pérou, Chili, Paraguay, Argentine, Tunisie et France.
- 1990 : Haïti, Jordanie, République arabe syrienne, Iraq, Paraguay, Malte, États-Unis d'Amérique, Costa Rica et Botswana.
- 1989 : Argentine, Barbade, Brésil, Malawi, Chypre, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Costa Rica, Iraq, Pérou, Maurice et Thaïlande.
- 1988 : Argentine, Brésil, Koweït, Pologne, Union soviétique, Chine, Japon, Éthiopie et Ouganda.
- 1987 : Argentine, Costa Rica, Guatemala, Japon, Arabie saoudite et États-Unis d'Amérique.
- 1986 : Bahamas, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Japon et Turquie.
- 1985 : Bahreïn, Arabie saoudite, Jordanie, Algérie, Italie, Finlande, Inde, Argentine, Uruguay, États-Unis d'Amérique, Égypte et Panama.
- 1984 : Arabie saoudite, Chypre, Pakistan, Égypte, Cuba, Barbade, Espagne, Argentine, Mexique, Chili et Union soviétique.
- 1983 : Italie, Philippines, Chine, Japon, Espagne, Thaïlande, Pérou, Colombie, Zambie, Éthiopie, Bahreïn, Iraq et Jamaïque.
- 1982 : Équateur, Chili, Venezuela, Costa Rica, Colombie et République dominicaine.

III. Autre expérience à l'ONU et dans d'autres organisations nationales et régionales

1. Membre de la Commission consultative sur la réforme de la justice pénale, créée par le Président de la République argentine, 2002-2003.
2. Institut supérieur international des sciences criminelles, observateur à la réunion préparatoire officielle du Comité spécial chargé de négocier une convention contre la corruption, tenue à Buenos Aires, 4-7 décembre 2001.
3. Participant au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse (Italie), rattaché à l'Office des Nations Unies à Vienne, 10-17 avril 2000.
4. Représentant de l'Argentine à la sixième réunion de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne (Autriche), mai 1998.
5. Conférencier au séminaire intitulé « The Creation of an International Criminal Court, from parliamentary and law tradition and the Latin American International Relations », organisé par l'organisation No Peace Without Justice, Montevideo, 10 octobre 1997.
6. Conférencier au séminaire intitulé « Reining in impunity of international crimes and serious violations of fundamental rights », organisé par l'Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse (Italie), 17-21 septembre 1997.

7. Conférencier à la Conférence internationale sur le contrôle des drogues, organisée par la Conférence internationale sur la répression en matière de drogues, Groupe B (cône Sud), Buenos Aires, 25-27 juin 1996.
8. Participant à la célébration du cinquantième anniversaire de l'ONU (Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale), 14-18 octobre 1995.
9. Participant au Dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Office des Nations Unies à Vienne, Le Caire, 29 avril-8 mai 1995.
10. Conférencier sur le thème « Mesures contre le crime organisé et la délinquance économique » à la conférence préparatoire du Dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Bureau du Procureur général, Ministère du travail et de la justice, Agency for International Development, Programme des Nations Unies pour le développement et MECIP, Asunción, 3-5 avril 1995.
11. Conférencier sur le thème de l'utilisation des enfants dans des activités criminelles à la réunion d'experts sur les enfants et adolescents en détention, Vienne (Autriche), 30 octobre-4 novembre 1994.
12. Conseiller auprès du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, Vienne (Autriche), août-novembre 1994.
13. Représentant de l'Argentine à la deuxième réunion de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne (Autriche), 19-22 avril 1994.
14. Représentant de l'Argentine à la troisième réunion de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne (Autriche), avril 1994.
15. Membre du Comité de rédaction du projet de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pénale, Palma de Majorque (Espagne), 1989-1992.
16. Conseiller interrégional sur la prévention du crime et la justice pénale, Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, Vienne (Autriche), 1982-1993.
17. Conseiller sur la prévention du crime et le développement auprès de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale, Vienne (Autriche), août-décembre 1981.
18. Conférencier sur le thème « The UN and its Emphasis in Crime and Development », réunion extraordinaire de quatre sociétés internationales de criminologie : la Fondation internationale pénale et pénitentiaire; la Société internationale de défense sociale; la Société internationale de criminologie; et l'Association internationale de droit pénal, Milan (Italie), 18 décembre 1981.
19. Consultant auprès de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, San José (Costa Rica), juillet 1980.
20. Participant à la réunion d'un groupe d'experts sur la justice pour mineurs, Reno, Nevada, États-Unis, Division de la prévention du crime et de la justice pénale, mai 1979.

21. Participant à la réunion d'experts sur l'efficacité et l'équité en matière pénale, Reno, Nevada (États-Unis), avril 1977.
22. Professeur de sociologie spécialisée (mineurs délinquants), OEA.
23. Conférences sur le thème des juges pour les mineurs en conflit avec la loi dans les pays ci-après : Chili, 1980 et 1976; Costa Rica, 1978; Nicaragua, 1978; Mexique, 1976; Rio de Janeiro (Brésil), 1976; Caracas, 1973 et 1967; Bogota, 1969; Asunción, 1970; Córdoba (Argentine), 1968.

IV. Publications

L'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine a publié *Política Criminal, Derechos Humanos y Sistemas Jurídicos en el siglo XXI*, en hommage à Pedro R. David, éd. Depalma, Groupe Lexis-Nexis, juillet 2001, 1 001 pages, 51 articles rédigés par des juristes et des criminologistes du monde entier.

A. Ouvrages

1. *Suspensión del Juicio a Prueba, Perspectivas y Experiencias de la Probación en la Argentina y en el Mundo*, Pedro R. David et Brian Fellowes, Lexis-Nexis, éd. Depalma, 254 pages, Buenos Aires, octobre 2003.
2. *Globalization, Crime Prevention and Criminal Justice*, éditions De Zavalía, 1999, 804 pages, Buenos Aires; présenté en Italie sous le titre *Globalizzazione Prevenzione del Delito e Giustizia Penale*, au Centro di Studi Latino-americani, CNR, Université de Rome « Tor Vergata », avec la collaboration de l'Institut italo-latino-américain et de l'Associazione di Studi Sociali Latino-Americani (ASSLA), 10 avril 2000, par Giovanni M. Flick, Guido Neppi Modona, Vincenzo Scordamaglia et Cesare Mirabelli. L'ouvrage a été traduit en italien sous le titre *Globalizzazione, Prevenzione del Delito e Giustizia Penale*, éd. Giuffrè, collection « Giustizia Penale e Problemi Internazionali », dirigée par Mario Pisani, Milan (Italie) 2001.
3. *Compilación, organización et introducción. La sociología de Herrera Figueroa* (avec : Julio César Castiglione, José A. Rivas, Alfredo Ves Losada), Plus Ultra, Buenos Aires, septembre 2000, 140 pages.
4. *Crime and criminal policy*, recueil d'articles établi en hommage à Manuel López Rey, Institut de recherche des Nations Unies pour la défense sociale (en anglais, espagnol et italien), éditions Franco Angeli, Rome, 1985, 947 pages.
5. *La iuspsicología de Herrera Figueroa*, avec d'autres auteurs, éd. Leuka, Buenos Aires, 1984, 203 pages.
6. *Migración, desarrollo, delito*, avec A. Sánchez Galindo y Miguel Lucero Palma, Université de Ciudad Juárez (Mexique), 1982, 308 pages.
7. *Sociología Jurídica*, éd. Astrea, Buenos Aires, 1980, 280 pages.
8. *Estructura social y criminología*, Universidad del Zulia, Maracaibo (Venezuela), 1979, 189 pages.
9. *Criminología y sociedad*, éd. Pensamiento Jurídico, Buenos Aires, 1978, 250 pages.

10. *El mundo del delincuente*, 1^{re} éd., Astrea, Buenos Aires, 1976, 255 pages; 2^e éd., traduction à partir de l'anglais, Zavalia, Buenos Aires, mai 2000. *El mundo del delincuente* (traduction espagnole de *The World of the Burglar*), éditions Astrea, Buenos Aires, 1979, 255 pages.
11. *The World of the Burglar*, 1974, University of New Mexico Press, Albuquerque, Nouveau Mexique (États-Unis), 276 pages.
12. *Sociología Criminal Juvenil*, éd. Depalma, Lexis Nexis, Buenos Aires, 6^e éd., 2003.
13. *Radiografía de la Universidad en las Américas*, été 1973, UNM Press (avec M. Nason).
14. *Conducta, Integrativismo Sociología Del Derecho (Conduct and Legal Sociology)*, éd. De Zavalia, 1970.
15. Coéditeur de *Studies in Sociology*, revue bilingue (anglais et espagnol) à diffusion internationale, 9 volumes, Omeba, Buenos Aires, 1961-1965.

B. Articles, documents, contributions et publications

1. « El Aspecto Pedagógico del Derecho Penal », revue des sciences criminelles *ITER CRIMINIS*, n° 9, deuxième époque, publiée par l'Instituto Nacional de Ciencias Penales (Mexique), janvier 2004.
2. « Juventud y Cambios Sociales. Nuevos Desafios para la Justicia, la Política y la Sociedad », dans *Volúmen Victimología – Los Procesos de Victimización desde un Enfoque Criminológico*, coordonné par Hilda Marchioli, Université nationale de Córdoba, éd. Lerner (Argentine), septembre 2003.
3. « Los Derechos Humanos y la Independencia del Poder Judicial en la República Argentina (Recordando a Juan Bautista Alberdi y la Constitución Argentina) », publié en hommage à Marino Barbero Santos, *In Memoriam*, vol. I, dirigé par Luis A. Arroyo Zapatero et Ignacio Berdugo Gómez de la Torre, presses de l'Université de Castille-La Mancha et de l'Université de Salamanque (Espagne), p. 229 à 243, 2001.
4. « Tres Características del Tribunal de la Ex-Yugoslavia », dans les *Cahiers de défense sociale*, bulletin de la Société internationale de défense sociale, p. 75 à 77, 2001.
5. « Some reflections on probation », *Cahiers de la défense sociale* (bulletin de la Société internationale de défense sociale pour une politique criminelle humaniste), Milan, 1999, p. 51 à 65.
6. « Las Naciones Unidas, los derechos del hombre y los principios básicos de la independencia del Poder Judicial », dans *L'indipendenza della giustizia oggi (Judicial independence, today)*, Liber Amicorum, en hommage à Giovanni E. Longo, éd. Giuffrè, Milan (Italie), 1999, p. 87 à 115.
7. « Mercosur: Organized crime, money laundering and harmonization of legislation », *Journal of Money Laundering Control*, été 1999, vol. 3, n° 1, p. 63 à 65, Institute of Advanced Legal Studies, Université de Londres, éd. Henry Stewart, (Royaume-Uni) et (États-Unis), 1999.

8. « Armonización legislativa en el Mercosur. Lavado de dinero y crimen organizado », *Revista de la Escuela Nacional de Inteligencia*, Secrétariat du renseignement d'État, numéro spécial de 1998, p. 123 à 148, 185 à 188, reproduisant le séminaire portant sur le thème « Problemática del Crimen Organizado y Lavado de Dinero en el Mercosur », organisé les 3, 4 et 5 juin 1998 par l'École nationale du renseignement, le centre de coopération internationale dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale et la faculté de droit de l'Université John F. Kennedy, Secrétariat du renseignement de l'Argentine.
9. « La armonización legislativa, la política criminal y las democracias en el Mercosur », chapitre intitulé « Doctrina », *Revista Mexicana de Prevención y Readaptación Social, Nueva Época* (Mexico), mai-août 1998, n° 2, p. 13 à 23.
10. « La justicia y las instituciones en el desarrollo de América Latina desde una perspectiva trialista », deuxième congrès Triversitario, Leuka, Université John F. Kennedy, Buenos Aires, 1998, p. 1 à 38.
11. « A criminological approach for the XXIth Century. The integrative nature of criminology and the work of Hans Joachim Schneider », dans *Essays in honor of Hans Joachim Schneider*, Walter de Gruyter, Berlin/New York, 1998, p. 145 à 158.
12. « Los efectos preventivos de la sanción penal: la corrupción », exposé au treizième congrès de la Société internationale de défense sociale (Lecce, Italie, 28-20 novembre 1996), *Cahiers de défense sociale*, bulletin de la Société internationale de défense sociale pour une politique criminelle humaniste, Milan (Italie), 1997, p. 49 à 64.
13. « Presencia del amigo Miguel Herrera Figueroa », dans *¿Conoce a Herrera Figueroa?*, par Amelia Tosto Valenzuela, María Teresa Fernández Lagos, María del Valle Romanelli et al. éd. Praxis Triversitarias, Buenos Aires, t. 2, 1997, p. 57 à 101.
14. « A propósito de la modernización de la justicia penal y del juicio por jurados », dans *Derecho penal, derecho procesal penal. Homenaje a Carlos Alberto Contreras Gómez*, Jorge Eduardo Buompadre (directeur-coordonnateur), Abeledo-Perrot éd., Buenos Aires, mars 1997, p. 245 à 259.
15. « El rol de la universidad frente al nuevo derecho », dans *Memorias del Seminario « Justicia y Desarrollo »*. *Argentina para el siglo XXI*, Ministère de la justice et du droit (Colombie), décembre 1995, p. 47 à 67.
16. « Technical cooperation needs and initiatives », Fondazione Internazionale sul Diritto, Società ed Economica, éd. Musumeci, Val d'Aoste (Italie), 1995, p. 185 à 201.
17. « The instrumental use of juveniles in criminal activities: Application of human rights standards proceedings of the expert meeting », dans *Children in trouble*, Nations Unies, Vienne (Autriche), du 30 octobre au 4 novembre 1994. Paru également dans le *Journal de la Société internationale de la défense sociale*, Paris, en hommage à D. Pisapia, 1995.
18. « Perfiles de la prevención del delito y la justicia penal en Japón. Doctrina y acción penitenciaria », Buenos Aires, 1994, p. 27 et suiv., reproduit dans

- Cuadernos de Criminología*, Institut de criminologie (Chili), n° 3, mai 1994, p. 39 et suiv., et dans *Doctrina y Acción Penitenciaria*, n°s 8 et 9, 1994, p. 26 à 55.
19. « Comunidad y prevención del delito. Perspectivas comparadas », *Cuadernos de Prevención*, n° 1, Instituto de Estudios par la Prevención del Delito, Córdoba (Argentine), 1994, p. 57 à 68.
 20. Participation au débat « Experiencias concretas sustitutivas o combinadas con la privación de libertad », quatrième session des XXII^e journées de rencontre, dans *Cuadernos de la Fundación Encuentros*, « Posibles alternativas al sistema carcelario actual : ¿Son viables hoy las cárceles? », colloque international organisé par la fondation Encuentros et l'association Horizontales Abiertos, Editorial Centro de Estudios Ramón Areces, Madrid, 1993, p. 28, 105, 137, 173 à 175 et 243.
 21. « Perspectivas psicológicas y valorativas: triversitarismo », chap. III de *Presencia, existencia y esencia en Herrera Figueroa*, de Juan Carlos Iglesias et al., Leuka, Buenos Aires 1993, p. 85 à 94.
 22. « Introduction au projet de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pénale (règles de Majorque) », en collaboration avec la présidence du gouvernement des îles Baléares, l'Institut universitaire de criminologie de l'Université Complutensienne de Madrid et la Division de la prévention du crime et de la justice pénale de l'ONU, Palma de Majorque (Espagne), 1992, p. 9 à 14 et 23 à 37.
 23. « Filosofía y acción de la Compañía de Jesús en el Río de La Plata en la época colonial », dans *Ignacio de Loyola, Magister Artium en París 1528-1535. Libro-Homenaje de las Universidades del País Vasco y de la Sorbonne a Ignacio de Loyola en el V centenario de su nacimiento*, Julio Caro Baroja et Antonio Beristain, Kutxa, Caja Gipuzkoa San Sebastián (Espagne), 1991, p. 257 à 264.
 24. « Los derechos humanos y la política de prevención del delito y justicia penal de la ONU », au Séminaire sur l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'administration de la justice, tenu à Asunción, du 18 au 20 juillet 1990.
 25. « Penological dimensions of international crime », dans *Eurocriminology*, Varsovie, Pologne, 1988, vol. 2, p. 39 à 56. Paru également sous le titre « Penological dimensions of international criminality » dans les *Cahiers de défense sociale*, bulletin de la Société internationale de la défense sociale, Milan (Italie), 1988, p. 60 à 74.
 26. « Children in despair. The latin american experience », dans *Journal of Comparative Family Studies*, vol. XVIII, n° 2, été 1987 (en anglais).
 27. « Delito, política criminal y política penológica ». *Sociología criminal*, Pensamiento Jurídico éd., Buenos Aires, 1987, p. 69 à 88.
 28. « Justice and the role of juridical institutions within the context of development in Latin America and the Carribean in connection with ecological problems that influence the well-being of children and families », dans *Crime and criminal policy*, Institut de recherche des Nations Unies sur la défense

- sociale (UNSDRI), publication n° 25 Franco Angeli, Rome, juillet 1985, p. 247 à 271 (en anglais).
29. « Delito y política criminal », revue *Criminalia*, Academia Mexicana de Ciencias Penales, n° 1-12, Porrúa, Mexico (janvier-décembre 1985, p. 45 à 57).
 30. « Interregional advisory services in the field of crime prevention and the treatment of offenders », Servicio de Asesoramiento Interregional en el Área de la Prevención del Delito y la Justicia Penal, Institut d'Helsinki pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI), affilié à l'Organisation des Nations Unies, « Course on United Nations Criminal Justice Policy », n° 6, p. 66 à 79, 1985 (en anglais, résumés en français et en finlandais).
 31. Introductory report on new dimensions of criminality and crime prevention in the context of development: Challenges for the future (Nuevas perspectivas de la prevención del delito y la justicia penal en el contexto del desarrollo: Desafíos para el futuro), Association internationale de droit pénal, Société internationale de criminologie, Société internationale de défense sociale et Commission internationale pénale et pénitentiaire, contribution au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Milan, 26 août-6 septembre 1985), documents présentés au Congrès de Saint-Vincent (8 au 10 mars 1985), organisé par le Ministère italien de la justice et le Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa in coopération avec la Région autonome du Val d'Aoste (A/CONF.121/NGO 3), Italie, mars 1985, p. 21 à 24 (en anglais et en français).
 32. « El sistema judicial chino », Ministère de la justice, Beijing, 1985, p. 201 à 225 (en chinois).
 33. « Planificazione ed assistenza alla famiglia nella Repubblica Argentina », Pedro R. David *et al.*, dans *Aspetti socio-giuridici del « family planning » in alcuni paesi europei ed extraeuropei*, Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale Commissione Permanente di Sociologia del Diritto, Studi e Ricerche di Sociologia del Diritto, Giuffrè, Milan, 1983, p. 1 à 8 (en italien).
 34. « Sociología, demografía y derecho », cours international de spécialisation pour les magistrats de la jeunesse et de la famille, faculté de droit de l'Université du Chili, Institut interaméricain de l'enfance, Editorial Jurídica de Chile, Santiago du Chili, 1983, p. 163 à 173.
 35. Chapitre sur la criminologie en Argentine, dans *Argentina's criminology*, en *International handbook of contemporary criminology*, publié par Elmer H. Jonhson, Greenwood Press-West Port, Connecticut (États-Unis), p. 151 à 173 (en anglais).
 36. « Desarrollo, prevención del delito y justicia penal », dans *Ciudades y criminalidad*, rapports généraux et résumés de contributions individuelles au dixième Congrès international sur la défense sociale, ouvrage publié dans le cadre des préparatifs du dixième Congrès international sur la défense sociale, Salonique, 28 septembre-2 octobre 1981, dans *Annotated catalogue of the works 1948-1983*, publié par le Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale, janvier 1983, p. 160 et 161.

37. « La justicia y el papel de las instituciones jurídicas dentro del contexto del desarrollo en América Latina y el Caribe, en relación con los problemas ecológicos que influyen sobre el bienestar de los niños y de sus familias », publié dans la revue de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, sixième année, n^{os} 17 et 18 (août-décembre 1983), San José de Costa Rica, p. 69 à 86.
38. « Ideas para una nueva América », dans *Perspectivas de la educación superior en América Latina y Estados Unidos*, Université du Nouveau Mexique, Albuquerque, Nouveau Mexique (États-Unis), 1982.
39. « Development, crime prevention and criminal justice », dans *Memoria del X Congreso Mundial Ordinario de Filosofía del Derecho y Filosofía Social*, Universidad Nacional Autónoma de México, México, vol. VII, 1982, p. 73 à 79.
40. « Jóvenes adultos delincuentes: su prevención », Congrès panaméricain de criminologie, Buenos Aires, Ediciones Universidad del Salvador, 1981, p. 16 à 53.
41. « La justicia juvenil en Argentina » dans Lorne Stewart Editor, *Justice and troubled children around the world*, vol. II, New York University Press, New York (États-Unis), 1981, p. 1 à 36 (en anglais).
42. « Cuatrecasas como psicólogo social », dans *Vida, espíritu y pensamiento de Juan Cuatrecasas*, Leuka, Buenos Aires, 1980, p. 41 à 50.
43. « Contrabando en la frontera », dans *Problemas del obrero sin documentación*, Albuquerque, Institut latino-américain de l'Université du Nouveau Mexique, 1979, p. 51-55.
44. « Ideas para una Nueva América », « Docencia », Université de Guadalajara (Mexique), vol. 7, mai-juin 1979, p. 5 à 15.
45. « Juvenile offenders careers and treatment in a multicultural state », Nouveau Mexique, huitième Congrès international de criminologie, Lisbonne (Portugal), du 4 au 9 septembre 1978, p. 549 à 573 (en anglais).
46. « Profile of violence in Argentina: 1955 to 1976 », dans *Disorders and terrorism*, Report of the Task Force on Disorders and Terrorism, National Advisory Committee on Criminal Justice Standards and Goals, Washington, 1976, p. 474 à 478 (en anglais).
47. « Hall and latinoamerica legal philosophy », dans *Studies in comparative criminal law*, Wiese & Mueller, Thomas Publisher, 1975 (en anglais).
48. « El integrativismo y la ciencias sociales », dans *Actes du VII^e Congrès*, São Paulo (Brésil), 1974, vol. I, p. 249.
49. « El profesor universitario en dos hemisferios », University of Kansas Press, éd. Ann Hertzfeld, 1974, p. 263.
50. « A cross-cultural comparison of juvenile offenders, offenses, due processes and societies: The cases of Toledo, Ohio, and Rosario, Argentina (with Joseph W. Scott) », *Criminology*, American society of Criminology, vol. 11, n^o 2, août 1973, p. 183 à 205 (en anglais).

51. « Ideología y criminología en Latinoamérica », dans *Politics, crime and the international scene: an interamerican focus*, Adler and Mueller Editores, Porto Rico, Centro Sur, 1972.
52. « Bibliografía selecta de crimen y delincuencia », Université du Nouveau Mexique, Albuquerque, 1972 (en anglais).
53. « Contribución del integrativismo a la modernización de los sistemas socio-jurídicos », *Revista del Colegio de Magistrados del Poder Judicial de la Provincia de Santa Fe*, An II, n° 5, janvier-juin 1972, p. 15 à 19 et 30.
54. « Estructuras jurídico-sociales y cambio », Institut international de sociologie, XXII^e Congrès, Rome, 15-21 septembre 1969, p. 1-15.
55. « El derecho en las normas de convivencia y su representatividad en el ordenamiento social », communication n° 19 du IV^e Congrès argentin de sociologie, Département de sociologie de l'Université de Buenos Aires, 1969, p. 1 à 13.
56. « Psicologia, sociologia e crime », *Revista de Direito*, Órgão do Ministério Público do Estado da Guanabara (Brésil), mai-août 1969, An III, vol. 8, n° 8, p. 10-14 (en portugais).
57. *Motivación y normas jurídicas*, I Congreso Argentino de Psicología Social, Salta (Argentine), 1969.
58. « Teorías sociológicas da delinquencia juvenil », *Revista del Instituto Latinoamericano del Niño*, Montevideo, 1968, vol. I.
59. « Teorías sociológicas da delinquência juvenil », *Revista de Direito*, Órgão do Ministério Público do Estado da Guanabara (Brésil), 1967, an I, vol. 2, n° 2, p. 40 à 59 (en portugais).
60. « Sociología y delincuencia juvenil », dans *Estudios de sociología*, Buenos Aires, 1965, vol. 9, p. 50 à 81.
61. « Instituciones jurídico-sociales », t. XVI, p. 118-124; « Lucha de clases », t. XVIII, p. 850 à 852, et « Orden social », t. XXI p. 103 et 104, dans *Enciclopedia Jurídica Omeba*, Buenos Aires.
62. « Estructura social argentina y desarrollo », dans *Estudios de sociología*, Buenos Aires, 1965, vol. 7, p. 355 à 360.
63. « Acción social y filosofía social en Farías Brito », *Revista Brasileira de Filosofia*, São Paulo (Brésil), 1963.
64. « El papel de la sociología del derecho en el desarrollo latinoamericano », Université du Nordeste, Resistencia (Argentine), 1962.
65. « Instituciones jurídico-sociales », dans *Estudios de sociología*, Buenos Aires, 1962, vol. 2, p. 3 à 35.
66. « Acción y filosofía social en Farías Brito », Instituto Brasileiro de Filosofia, IV Congresso Nacional de Filosofia, Imprensa Universitária do Ceará, communication présentée au congrès de philosophie de Fortaleza (Brésil), en novembre 1962, p. 1 à 7.

67. « Bosquejo de la iusfilosofía integrativa de Jerome Hall », *Jurisprudencia Argentina*, t. 1961-I, sect. Doctrina, p. 3 à 10.
68. « Hall y Reale: dos perspectivas del derecho integrativas », *Revista Brasileira de Filosofia*, São Paulo (Brésil), 1960.
69. « El Chicago Area Project », *Revista de Criminología y Ciencia Penal*, La Plata (Argentine), 1959.
70. « Notas para el estudio de la punición », *Jurisprudencia Argentina*, t. 1958-IV, sect. Doctrina, p. 97 à 113.
71. « Jerome Hall y su “integrative jurisprudence” », *La ley*, t. 89, sect. Doctrina, p. 934 à 938.
72. « Digresiones sobre el amor norteamericano », Editorial El Mundo, Buenos Aires, décembre 1957.

C. Préfaces

1. La sociología del derecho en Herrera Figueroa, Plus Ultra, Buenos Aires, septembre 2000.
2. *Criminología, causas y cosas del delito*, Francisco S. Scimé, Ediciones Jurídicas, Buenos Aires, 1999.
3. *Diccionario de derecho penal y criminología*, Raúl Goldstein, Astrea, Buenos Aires, 1993.
4. *Perfil jurídico-sociológico de Herrera Figueroa*, Pedro R. David et alü, Leuka, Buenos Aires, 1983.
5. *Enseñanza de la introducción al estudio del derecho*, Enrique Villarreal Macías, Centro Editorial Universitario, Université autonome de Ciudad Juárez (Mexique), 1981.
6. *Criminología y Reflexología*, O. Tieghi, Buenos Aires, 1978, éd. ABACO.
7. *Theft, Law and Society*, Jerome Hall, Depalma, Buenos Aires, 1974.
8. *Sociología del Derecho*, Miguel Herrera Figueroa, Depalma, Buenos Aires, 1970.
9. *Reason and Reality in Jurisprudence*, Jerome Hall, Depalma, Buenos Aires, 1959.

D. Traductions

1. Jerome Hall – *Reason and Reality in Jurisprudence* – Depalma, Buenos Aires, 1969 (traduit de l'anglais en espagnol).

E. Articles sur ses livres et références biographiques

1. « El sociólogo criminólogo Pedro R. David en el Chaco », note d'Edgardo Rossi, *Norte*, p. 13, sect. « Opiniones », samedi 8 décembre 2001.
2. « El gran problema de América Latina es la desigualdad social, dijo destacado jurista », in *Norte*, p. 10 Locales, Resistencia, Provincia del Chaco, mardi 11 décembre 2001.

3. « El fracaso de la cárceles », Adrián Ventura, sect. 7-Enfoques, p. 5 du quotidien *La Nación*, 7 octobre 2001.
4. Analyse bibliographique de l'ouvrage de Pedro R. David intitulé *Globalización, prevención del delito y justicia penal*, par Pedro J. Bertolino, « Jurisprudencia Argentina », Buenos Aires, 28 mars 2001, n° 6239, p. 83 à 85.
5. Analyse bibliographique de l'ouvrage de Pedro R. David, intitulé *El mundo del delincuente (Cinco casos criminológicos)*, par Jorge Luis Rimondi, « La Ley », sect. Bibliografía, 26 octobre 2000, p. 4.
6. Analyse bibliographique de l'ouvrage de Pedro R. David, intitulé *El mundo del delincuente (Cinco casos criminológicos)*, par Hilda Marchiori, « Pensamiento Penal y Criminológico » Revista de Derecho Penal Integrado, Mediterránea, an 1, n° 1, 2000, p. 619 à 621.
7. Analyse bibliographique de l'ouvrage de Pedro R. David, intitulé *El mundo del delincuente (Cinco casos criminológicos)*, par Hilda Marchiori, « Semanario Jurídico. Fallos y Doctrina », sect. Nota Bibliográfica, Córdoba (Argentine), an XXIV, n° 1310, 28 septembre 2000.
8. « El crimen como conflicto social », note de Norberto Spolansky sur l'ouvrage de Pedro R. David, intitulé *Globalización, prevención del delito y justicia penal*, « La Nación », dimanche 27 août 2000.
9. Commentaire de l'ouvrage de Pedro R. David, intitulé *Globalización, prevención del delito y justicia penal*, par Osvaldo Nelo Tieghi, « La Ley », 31 juillet 2000, p. 2.
10. « El narcotráfico organizado como empresa capitalista », essai d'un membre de la Chambre fédérale des députés sur les mafias de la drogue, *La Gaceta*, 14 août 1998, p. 19.
11. « Aumentó el tráfico de estupefacientes », *Siglo XXI*, 14 août 1998, p. 10.
12. « Reunión de jueces contra el narcotráfico », *La Nación*, 13 octobre 1996, p. 10.
13. « Para humanizar el sistema penal. Los nuevos edificios carcelarios », *La Nación*, supplément « Architecture », Horacio G. Levit, 25 septembre 1996, p. 1 à 4.
14. « Prosperity fosters crime and corruption », *The Americas. A Criminal Justice Newsletter*, Chicago, Illinois, Jeff Builta, avril-mai 1996, vol. 9, n° 2, p. 1 à 14.
15. « Las Naciones Unidas, en contra », *La Nación*, Adrián Ventura, 3 mars 1996, p. 22.
16. « Delincuencia juvenil », Noroeste Argentino (NOA), province de Tucumán, sect. Panorama del Interior, Rodolfo Casen, 24 septembre 1995.
17. « Libertad asistida para la inserción (Justicia de Menores) », *Ecos del Norte*, province de Salta, 12 août 1995, p. 8.
18. « Para el juez David fracasaron las cárceles de menores », *Locales*, province de Salta, 12 août 1995, p. 34.

19. « Jornadas del NOA de Justicia de Menores », *Locales*, province de Salta, 10 août 1995, p. 33.
20. « Responsabilidad civil de los jueces y funcionarios judiciales: El punto de vista de un juez », *La Ley*, Alfredo H. Rizzo Romano, 19 avril 1995, p. 2.
21. « Seminario Latinoamericano sobre Política Penitenciaria », *La Ley*, 6 avril 1995, p. 4.
22. « Dos expertos opinan que debe haber menos cárceles pero más civilizadas », *La Nación*, Adrián Ventura, 3 avril 1995, p. 15.
23. « Pelea por el control del fuero federal », *Clarín*, 3 mars 1995, p. 23.
24. « Cosas del delito organizado », *La Prensa*, Amílcar Romero, 13 décembre 1994, p. 17.
25. « Caso "Priebke": Hay buena voluntad », *Crónica*, 12 octobre 1994, p. 6.
26. « Pocos jueces han asesorado a tantos países del mundo en temas de prevención del delito y justicia penal », *La Nación Revista*, Ignacio Xurxo, 2 octobre 1994, p. 38.
27. « Valores y normas en la sociedad japonesa », *La Platahochi*, (Noticiero del Plata), 9 septembre 1993.
28. « El único invicto espera en Viena (A Pedro R. David no lo impugnaron para la Casación) », *Clarín*, 18 octobre 1992, p. 16.
29. « Los juristas proponen separar siempre la función policial y judicial (El documento, aprobado en Palma, será debatido en las Naciones Unidas) », *Local. Última Hora*, Jaime Rosello, 17 février 1992, p. 16.
30. *Who's who in the west, 1978-1989*, Annuaire des personnalités éminentes dans certains domaines spécialisés, p. 166.
31. Schneider, Hans Joakim: *Kriminologie – De Gruyter Lehrbuch –*, New York-Berlin, 1987, p. 276 à 280. – Schneider, Han Joachim, *Kriminologie – De Gruyter Lehrbuch –*, W. de G. Walter de Gruyter Verlag; Seiten XXXIX und LXXXIII, Berlin, 1987 (en allemand).
32. « Conferencia sobre la realidad penitenciaria », *La Nación*, 26 août 1984, p. 15.
33. Marcó del Pont, Luis: *Criminología latinoamericana*, Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD), San José (Costa Rica), 1983, vol. 1, p. 53.
34. Robinson Weber, Sandra (Université du Nouveau-Mexique): « Native-americans before the bench: The nature of contrast and conflict in native-american law ways and western legal systems », *The Social Science Journal*, vol. 19, n°3, juillet 1982, p. 47 à 57.
35. « Sociología criminal juvenil », *La Ley*, 28 juin 1979.
36. *Hombres y mujeres americanos en las ciencias, 1978-1979*, p. 276.
37. Rico, José M. : *Crimen y justicia en América Latina*, Sigo XXI, Mexico, 1977.

38. Gómez Grillo, Elio : *Diario de criminología*, Université centrale du Venezuela, Caracas, 1977, p. 207.
39. Pedro R. David, « El mundo del delincuente »/« Sociología criminal juvenil », commentaire d'Enrique R. Capolupo, *Revista Argentina de Ciencias Penales*, Plus Ultra, Buenos Aires, vol. 3, mai-août 1976, p. 127.
40. Cavallieri, A. : *Direito do menor*, Jurídica Freitas Bastos, Río de Janeiro (Brésil), 1976, p. 117.
41. *Diccionario de Sociología*, par A. Poviña, éd. Astrea, Buenos Aires, 1976, p. 242 à 245.
42. Levinson, Luisa M. : *La Nación*, 24 décembre 1975, p. 2.
43. *Law Books in Review*, vol. 1, n° IV, hiver, 1974-1975.
44. « El mundo del delincuente », *La Nación*, Sección Literaria, Luisa M. Levinson, 25 mai 1975.
45. Tocaven, Roberto : *Menores infractores*, Edicol, Mexico, 1975, p. 89.
46. Herrera Figueroa, Miguel : *Sociología del espectáculo*, Paidós, Buenos Aires, 1974, p. 117.
47. « Conducta, integrativismo y sociología del derecho », *Jurisprudencia Argentina*, 12 décembre 1974.
48. Schneider, Hans Joachim : *Jugendkriminalität in Sozialprozes*, U. R. Kleine, Vandenhoeck-Reihe, Gottingen (Allemagne), 1974, p. 36.
49. *Albuquerque Journal*, Albuquerque, Nouveau Mexique, 27 octobre 1974.
50. *Sociología*, États-Unis d'Amérique, août 1974.
51. « Sociología criminal juvenil », *La Ley*, 28 juin 1979; 9 février 1974.
52. *Revista Mexicana de Prevención y Readaptación Social*, juillet-septembre 1973, n° 10, vol. II.
53. David, Pedro : « Sociología jurídica del menor en Iberoamérica », *Revista Interamericana de Estudios Crimonológicos*, n° 3 : *La criminología en la década del 70*, Caracas, 1973, édition anglais-espagnol.
54. De Fleur, Lois B. : *La delincuencia en Argentina*, Washington State University Press, 1970, p. 31, 37 et 75.
55. Reale, Miguel, *O direito como experiencia*, Edição Sarava, São Paulo, 1968, p. 148.
56. *Sociología criminal juvenil*, Veritas, Buenos Aires, 15 octobre 1968.
57. *Revista Jurídica de Buenos Aires II*, Université de Buenos Aires, faculté de droit et de sciences sociales, Service des publications, commentaire d'Alfredo Ves Losada, mai-août 1966, p. 291 à 292.
58. *La Capital*, Rosario (Argentine), 24 septembre 1963.
59. *Sociología criminal juvenil*, O Povo, Fortaleza (Brésil), commentaire de Paulo Benavides, 1963.

60. Rodríguez Manzanera, Luis : *La delincuencia de menores en México*, Messis Mexico, p. 350.
61. « Capítulo Criminológico », Universidad del Zulia, Maracaïbo, n° 1.
62. « Capítulo Criminológico », Universidad del Zulia, Maracaïbo, n° 3.
63. *Hombres y mujeres americanos en las ciencias*.

V. Formation universitaire

1. Doctorat en sciences politiques, Universidad Argentina John F. Kennedy, Buenos Aires. Thèse : Sciences politiques et sociologie juridique, une vue intégrative.
2. Doctorat en droit et sciences sociales, Universidad nacional de Tucumán (Argentine), 1956. Thèse : Sociologie de la délinquance juvénile en Argentine.
3. Doctorat en sociologie et droit, Indiana University, Bloomington (États-Unis), 1962. Thèse : The Social Structure of Argentina.
4. Maîtrise de droit, mention très bien, Universidad nacional de Tucumán (Argentine), 1950.

VI. Titres et distinctions honorifiques

1. Prix de la vocation académique 2004, décerné par la Fundación del Libro et Lázara y Grupo Editor, Feria Internacional del Libro, Buenos Aires, avril 2004.
2. Prix international décerné par la fondation Falcone-Borsellino et l'Institut de recherche coopérative de l'Université de Bologne (Italie), le 22 novembre 2003 à Marina di Carrara (Italie), à son livre *Globalizzazione, prevenzione del delitto e giustizia penale*, Milan, éd. Giuffré (2001).
3. Professeur honoraire de la faculté de droit de l'Universidad de Buenos Aires, 1996.
4. Professeur honoraire de l'University of Hull (Angleterre), 1992.
5. Membre honoraire de la Real Academia de Medicina de Barcelona (Espagne).
6. Professeur honoraire de l'Universidad Autónoma de Ciudad Juárez, Juárez (Mexique), mai 1980.
7. Docteur *honoris causa* de l'Universidad de Morón (Argentine), 1996.
8. Membre honoraire de la Real Academia de Medicina, Barcelona (Espagne), 1978.
9. Membre honoraire de l'Instituto de la Juventud, Madrid, juillet 1977.
10. Consultant des Nations Unies en matière de retard judiciaire, séminaire, Reno, Nevada (États-Unis), College of the Judiciary, 1977.
11. Membre de la réunion d'experts sur le thème « Expedious and Equitable Handling of Criminal Cases », Reno, Nevada, avril 1977.
12. Membre honoraire du premier congrès ibéro-américain de psychologie sociale, Barcelone (Espagne), du 17 au 22 septembre 1978.

13. Membre correspondant de l'Académie mexicaine de criminologie, juillet 1978, Mexico.
14. Président honoraire du premier congrès vénézuélien de criminologie, Valencia (Venezuela), juillet 1972.
15. Professeur honoraire, Centre d'études criminologiques, Mendoza (Argentine), 1968.
16. Conférencier invité, 1971, Elbert Covell College, University of the Pacific, Stockton, Californie (États-Unis).
17. Boursier de la Fondation Ford pour étudier l'enseignement du droit et des sciences sociales au Mexique, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Brésil, pays où il s'est rendu en compagnie du professeur Jerome Hall en 1960.
18. Boursier Fulbright en sociologie, Indiana University, Bloomington, Indiana (États-Unis), de 1957 à 1960.
19. Certificat de service éminent décerné par la Commission Fulbright d'Argentine en novembre 1966 en reconnaissance de sa contribution au Programme Fulbright durant son mandat de directeur.
20. Médaille d'honneur de l'Association latino-américaine de sociologie, Rio de Janeiro (Brésil), 1959, en reconnaissance de sa contribution à la sociologie en Amérique latine.
21. Membre honoraire du barreau de Bolivie, juillet 1960.
22. Nomination par l'Institut interaméricain de l'enfance de l'Organisation des États américains comme professeur international pour les cours de criminologie donnés aux juges du Paraguay (1970), du Brésil (Rio de Janeiro, avril 1975), du Venezuela (Caracas, juin et juillet 1975), du Mexique (avril 1976), du Chili (avril 1976), du Nicaragua (1978) et du Costa Rica (1978).
23. Invitation de l'Universidad del Zulia (Maracaibo (Venezuela), juillet 1975) pour faire des conférences à l'Institut de criminologie dans le cadre des séminaires du troisième cycle.
24. Président de la Société interaméricaine de sciences sociales de décembre 1974 à ce jour.
25. Membre de la Commission désignée par le Ministère argentin de la justice pour rédiger les lois sur la jeunesse, 8 octobre 1974.
26. Membre de la Commission désignée par la Cour d'appel pénale de Buenos Aires pour planifier la réforme du statut juridique des personnes à charge, des orphelins et des délinquants juvéniles, septembre 1974.
27. Nomination comme Secrétaire régional pour les Amériques de l'Institut international de sociologie, Alger, 1974.

VII. Enseignement et recherche*Argentine*

1. Professeur, doctorat en droit, Universidad Argentina John F. Kennedy, Buenos Aires, de 1977 à ce jour.
2. Professeur de sociologie, faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, de 1970 à 1978.
3. Professeur de sociologie, deuxième cycle, faculté de droit de l'Université de Buenos Aires, de 1974 à 1975.
4. Professeur de sociologie, faculté de sociologie, Universidad Argentina John F. Kennedy, Buenos Aires, de 1969 à 1973.
5. Professeur de criminologie, faculté de droit, Universidad del Museo Social Argentino, de 1968 à 1970.
6. Professeur de sociologie, faculté de sociologie et de sciences politiques, Université du Sauveur, Buenos Aires, de 1962 à 1965.
7. Professeur de sociologie, Université catholique de l'Argentine, de 1963 à 1964.
8. Professeur, faculté d'économie, Université nationale de Tucumán à Salta, de 1954 à 1956.
9. Professeur de sociologie et d'études sociales argentines, faculté de sciences humaines, Université nationale de Tucumán à Salta, de 1953 à 1956.

États-Unis

Président et professeur du département de sociologie de l'University of New Mexico, de 1971 à 1993.

Directeur de recherche du Programme de justice pénale de l'University of New Mexico, de 1971 à 1973.

Professeur de la faculté de droit de l'University of New Mexico – séminaires de droit pénal comparé – de 1976 à 1977.

Professeur invité au département de sociologie de l'University of Kentucky, 1967.

Professeur invité, New York University, été 1964.

Conférencier à la faculté de droit de l'University of Indiana – séminaire de droit comparé pour étudiants péruviens en droit, de 1958 à 1960, avec le professeur Jerome Hall.

Conférencier à la faculté de justice pénale de la State University of New York à Albany, 1971.

University of Washington State à Pullman, Washington (États-Unis), 1971.

University of Notre-Dame à South Bend, Indiana (États-Unis), 1971.

University of Indiana à Bloomington, Indiana (États-Unis), 1967.

Elvert Cowell College, University of the Pacific à Stockton, Californie (États-Unis), 1971.

College of the Judiciary, Reno, Nevada (États-Unis), 1977.

Amérique latine

Brésil

Universidade do Ceará

Universidade de l'État de São Paulo

Universidade da Bahia

Mexique

Université nationale autonome de Mexico, à Mexico

Pérou

Universidad nacional Mayor de San Marcos, à Lima

Université San Agustín de Arequipa

Université de Cuzco

Costa Rica

Universidad nacional de Costa Rica

Colombie

Université de Colombie à Bogota

Bolivie

Université de La Paz

Uruguay

Université de Montevideo

Chili

Université du Chili à Santiago

Venezuela

Universidad Central de Venezuela à Caracas

Universidad de Carabobo à Valencia

Universidad del Zulia à Maracaibo

Europe

Italie

Université de Rome

Espagne

Université de Madrid

Instituto de la Juventud, Madrid

Université de Barcelone

VIII. Positions administratives et universitaires présentes et passées

1. Président du Conseil universitaire pour le Programme de doctorat en droit, Université John F. Kennedy à Buenos Aires, de 1997 à ce jour.
2. Président du Département de sociologie de l'Université du Nouveau-Mexique, 1972-1993.
3. Vice-Président, Université John F. Kennedy à Buenos Aires, 1972-1992.
4. Président du Conseil consultatif, Université John F. Kennedy à Buenos Aires, 1965-1972.
5. Doyen de la faculté de sociologie de l'Université John F. Kennedy à Buenos Aires, 1967-1970.
6. Directeur exécutif de la Commission Fulbright (Commission d'échanges éducatifs entre les États-Unis d'Amérique et la République argentine), décembre 1961-août 1972.
7. Vice-doyen de la faculté d'économie de l'Université nationale de Tucuman, Division de Salta, 1954-1955.

IX. Réunions et congrès professionnels : participation et présentation d'exposés

1. Réunion de l'Institut des Nations Unies pour les enquêtes en matière de défense sociale, tenue à Rome du 5 au 8 décembre 2004.
2. Réunion de la Société internationale de défense sociale sur le thème intitulé : Criminalité organisée et catastrophes humanitaires, tenue à Courmayeur (Italie) du 3 au 5 décembre 2004.
3. Séminaire pour les juges guatémaltèques sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenu les 9 et 10 novembre 2004 à Guatemala par l'École judiciaire et par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (Vienne).
4. Réunion du Cabinet général de la présidence de la République du Guatemala, sur la Convention des Nations Unies contre la corruption, le mardi 9 novembre 2004.
5. Séminaire sur la Convention des Nations Unies contre la corruption, organisé par l'Office des Nations Unies à Vienne et Transparency International à Guatemala le 8 novembre 2004.
6. Quinzième séminaire annuel de la Fédération des organisations non gouvernementales argentines pour la prévention et le traitement des toxicomanes (FONGA) et premier Séminaire international sur la responsabilité sociale dans la problématique de la toxicomanie – prévention et aide – organisé par la FONGA siège du CONSUDEC, à Buenos Aires, les 4, 5 et 6 novembre 2004.

7. Séminaire organisé à Guatemala, du 28 au 30 juillet 2004 par l'École d'administration publique guatémaltèque, la Coalición para la CICCIAS et l'Office des Nations Unies à Vienne, sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses trois protocoles, et la Convention contre la corruption.
8. Atelier sur la Convention des Nations Unies contre la corruption, organisé par Transparency International à Guatemala, le mardi 27 juillet 2004.
9. Conférence présentée à l'Université Rafael Landivar au sujet la Convention de l'ONU contre la corruption, à Guatemala, le 26 juillet 2004.
10. Représentant du Ministère argentin de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme (par la résolution du Ministère n° 1405) à la XIII^e session de la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale – examen de l'application des normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale – organisée à Vienne du 11 au 20 mai 2004.
11. Participant en tant que membre du Conseil et Conseiller de l'Institut latino-américain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD) et représentant du Ministère argentin de la justice, de la sécurité et des droits de l'homme (conformément à la résolution n° 351 du 19 avril 2004), à la Réunion régionale préparatoire pour l'Amérique latine et les Caraïbes du XI^e Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale (Bangkok, du 18 au 25 avril 2005), tenue à San José de Costa Rica au siège de l'ILANUD, du 19 au 23 avril 2004.
12. Président de la Réunion du Groupe d'experts intergouvernementaux sur les normes en matière de prévention du crime et de justice pénale, organisée à Vienne du 23 au 25 mars 2004 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
13. Atelier de rédaction de législations contre le financement du terrorisme et d'autres dispositions pour lutter contre le terrorisme, organisé à Lima, du 1^{er} au 5 mars 2004 par le Fonds monétaire international, en collaboration avec le Ministère péruvien des affaires étrangères et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
14. Table ronde en matière pénale du Congrès international de cultures et de systèmes juridiques comparés, organisée par l'Institut de recherches juridiques de l'Université nationale autonome de Mexico, du 9 au 14 février 2004.
15. Conférence présentée devant les lauréats de la faculté de droit de l'Université de Parme, le 3 décembre 2003.
16. Sessions du Conseil de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), tenues à Turin (Italie), les 1^{er} et 2 décembre 2003.
17. Conférence internationale – Délits et technologies : nouvelles frontières de réglementation, politiques et enquêtes – organisée par le Conseil consultatif professionnel et scientifique international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (ISPAC), tenue à Courmayeur – Mont Blanc (Italie), du 25 novembre au 3 décembre 2003.

18. Réunions du Conseil de la Société internationale de défense sociale, organisées à Tolède (Espagne), du 30 octobre au 1^{er} novembre 2003, par M. Luis Rodriguez Zapatero, Président de la société et le recteur de l'Université de Castilla-La-Mancha.

19. Organisateur du IV^e Séminaire international sur la probation – les apports de la collectivité au système de suspension de la condamnation à l'épreuve – expérience du Royaume-Uni, de l'Argentine et de l'Amérique latine –, tenu à l'Université John F. Kennedy à Buenos Aires, en coopération avec l'Université de Hull, le Centre de coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale, du 25 au 27 septembre 2003.

20. Conférence présentée au cinquième stage de formation sur les dispositions efficaces à prendre pour faciliter la réinsertion sociale des anciens détenus, organisé à San José du 15 au 18 juillet 2003, en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale, auquel ont participé des directeurs d'établissements pénitenciers de divers pays – Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela –, et auquel un groupe d'experts, membre du Conseil de l'ILANUD, a aussi été invité à participer.

21. Réunion d'experts; participation en tant qu'invité du Centre international de prévention du crime des Nations Unies à Vienne sur le thème : application des normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, à Vienne, du 10 au 12 février 2003.

22. Participant en tant que membre de l'International Society of Social Defence and Humane Criminal Policy (ISSD), à l'Assemblée générale extraordinaire des membres de l'ISSD et à la Conférence internationale sur les réseaux de trafic et la logistique de la criminalité transnationale et du terrorisme international, organisée par le Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (ISPAC) à Courmayeur (Italie), les 5 et 6 décembre 2002.

23. Organisateur du troisième Séminaire international sur la probation – la probation en tant qu'instrument politique pénal – et présentation d'un exposé intitulé « Règles minimales des Nations Unies concernant des mesures ne privant pas de la liberté » – expérience du Royaume-Uni et situation latino-américaine; séminaire organisé les 19 et 20 septembre 2002 dans la grande salle Salvador Allende de l'Université nationale de Comahue à Neuquén, en collaboration avec l'Université John F. Kennedy à Buenos Aires, le British Council, l'Université de Hull (Royaume-Uni), le Patronato de Liberados de la Capital Federal, le Ministère de l'intérieur et de la justice de la province de Neuquén, le Sous-Secrétariat de la sécurité civile et de la justice de Neuquén, la Direction générale de l'exécution des peines de Neuquén et le Centre de coopération internationale pour la prévention du crime et la justice pénale, sous les auspices du Ministère argentin de la justice et des droits de l'homme, et en collaboration avec l'Association des magistrats de la province de Neuquén, la Commission des politiques pénitentiaires de Neuquén, le Collège des avocats de Neuquén et le parquet de Neuquén.

24. Présentation d'un exposé sur le thème I : « Intégration et impact de la Convention sur la législation pénale substantive et procédurale des pays membres du Parlement » lors des journées parlementaires visant à promouvoir la ratification de

la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant, organisées à Buenos Aires les 29 et 30 août 2002 par le Président argentin, le Secrétariat du Programme de prévention de l'abus des drogues et de lutte contre les stupéfiants (SEDRONAR), le Parlement latino-américain et le Centre international de prévention du crime de l'Office du contrôle des drogues et de la prévention du crime des Nations Unies, sous les auspices de la Chambre des députés et du Sénat argentins.

25. Journées ibéro-américaines sur l'oralité dans le processus de la justice pénale alternative, organisées à Mexico du 1^{er} au 5 juillet 2002 par l'Institut national des sciences pénales (INACIPE) (Mexique).

26. Conférence internationale sur les droits fondamentaux de l'enfant et de l'adolescent, organisée dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'enfance, par la huitième Assemblée générale internationale de défense des enfants international (DEI) à Mar del Plata (Argentine), du 17 au 19 mai 2002.

27. Réunion du Comité consultatif chargé d'examiner les travaux pour l'exercice biennal 2002-2003, Institut international des droits de l'homme, 20 février 2002.

28. Cours du troisième cycle intitulé « Victimologie II. Les processus de victimisation dans une optique criminologique : documents de l'ONU concernant les victimes; Tribunal international de La Haye. La prévention de la criminalité » – organisé en 2001 par le Secrétariat des études du troisième cycle de la faculté de psychologie de l'Université nationale de Córdoba.

29. Séminaire intitulé « Mondialisation et justice », organisé le 19 décembre 2001 par le Centre d'études judiciaires, le Tribunal de grande instance, et le pouvoir judiciaire du Chaco, dans la salle polyvalente du Tribunal de grande instance de Resistencia, capitale de la province du Chaco.

30. Cinquième Congrès national de formation judiciaire, organisé du 29 novembre au 1^{er} décembre 2001, par le Tribunal de grande instance de la province de la Terre de Feu et par le Conseil fédéral des tribunaux et des tribunaux de grande instance des provinces argentines, tenu à Ushuaia (province de la Terre de Feu, de l'Antarctique et des îles de l'Atlantique-Sud).

31. Journée sur les techniques d'enquête relatives à la criminalité organisée et au trafic des stupéfiants, organisée à Buenos Aires le 6 novembre 2001 par des juges italiens – MM. Roberto Scarpinato, Massimo Russo et Gaetano Pazi – en collaboration avec le Secrétariat des programmes de prévention du crime et de lutte contre le trafic des stupéfiants ainsi que le Procureur général de la Nation (présidence de la Nation).

32. Présentation d'un exposé intitulé « Les normes juridiques et la réalité dans la pratique des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et la Cour pénale internationale » à la VI^e réunion de la Commission interparlementaire latino-américaine sur les droits de l'homme et d'un exposé intitulé « Le Traité de Rome et l'avenir en matière de droit pénal international » à la XIV^e Commission des droits de l'homme du Parlement latino-américain, à Buenos Aires, le 26 octobre 2001.

33. Présentation d'un exposé intitulé « Mondialisation et garanties » à la journée sur le « Service de justice, l'enfance et les droits de l'homme » organisée le 5 octobre 2001 à La Plata, par l'Institut d'études judiciaires de la Cour suprême de

justice et le Sous-Secrétariat du Patronato de Menores qui lui a adressé le présent certificat d'accréditation.

34. Présentation d'un exposé au cours du troisième cycle intitulé « Victimologie II – les processus de victimisation dans une optique criminologique » le 6 octobre 2001 à l'Université nationale de Córdoba (Secrétariat des sciences de la santé), organisé par Hilda Marchiori, en collaboration avec le Secrétariat des études de troisième cycle, faculté de psychologie.

35. Organisateur du II^e Séminaire international sur la probation – expérience de l'Argentine et du Royaume-Uni : en vue d'améliorer l'institution au sein de la collectivité, tenu les 20 et 21 septembre 2001 à l'École de la magistrature du pouvoir judiciaire de Salta (Argentine), en collaboration avec le British Council, l'Université John F. Kennedy à Buenos Aires, l'Université de Hull (Royaume-Uni), le Patronato de Liberados de la Capital Federal, l'École de la magistrature du pouvoir judiciaire de Salta et le Centre de coopération, sous l'égide des Ministères argentins de la justice et des droits de l'homme ainsi que du travail et de la sécurité sociale.

36. Professeur invité au III^e stage international de formation sur les mesures efficaces pour faciliter la réinsertion sociale des anciens détenus, organisé par l'Agence de coopération internationale du Japon et l'ILANUD, du 16 au 26 juillet 2001 à San José.

37. Présentation d'un exposé au Forum « Entorno Laboral Libre de Alcohol y Drogas » (Ni alcool ni drogue sur le lieu de travail), organisé les 26 et 27 juin 2001 au Secrétariat du Programme pour la prévention de la toxicomanie et la lutte contre le trafic des stupéfiants, par la présidence de l'Argentine.

38. Cours national sur les rapports périodiques à présenter aux comités de surveillance des instruments internationaux des droits de l'homme, Secrétariat des droits de l'homme, Ministère de la justice et des droits de l'homme, organisé du 18 au 20 avril 2001 à Buenos Aires par le Sous-Secrétariat des droits de l'homme du Ministère de la justice et des droits de l'homme (dans le cadre de l'accord conclu entre le Gouvernement argentin et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme).

39. Présentation d'un exposé intitulé « Mondialisation, prévention de la criminalité et justice pénale » à la clôture du Cours de spécialisation pour les médecins légistes, à l'occasion de laquelle M. Pedro R. Davia a été honoré par la désignation de « visiteur illustre en reconnaissance de sa carrière scientifique et professorale » par la faculté de médecine de l'Université nationale de Tucumán, à San Miguel de Tucumán, le 24 novembre 2000.

40. Séminaire de la Commission du trafic des stupéfiants et de la criminalité organisée, Parlement latino-américain, siège permanent, Secrétaire de la Commission, tenu à São Paulo (Brésil) du 15 au 18 novembre 2000.

41. Présentation d'un exposé intitulé « Le crime en tant que conflit social » au deuxième Congrès international et au 1^{er} Congrès latino-américain des sciences de la médecine légiste argentine, en hommage au Dr Ángel Tullio, organisé par le Collège des experts en médecine légiste de la capitale fédérale, l'Académie des sciences de la médecine légiste argentine de la Société des médecins légistes

argentins, tenu au Círculo de Oficiales de Mar, à Buenos Aires, le 14 novembre 2000.

42. Membre du Groupe de travail « Trois études de sociologie en hommage à l'auteur Miguel Herrera Figueroa », organisé par l'Université argentine John F. Kennedy à Buenos Aires le lundi 6 novembre 2000.

43. Présentation d'un exposé intitulé « Estructura social, imputabilidad y sistemas jurídicos » (Structure sociale, imputabilité et systèmes juridiques) au Congrès national de sociologie juridique sur le thème « La sociologie juridique en Argentine et son rapport avec diverses branches du droit : la situation actuelle et future au XXI^e siècle », organisé du 2 au 4 novembre 2000 par le Secrétariat de l'Institut de culture juridique de la faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université nationale de La Plata.

44. Présentation d'un exposé intitulé « Mondialisation et droit pénal » pour le module V du séminaire du droit pénal et de criminologie appliquée, organisé le 20 octobre 2000 à la Cour suprême de justice de Mendoza par le Maître en criminologie de la faculté de psychologie de l'Université de l'Aconcagua et du Centre de formation et d'enquêtes judiciaires « Manuel A. Sáez ».

45. Orateur à la table ronde I sur le thème « Les garanties constitutionnelles de la procédure pénale. Le droit de recours devant un juge ou une juridiction supérieure. Concept. Teneur. Portée. Le pourvoi en cassation prévu au niveau local satisfait-il la garantie du double procès? Analyse jurisprudentielle de son application actuelle : conséquences et effets » de la quatrième Réunion annuelle du ministère public de la défense et du troisième Séminaire de mise à jour de la défense publique et officielle, organisée par le Bureau du Procureur général de la Nation (ministère public de la défense) à Buenos Aires les 12 et 13 octobre 2000.

46. Séminaire sur les « Questions de droit pénal et de procédure pénale », professeurs invités : Mario Pisani et Adolfo Ceretti, organisé dans le salon présidentiel Arturo Frondizi par l'Université argentine John F. Kennedy, le Centre international pour la prévention du crime et la justice et le Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les 28 et 29 août 2000.

47. Séminaire international sur la probation : « L'expérience de l'Argentine et du Royaume-Uni : en vue de l'amélioration de cette institution dans la collectivité », organisé par l'Université argentine John F. Kennedy, le British Council, l'Université de Hull (Royaume-Uni), le Patronato de Liberados et le Centre international pour la prévention du crime et la justice, les 24 et 25 août 2000.

48. Exposé à la conférence intitulée « Critères d'âge en matière de responsabilité pénale. Structure sociale. Âge de la responsabilité pénale et système juridique », organisée à Salta les 23 et 24 juin 2000 par le Pouvoir judiciaire de Salta et l'École de la magistrature. Article présenté : « Structure sociale, responsabilité et systèmes juridiques ».

49. Animateur de la table ronde sur le thème « Blanchiment de capitaux. Problématique actuelle. Nouvelles stratégies de prévention », tenue à l'occasion du Séminaire intitulé « Nouvelles stratégies de prévention du crime organisé et du blanchiment de capitaux », organisé par le Conseil argentin des relations internationales, le vendredi 19 mai 2000.

50. Invité au Congrès pour « La vie scolaire et la violence », organisé par le Ministère de l'éducation et l'Institut interministériel de coordination des programmes spéciaux pour l'enfance et la jeunesse du Gouvernement de la province de Córdoba, les 16 et 17 mai 2000.
51. Réponse à un orateur à la séance intitulée « La justice pénale dans la pratique à la Conférence de 2000 sur la probation », Centre de conférences II de Londres (janvier 2000).
52. Intervenant à la table ronde II intitulée « Portée de la mondialisation juridique. L'entraide judiciaire en matière de responsabilité individuelle pour crimes internationaux. L'institution de l'extradition et les autres méthodes (la remise en cause de la légitimité de la détention, la soumission de la juridiction nationale à la juridiction internationale des tribunaux ad hoc). Le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les frais de procédure », dans le cadre du Séminaire intitulé « Le jugement des crimes internationaux à l'heure de la mondialisation », organisé par l'Institut de droit international du Conseil argentin des relations internationales du Ministère argentin de la justice (Buenos Aires), les 15 et 16 novembre 1999.
53. Dix-septième Séminaire des frontières, « Crime organisé dans le Marché commun du Sud (MERCOSUR) », sous les auspices de l'École supérieure de la gendarmerie nationale (Buenos Aires), le 14 octobre 1999.
54. Conférence internationale sur « Le rôle de la collectivité dans les stratégies de sécurité civile », organisée par l'Ordre du marteau sous les auspices de l'USIS/USIA de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique (Buenos Aires), le 9 mars 1999.
55. Conférencier invité à la conférence magistrale sur « Les jeunes et les changements sociaux. Nouveaux défis pour la justice, la politique et la société », quinzième Congrès international des juges des enfants et de la famille, organisé par l'Association argentine des magistrats et fonctionnaires de la justice pour les enfants et la famille (Buenos Aires) en novembre 1998.
56. Conférencier au premier Forum de criminologie et de politique pénale du MERCOSUR, participant aux débats sur les thèmes proposés au cours des séances et contribution scientifique à l'élaboration de la Charte de criminologie de Porto Alegre, organisé par le Groupe brésilien de l'Association internationale de droit pénal de la faculté de droit de l'Université fédérale du Rio Grande Do Sul et l'Université luthérienne du Brésil (ULBRA), à Porto Alegre dans l'État de Rio Grande Do Sul (Brésil) du 18 au 25 octobre 1998.
57. Deuxième Congrès triversitario « Un anti-individualisme sensible », organisé par l'Université argentine John F. Kennedy du 1^{er} au 3 octobre 1998.
58. Prévention du crime et justice, Doctorat en droit de l'Université argentine John F. Kennedy, les 3, 4 et 5 juin 1998.
59. Participant à la troisième rencontre des présidents et des juges des chambres fédérales, Vicente López, les 6 et 7 avril 1998.
60. Participant à la table ronde sur « Les mineurs face au crime », organisée dans le cadre des Journées régionales de droit pénal et de procédure pénale et de la Quatrième rencontre régionale sur l'enfance et l'adolescence, par la faculté de droit de l'Université nationale de Patagonie, Trelew (province de Chubut), le 14 novembre 1997.

61. Participant à la table ronde « Législation et réalité pénitentiaire : problèmes et solutions possibles », organisée dans le cadre de la troisième séance intitulée « Questions d'harmonisation législative et pratiques de l'exécution des peines » du deuxième Forum pénitentiaire du MERCOSUR (province de Mendoza), au siège de la faculté de psychologie de l'Université de l'Aconcagua, le 12 novembre 1997.
62. Exposé sur le thème de la corruption, sur la base du Traité interaméricain, présenté à l'invitation de l'Institut de droit pénal procédural et de sciences pénales du barreau de Rosario (province de Santa Fé), le 30 octobre 1997.
63. Organisateur du Séminaire international des recteurs d'universités à l'Université argentine John F. Kennedy (Buenos Aires), le 19 octobre 1997.
64. Maître de conférence sur le thème « Théorie de la criminalité I et II » de la chaire de criminologie de la faculté de psychologie de l'Université de l'Aconcagua (province de Mendoza), du 12 au 14 juin et du 18 au 20 septembre 1997.
65. Intervenant à la Journée contre l'exploitation des enfants à des fins criminelles, organisée au Centre Garrigos (Buenos Aires) par le Conseil national des mineurs et de la famille, le 16 mai 1997.
66. Orateur invité au deuxième Congrès ibéro-américain de psychologie sociale et au septième Congrès argentin de psychologie sociale et politique, organisés à Buenos Aires par l'Université argentine John F. Kennedy, la Société argentine de psychologie sociale et politique, la Société argentine de psychologie et la Société argentine de la communication, du 7 au 10 mai 1997.
67. Conférencier sur le thème « Aspects généraux du trafic de drogues » au Séminaire sur le renseignement stratégique national à l'intention des magistrats et fonctionnaires du pouvoir judiciaire argentin, organisé par l'École nationale du renseignement du Secrétariat d'État argentin du renseignement, présidence de la Nation, à Mar del Plata (province de Buenos Aires), les 12 et 13 décembre 1996.
68. Organisateur de la table ronde sur le thème « Prévention du crime et justice pénale en Argentine » tenue à la Société américaine de criminologie de Chicago (États-Unis), du 21 au 24 novembre 1996.
69. Participant à la Conférence « Feel Safe, Be Safe on Public Transport » organisée à Amsterdam, à l'initiative de la Division des travaux publics du Ministère néerlandais des transports, sous les auspices du Centre international pour la prévention du crime, de l'Union internationale des transports publics, de la Commission européenne et du Forum européen pour la sécurité urbaine, du 20 au 22 novembre 1996.
70. Premier Congrès international sur le thème « La déontologie et la responsabilité professionnelle », organisé par la Fondation Casa de Cultura, l'ADECRA (Association des cliniques, maisons de santé et hôpitaux privés d'Argentine) et la Société argentine de criminologie à l'Université de Palermo (Buenos Aires) du 5 au 7 novembre 1996.
71. « Trial by Jury », United States Information Service (Buenos Aires), les 30 et 31 octobre 1996.
72. Exposé sur « Le crime organisé » présenté à la faculté de droit et de sciences sociales de l'Institut de droit pénal de l'Université nationale de Tucumán (province de Tucumán), le 24 octobre 1996.

73. Participant au sixième Congrès international de l'Institut international de l'Ombudsman (Buenos Aires), du 20 au 24 octobre 1996.
74. Participant à la table ronde n° 3 du premier Congrès latino-américain d'avocats pour la lutte contre la criminalité liée à la drogue, organisé par le Journal du Forum, publication de l'Ordre des avocats argentins, à l'hôtel Caesar Park de Buenos Aires, les 17 et 18 octobre 1996.
75. Exposé sur le thème « La drogue et le système juridique (législation et comportement social; critères juridiques pour le traitement des toxicomanes; poursuite des consommateurs de drogues et mécanismes de contrôle du trafic de drogues) » au Séminaire interdisciplinaire sur la situation actuelle et à venir de la toxicomanie, organisé par la Fondation pour les relations internationales (FUNREI) à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de l'UNESCO et sous les auspices de B&Q S.A., les 8, 15, 22 et 29 octobre 1996.
76. Participant à la Conférence « Civitas panamericana : l'éducation au service de la démocratie », tenue à Buenos Aires du 29 septembre au 2 octobre 1996.
77. Exposé sur la situation actuelle et l'avenir du régime pénitentiaire intitulé « Les prisons dans le droit comparé », Fondation Integración (Buenos Aires), le 10 septembre 1996.
78. Séminaire sur la réforme judiciaire et la planification du changement, organisé dans la salle de conférences de la Fondation Nueva Justicia par l'Institut d'études comparatives en sciences pénales et sociales, le Centre de développement juridico-judiciaire de la Corporation pour la promotion universitaire, sous les auspices de la Fondation Konrad Adenauer et de la Fondation Nueva Justicia, à Buenos Aires, le 3 septembre 1996.
79. Premier Congrès latino-américain d'avocats pour la lutte contre la criminalité liée à la drogue, sur le thème « Analyse de la possibilité de créer un tribunal régional de justice », organisé par le Journal du Forum, publication de l'Ordre des Avocats argentins, à l'hôtel Caesar Park de Buenos Aires, les 22 et 23 août 1996.
80. Exposé sur « Les mineurs face au crime. Étiologie. Peines et responsabilité. Les tendances législatives actuelles et l'intérêt supérieur de l'enfant », présenté le 20 août 1996.
81. Séminaire international sur l'éthique publique. Participant à la table ronde « Éthique gouvernementale » de la Fondation pour l'éthique publique de l'USIS/USIA, organisée par Merck Sharp & Dohme Argentina (Buenos Aires), les 14 et 15 août 1996.
82. Conférencier sur le thème « Mondialisation et crime », le deuxième jour des Journées nationales sur la mondialisation et l'ordre juridique, organisées par la faculté des sciences politiques et sociales de la faculté de droit de l'Université nationale de Cuyo, dans la salle de la Cour suprême de justice de la province de Mendoza, les 20, 21 et 22 juin 1996.
83. Réunion du Groupe de travail B du cône Sud dans le cadre de la Conférence internationale sur la répression en matière de drogues, présidence de la Nation (Buenos Aires), du 25 au 27 juin 1996.
84. Participant au Séminaire intitulé « Premières journées du MERCOSUR et du Chili sur le crime organisé, les migrations illégales et les faux papiers », organisé

par la Police fédérale argentine sous les auspices de l'ambassade des États-Unis d'Amérique et du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte, au siège du Service central de police (Buenos Aires), les 17, 18 et 19 avril 1996.

85. Président et conférencier lors du premier Séminaire international sur le crime organisé et la corruption dans l'administration publique. Le système pénal, Office of International Criminal Justice (Université de l'Illinois, Chicago), Secrétariat d'État de la sécurité (province de Buenos Aires) et Centre international pour la prévention du crime et la justice, Mar del Plata, les 7 et 8 mars 1996.

86. Conférence sur le thème « Aspects du trafic de drogues », donnée au Séminaire sur le renseignement stratégique national organisé par l'École nationale du renseignement du Secrétariat d'État du renseignement argentin, présidence de la Nation, organisé à Mar del Plata, les 23 et 24 novembre 1995.

87. Participant à la table ronde « L'Organisation des Nations Unies : cinquantième anniversaire » organisée par la Chambre de commerce, d'industrie et de production de la République argentine et l'ONU (DPI/ONG), à Buenos Aires, le 22 novembre 1995.

88. Conférence sur « L'actualisation du droit des mineurs (modernisation du pouvoir judiciaire) », donnée à l'intention des juges et procureurs des mineurs, Conseil de la magistrature, Cellule coordonnatrice du projet d'infrastructure d'appui au pouvoir judiciaire, École de la magistrature, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Caracas, du 30 octobre au 4 novembre 1995.

89. Conférence sur le thème « Aspects du trafic de drogues », donnée au Séminaire sur le renseignement stratégique national organisé par l'École nationale du renseignement du Secrétariat d'État du renseignement argentin, présidence de la Nation, organisé dans la province de Mendoza, les 26 et 27 octobre 1995.

90. « Je suis » (Le droit des enfants à l'identité), Conseil national des mineurs et de la famille (Buenos Aires), les 23 et 24 octobre 1995.

91. Intervenant, en qualité de Président de l'Association inter-ibéro-américaine de sciences sociales, sur le thème « Le nouveau rôle des organisations non gouvernementales dans le système des Nations Unies : la contribution spéciale du Comité international de coordination aux quatre grandes associations (Association internationale de droit pénal, Institut international de sociologie, Société internationale de défense sociale pour une politique criminelle humaniste, Fondation internationale pénale et pénitentiaire) en faveur de la mobilisation de la communauté scientifique internationale pour une plus grande participation scientifique aux activités de l'ONU dans le domaine de la coopération contre le crime » (1945-1995, cinquantième anniversaire de la création de l'ONU), sous les auspices du Comitato Nazionale Italiano, Centro Internazionale su Diritto, Società e Economia, Fondazione Courmayeur, Conseil consultatif scientifique et professionnel international, Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Courmayeur – Mont Blanc (Italie), les 15 et 16 octobre 1995.

92. Conférence sur la probation (Semaine du magistrat), donnée à l'intention du Cercle de la magistrature de Tucumán, au Palais de justice, faculté de droit et de sciences sociales de l'Université nationale de Tucumán, le 14 septembre 1995.
93. Contribution au Cours sur le renseignement stratégique à l'intention des magistrats et des fonctionnaires du pouvoir judiciaire et du Ministère public de la Nation (politique mondiale relative au trafic de drogues), École nationale du renseignement du Secrétariat d'État du renseignement argentin, présidence de la Nation, organisé à Tafi del Valle (province de Tucumán), les 24 et 25 août 1995.
94. Exposé sur le thème « La probation et le jugement des mineurs », présenté aux deuxièmes Journées de la région du nord-est argentin de l'Association des magistrats et fonctionnaires des mineurs, organisées par l'Association argentine des magistrats et fonctionnaires de la justice pour mineurs (province de Salta), les 11 et 12 août 1995.
95. Conférence sur le thème « Aspects du trafic de drogues », dans le cadre du Séminaire sur le renseignement stratégique national, organisé par l'École nationale du renseignement du Secrétariat d'État du renseignement argentin, présidence de la Nation, à Iguazú, les 15 et 16 juin 1995.
96. « La médiation dans les différends liés à l'environnement », Association interaméricaine de médiation, Conseil argentin des relations internationales (Comité des études sur l'environnement) et Fondation pour l'environnement et les ressources naturelles (Buenos Aires), le 12 juin 1995.
97. Conférencier international sur le sursis pénal, United States Information Service (Buenos Aires) les 15 et 16 mai 1995.
98. Observateur au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tel qu'approuvé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1993/32 du 27 juillet 1993, organisé par le Service de la prévention du crime et de la justice pénale de l'Office des Nations Unies à Vienne, au Caire du 29 avril au 8 mai 1995.
99. Organisateur et conférencier lors du premier Séminaire latino-américain sur la politique pénitentiaire, organisé par la Division de politique pénitentiaire et de réadaptation sociale du Ministère de la justice (Buenos Aires) du 26 au 30 mars 1995.
100. Exposé à l'occasion du séminaire pour les magistrats et les fonctionnaires du pouvoir judiciaire et du ministère public, présidence de la nation argentine, Secrétariat des renseignements de l'État, San Carlos de Bariloche, 23 et 24 mars 1995.
101. Conférencier aux deuxièmes journées sur la criminalité et la prévention du crime, sur le thème « Action des Nations Unies en matière de prévention de la toxicomanie et du trafic de stupéfiants », Institut d'études pour la prévention de la criminalité, Córdoba, 8 et 9 septembre 1994.
102. Président et organisateur des journées préparatoires du IX^e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Buenos Aires, août 1994.
103. Conférencier à l'occasion du séminaire international « Justice et développement : agenda pour le XXI^e siècle (le rôle de l'université face au droit

nouveau) », Département national de la planification, Ministère de la justice et du droit et Banque interaméricaine de développement, Santa Fe de Bogotá, du 20 au 22 avril 1994.

104. Conférence sur le thème « Les enfants et les jeunes au seuil du XXI^e siècle », faculté de droit, Universidad de Chile, 4 et 5 mars 1994.

105. Organisateur et conférencier à l'occasion des premières journées nationales sur les moyens de communication et la prévention du crime, Mendoza, du 25 au 27 novembre 1993.

106. Conférence sur le thème « Constitution et garanties fondamentales. Règles minimales des Nations Unies pour la réforme du processus pénal », Chambre de commerce, d'industrie et de production de la République argentine (CACIPRA) et Association ibéro-américaine de sciences sociales, Buenos Aires, 22 novembre 1993.

107. Conférence au premier Congrès national sur l'administration de la justice (« La réforme judiciaire dans les pays en développement »), Cour suprême de la République du Chili, octobre 1993.

108. Conférences à l'occasion des premières et deuxièmes journées sur la criminalité et la prévention du crime, Córdoba, 1993 et 1994.

109. Séminaire de renseignement stratégique pour les magistrats et les fonctionnaires de l'appareil judiciaire, présidence de la nation argentine, Secrétariat des renseignements de l'État, École nationale du renseignement, Buenos Aires, du 28 au 30 juin 1993.

110. Conférence à l'occasion des premières journées sur la criminalité et la prévention du crime (« Communauté et prévention du crime : perspectives comparées »), Institut d'études pour la prévention du crime, province de Córdoba, 24 et 25 juin 1993.

111. Conférence à l'occasion des journées ibéro-américaines sur la prévention du crime et le traitement du délinquant, Universidad de Granada, Département de droit pénal et Institut interuniversitaire andalou de criminologie (section de Grenade), Grenade (Espagne), du 4 au 7 mai 1992.

112. Directeur du groupe de la Société américaine de criminologie sur le thème « Le crime et le développement en Amérique latine », Washington, du 14 au 18 novembre 1981.

113. « Le crime et les Nations Unies », Buenos Aires, 17 août 1981.

114. « Questions interculturelles liées au délit d'adultère, Universidad Autónoma de Ciudad Juárez (Mexique), 30 avril 1981.

115. « Jeunes délinquants », Congrès panaméricain de criminologie, Buenos Aires, novembre 1979.

116. « La justice pour les mineurs dans les Amériques », Nations Unies, Reno (Nevada), mai 1979.

117. « Mesures préventives et curatives », X^e Congrès de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse, Montréal (Canada), 1978.

118. « Étude de justice pénale comparée en Amérique latine », Société américaine de criminologie, Atlanta (Géorgie), 1977.
119. « Perspectives actuelles de la criminologie », Centre d'études sociologiques de Buenos Aires, 5 août 1975.
120. « Facteurs étiologiques du comportement des mineurs inadaptés », XIV^e Congrès de l'Institut interaméricain de l'enfance, Santiago (Chili).
121. « Comparaison interculturelle de délinquants juvéniles, délits, respect de la légalité et sociétés. Les cas de Toledo (Ohio) et de Rosario (Argentine) », Société américaine de criminologie, Porto Rico, août 1973.
122. « Théorie intégrative et sciences sociales », VIII^e Congrès interaméricain de philosophie, Brasília, novembre 1972.
123. « Perspectives sociologiques des systèmes juridiques d'Amérique latine », Congrès de l'Institut international de sociologie, Caracas (Venezuela), novembre 1972.
124. « La criminalisation en Amérique latine », premier Congrès international de l'Association interaméricaine de criminologie, Venezuela, 1972.
125. « Idéologie et société », journées de la société argentine de sociologie, province de Córdoba (Argentine), 1972.
126. « Contribution à la modernisation des systèmes sociojuridiques », quatrième réunion de la Société sociologique argentine, Rosario (Argentine), mai 1971.
127. « La violence et les systèmes sociojuridiques », deuxième réunion de l'Association argentine de psychologie sociale, Mar del Plata (Argentine), avril 1971.
128. « L'enseignement de la criminologie en Argentine », quatorzième réunion de l'Association internationale de criminologie, province de Mendoza (Argentine), 1969.
129. « Problèmes des études comparées en sciences sociales », XX^e Congrès de l'Institut international de sociologie, Madrid, 1968.
130. « La structure sociale de l'Argentine », XX^e Congrès mondial de l'Institut international de sociologie, Córdoba, 1968.
131. « Fonctionnalisme et changement social », Société argentine de sociologie, Tucumán (Argentine), 1965.
132. « Les stratégies alternatives face à l'évolution de la délinquance : théories applicables à d'autres cultures », en collaboration avec Lois B. DeFleur, Association sociologique américaine, Boston (États-Unis), 1963.
133. « Action sociale et philosophie sociale dans l'œuvre de Fariás Brito », Société brésilienne de philosophie, Fortaleza, Ceará (Brésil), 1963.
134. « Le travail du sociologue juriste dans le développement des sociétés latino-américaines », Société argentine de sociologie, Resistencia, province du Chaco (Argentine), 1963.
135. « Jerome Hall et Miguel Reale : deux perspectives d'une philosophie intégrative », deuxième Congrès brésilien de sociologie, Sao Paulo (Brésil), 1959.

136. « Rapport sur l'enseignement de la sociologie aux États-Unis », premier Congrès argentin de sociologie, Mendoza (Argentine), 1959.

137. « Aspects sociaux de la délinquance juvénile », Société de criminologie et de médecine légale, Tucumán (Argentine), 1959.

138. « Techniques objectives pour l'étude de la stratification sociale », Société sociologique argentine, Córdoba (Argentine), 1954.

139. « Conflits des délinquants juvéniles », premier Congrès argentin de psychologie, Tucumán (Argentine), 1953.

X. Participation à des comités universitaires et services rendus à la collectivité

1. Membre du conseil directeur de la Commission des échanges éducatifs entre les États-Unis et l'Argentine, Commission Fulbright, Buenos Aires, de 1998 à ce jour.

2. Membre honoraire du Comité scientifique de l'AFIPA (Association de formation et de recherche en psychologie analytique), Groupe de développement de l'Association internationale de psychologie analytique (IAAP), 2000.

3. Membre du Comité spécial du Président pour le collège général de l'Université, University of New Mexico, Albuquerque (États-Unis), 1980.

4. Directeur du Comité spécial du Président pour la création de l'Institut latino-américain, University of New Mexico.

5. Directeur du Comité de sélection du doyen de la faculté de droit, University of New Mexico.

6. Membre du Comité des publications, University of New Mexico, de 1975 à 1978.

7. Membre du Comité de la faculté des arts et des sciences pour la concentration des études interdisciplinaires, University of New Mexico.

8. Membre du Conseil du Gouverneur de l'État du Nouveau-Mexique sur la planification de la justice pénale, de 1972 à 1976.

9. Membre du Comité des relations internationales d'Albuquerque (États-Unis).

XI. Associations professionnelles auxquelles il a participé ou dont il a été membre

1. Société panaméricaine de criminologie, Buenos Aires, 1978.

2. Société internationale de défense sociale, secrétaire adjoint jusqu'à ce jour.

3. Société américaine de criminologie.

4. Société ibéro-américaine de sciences sociales, 1974, Président jusqu'en 1995.

5. Société des études latino-américaines.

6. Association latino-américaine de sociologie.

7. Institut international de sociologie.

8. Association américaine de sociologie.

9. Société américaine de philosophie politique et juridique.
10. Association américaine pour les droits étrangers.
11. Association interaméricaine des avocats.
12. Société argentine de sociologie.
13. Société sociologique de la vallée de l'Ohio.
14. Alpha Kappa Delta – société honorifique de sociologie.
15. Association de droit et de sociologie de Buenos Aires.
16. Centre d'études sociologiques de Buenos Aires.
17. Société des sciences pénales et de médecine légale de Tucumán, province de Tucumán (Argentine).
18. Association des études argentino-américaines.

Ahmad Farawaty (République arabe syrienne)

Date et lieu de naissance : 1^{er} janvier 1950, Damas

Formation : Licence en droit – Université de Damas, 1960

Expérience professionnelle :

Président du ministère public, Damas

Juge de première instance (peines), Damas

Juge d’instruction, Damas

Juge-arbitre, campagne damascène

Président de la Cour pénale, campagne damascène

Actuellement conseiller au Service législatif du Ministère de la justice, Damas

Elizabeth Gwaunza (Zimbabwe)

Date de naissance : 15 juin 1953

Situation de famille : mariée, trois enfants

Formation

Licence en droit, Université du Zimbabwe, 1986

Diplôme en droit, Université du Zimbabwe, 1977

Diplôme et certificat en rédaction législative

Certificat d'étude sur les femmes et le développement

Diplôme en droits des femmes

Actuellement candidate à une maîtrise en droits des femmes

Expérience professionnelle

- | | |
|----------------------------------|--|
| De novembre 2002 à aujourd'hui : | Juge d'appel, Cour suprême du Zimbabwe, qui connaît des appels émanant de la Cour supérieure, en droit civil comme en droit pénal, et en matière constitutionnelle |
| De mai 2002 à novembre 2002 : | Juge d'appel par intérim, Cour suprême du Zimbabwe |
| De janvier 2001 à mai 2002 : | Présidente adjointe, Commission de développement du droit, responsable : <ul style="list-style-type: none"> – De la promotion du développement et de la réforme du droit – De l'élaboration de propositions tendant à la simplification du droit en tous domaines – De la formulation de procédures nouvelles ou plus rationnelles relatives à l'administration et à l'application de la loi – De l'établissement, en vue de leur soumission avec un rapport, de tous projets de loi jugés nécessaires à la mise en œuvre des recommandations de la Commission |
| D'août 1998 à décembre 2000 : | Juge de la Cour supérieure du Zimbabwe, connaissant des affaires en matière pénale et civile, y compris des appels émanant des tribunaux de première instance |
| De février 1990 à août 1998 : | Coordonnatrice nationale de Women and Law in Southern Africa Research Trust. Recherches de longue haleine sur les lois qui touchent les femmes dans sept pays de la Communauté de développement de l'Afrique |

	australe. Responsable de l'administration et de la gestion financière de tous les fonds du projet et de l'encadrement du personnel affecté aux projets
De mars 1984 à décembre 1989 :	Juriste, juriste principale et juriste en chef au Ministère de la justice (conseils juridiques aux plus démunis)
De janvier 1977 à mai 1981 :	Contrôleuse des titres au Bureau du Registre des titres, sociétés et brevets

Elle a été admise à titre de juriste à la Cour supérieure du Zimbabwe en 1987.

Elle a siégé au conseil de nombreuses ONG féminines, dont le Musasa Project, fonds de recherche et de conseil pour les femmes victimes de violences conjugales et autres, et le Women's Leadership and Governance Institute.

Elle a présidé le Wills and Inheritance Project – initiative commune de DFID et du Ministère de la justice et des affaires juridiques et parlementaires. Il s'agit d'un projet de communication multimédia visant à informer le public, les juristes et les ONG sur les lois successorales.

Elle a été membre fondateur et Présidente de l'Association des femmes juges du Zimbabwe.

Ayant adhéré à diverses organisations féminines, elle a assisté à de nombreux ateliers nationaux, régionaux et internationaux, séminaires et conférences sur les femmes et d'autres aspects du développement.

Publications

Seule ou en collaboration avec d'autres, elle a contribué aux travaux de recherche, à la rédaction et à la production des publications suivantes :

- A Guide to the Maintenance of Law in Zimbabwe – brochure pédagogique de la WLSA
- Inheritance – What it Means for Families in Zimbabwe – brochure pédagogique de la WILDAF
- Family law Customs and Practices in Zimbabwe – Guide ZIM/NORAD (1994)
- Women and Land Rights in Resettlement Areas in Zimbabwe – brochure pédagogique de la WLSA (1994)
- MAINTENANCE IN ZIMBABWE – étude de la WLSA (1992)
- The Situation of Children in Especially Difficult Circumstances in Zimbabwe – étude réalisée pour l'UNICEF en 1993-1994
- Continuity and Change: The Family in Zimbabwe – étude de la WLSA (1998)
- Paradigms of Exclusion: Women's Access to Resources in Zimbabwe – étude de la WLSA de 1998
- In the Shadow of The Law: Women and Justice Delivery in Zimbabwe – étude de la WLSA (2000)

- Pregnancy and Childbirth: Joy or Despair – étude de la WLSA sur les femmes et les violences sexistes (2001)

Inédits

- The Legal Situation of Women in Zimbabwe – communication rédigée et présentée pour le compte du Ministère du développement local et des affaires féminines lors de divers forums
- Women and Law in Zimbabwe – communication présentée à l’occasion de l’atelier ZIM/NORAD sur les femmes et le droit, à l’intention des hauts fonctionnaires (1992)
- Women’s Rights are Human Rights: The Case of Zimbabwe – communication présentée à l’occasion de l’atelier sur les droits de l’homme, à Port Elizabeth (Afrique du Sud) en 1993
- Women, Law and Democracy: The Impact of Colonial Transformation on Family Life and the Position of Women and Children in Zimbabwe – document établi pour la publication de l’UNICEF intitulée « Transcending the legacy: Children in the New Southern Africa » (1994)

Centres d’intérêt

Lecture, voyages, aide et soutien aux plus démunis

Burton Percival Curtis Hall (Bahamas)

Né à Nassau le 10 décembre 1947

Burton Percival Curtis Hall a pris ses fonctions de Président de la Cour suprême et chef de la magistrature des Bahamas le 5 septembre 2001.

Formation

Sir Burton a obtenu un diplôme de droit avec mention de l'Université des Indes occidentales en 1974 et un certificat d'enseignement du droit du Conseil d'enseignement du droit des Indes occidentales en 1976.

Expérience professionnelle

Sir Burton a commencé sa carrière dans la fonction publique en 1968 en tant qu'agent de probation et greffier à l'Assemblée législative avant de faire son droit.

Il a rejoint le Bureau du Procureur général en tant que conseiller adjoint après avoir été admis au barreau en 1976. Il a gravi les échelons de ce bureau (il a été juge professionnel et juge itinérant pendant deux ans) et il a occupé le poste d'adjoint du Procureur général lorsqu'il a été nommé juge à la Cour suprême en octobre 1990. En tant qu'adjoint du Procureur général, il a représenté les Bahamas à diverses conférences régionales ayant pour thèmes le trafic de stupéfiants et la délinquance économique.

Il a été confirmé dans ses fonctions de juge à la Cour suprême à compter du 1^{er} février 1991 et il a occupé cette charge (en matière pénale, civile, constitutionnelle et familiale) jusqu'à sa nomination à la Cour d'appel le 1^{er} avril 1997. Il a démissionné de ses fonctions de juge de la Cour d'appel le 4 septembre 2001 pour occuper son poste actuel.

En 1998, M. Hall a été nommé Président de la Commission nationale des délits et crimes, qui a rendu son rapport au Gouvernement le 30 novembre de cette année-là.

En 1999, Sir Burton a été nommé, pour un mandat de trois ans, membre du Tribunal administratif de la Banque interaméricaine de développement, et, en 2002, il a été nommé pour un second mandat de trois ans, qui s'est achevé en 2004.

En dehors de sa charge actuelle, il est directeur de cours en droit constitutionnel et systèmes juridiques à l'École de droit Eugene-Dupuch (Conseil de l'enseignement du droit).

En juin 2002, ayant achevé le programme du Commonwealth Judicial Education Institute à la faculté de droit de l'Université Dalhousie à Halifax, en Nouvelle-Écosse (Canada), Sir Burton est devenu membre de cet institut.

Comme cela est la coutume aux Bahamas, lorsqu'il est devenu premier magistrat, il a été fait chevalier (Knight Bachelor) par Sa Majesté la Reine Elizabeth II (qui est restée le chef d'État constitutionnel des Bahamas après l'indépendance en 1973). En 2003, il a été fait chevalier de l'Ordre de Saint-Sylvestre par S. S. le pape Jean-Paul II.

Situation de famille : Marié, trois enfants adultes, deux petits-enfants.

Frederik Harhoff (Danemark)

Georg Frederik Krogh HARHOFF

Né le 27 mai 1949 à Copenhague

Diplômé du collège Herlufsholm en 1969

1969-1970 : Service militaire dans la marine danoise (au large du Groenland et des îles Féroé)

Marié avec Susanne Christensen en 1986, trois enfants nés en 1978 et 1982 (jumeaux)

Formation

Doctorat en droit de l'Université de Copenhague (thèse sur le droit des peuples autochtones à l'autodétermination en droit international, 563 pages), juin 1993

Maîtrise en droit de la faculté de droit de l'Université de Copenhague, juin 1977

Expérience professionnelle (dans l'ordre chronologique inverse, emploi actuel d'abord)

- Octobre 2002 : Juriste hors classe au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
- Janvier à octobre 2002 : Maître de conférences en droit international à l'Université de Copenhague
- Mars à décembre 2001 : Juge à la Cour supérieure danoise de l'est
- 1998 à 2001 : Professeur associé en droit international à l'Université de Copenhague
- 1996 à 1998 : Juriste hors classe au Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha (Tanzanie).
- Janvier à octobre 1988 : Professeur invité à la faculté de droit de l'Université McGill à Montréal (Canada)
- 1985 : Maître de conférences en droit international à la faculté de droit de l'Université de Copenhague
- Octobre 1980 : Chercheur à la faculté de droit de l'Université de Copenhague
- 1978-1980 : Avocat plaissant adjoint au cabinet SA Vistisen, à Copenhague

Missions spéciales, nominations et autre expérience professionnelle

- 2003 : Membre du Comité de la juridiction au Ministère danois de la justice
- 2001-2003 : Membre de la Commission groenlandaise du droit constitutionnel et international

2000-2002 :	Membre du Conseil de recherche scientifique au Groenland
1999-2000 :	Membre de la délégation danoise à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale à New York pour la rédaction du Règlement de procédure et de preuve et des Éléments des crimes relevant de la Cour
1999 :	Membre du Comité de droit international de la Société danoise de la Croix-Rouge
juillet 1998 :	Membre de la délégation danoise à la Conférence de Rome en vue de la création de la cour pénale internationale permanente
1994-1995 :	Rédacteur en chef du Nordic Journal of International Law et, depuis, membre de son conseil de rédaction
1993-1995 :	Membre du Conseil danois des réfugiés (Flygtningenævnet)
1993-1995 :	Membre du Conseil d'administration du Centre danois des droits de l'homme
1990-1993 :	Chef du Département de droit international et de droit de l'Union européenne à la faculté de droit
1988-1989 :	Membre du Conseil d'administration de l'Université de Copenhague
1985-1987 :	Membre du Conseil d'administration de l'Association danoise pour les Nations Unies

Enseignement

1981-2002 :	Cours magistraux en droit international public à la faculté de droit de l'Université de Copenhague et à l'Institut des droits de l'homme Raoul-Wallenberg à Lund (Suède)
2002-2004 :	Séminaires de formation à l'intention de juges, procureurs et avocats de la défense sur le droit humanitaire international en Croatie et en Bosnie-Herzégovine
1983-2002 :	Cours de maîtrise (à plusieurs reprises) à la faculté de droit de l'Université de Copenhague sur les sujets suivants (chacun pendant un semestre) : – Poursuites internationales pour crimes de guerre – Droit international des conflits armés – Droit international et politique européenne de sécurité – Droit international de la mer – Droit environnemental international

- Droits de l’homme reconnus à l’échelon international
- Droit international des peuples autochtones à l’autodétermination

Publications

Manuel de droit international (2004), coauteur

Traité de droit humanitaire international (1995), en danois

Droit des peuples autochtones à l’autodétermination (1993), thèse en danois

Nombreux articles sur le droit international public et le droit humanitaire international de 1980 à 2004 (en anglais, français et danois)

Connaissances linguistiques et informatiques

Langue maternelle : danois

Maîtrise de l’anglais et du français oral et écrit

Allemand parlé et lu

Maîtrise de Word et WordPerfect

Frank A. Höpfel (Autriche)

Faculté de droit de l'Université de Vienne
Schottenbastei 10-16
1010 Vienne
<frank.hoepfel@univie.ac.at>

Notice biographique

Le professeur Höpfel est né le 16 décembre 1952. Après avoir étudié aux universités d'Innsbruck, de Genève, de Tübingen et de Cambridge, et obtenu le titre de docteur en droit (abs. jur., doctor juris) en 1974 (Université d'Innsbruck), il a commencé une carrière universitaire à l'Université d'Innsbruck. Depuis 1994, il est titulaire d'une chaire de droit pénal et de procédure pénale au Département de droit pénal et de criminologie (Institut für Strafrecht und Kriminologie) de la faculté de droit de l'Université de Vienne.

Le professeur Höpfel s'est spécialisé en droit pénal international dans l'enseignement comme dans la recherche. Il a été professeur invité à la faculté de droit de l'Université St. Mary's de San Antonio (Texas) en 1994, à l'Université de Turku (Finlande) en 1999, et à l'Université de Ljubljana en 2002 et 2005. Depuis 2003, il est professeur invité à l'« Académie Beccaria de droit pénal international et européen », à Vienne.

Le professeur Höpfel possède également une expérience d'avocat acquise en Autriche et en Turquie, ainsi qu'à la Cour européenne des droits de l'homme. Il est membre de plusieurs comités consultatifs auprès du Ministère de la justice et du Parlement autrichien. Après avoir participé aux dialogues sur les droits de l'homme entre l'Union européenne et la Chine, il est devenu en 2001 consultant auprès du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), en collaboration avec le Ministère chinois des affaires étrangères, pour la réforme du droit pénal chinois.

Le professeur Höpfel a donné environ 80 conférences dans 15 pays (dont l'Allemagne, la Suisse, la Pologne, l'Espagne, les États-Unis, le Japon et la Chine), sur le droit pénal et la procédure pénale, ainsi que le droit comparé et le droit international. Seul ou en collaboration avec d'autres auteurs, il a écrit ou rédigé 10 ouvrages, parmi lesquels un commentaire du droit pénal autrichien qui fait autorité, et une cinquantaine d'articles et de chapitres de revues et d'ouvrages de droit publiés en allemand, anglais, français, espagnol, arabe, italien et japonais.

Tsvetana Kamenova (Bulgarie)

Date et lieu de naissance : 8 mars 1950, à Sofia.

Formation

1963-1968	École de langue anglaise à Sofia.
1968-1973	Faculté de droit de l'Université de Sofia (J.D.).
1976-1989	Faculté de droit de l'Université de Moscou, doctorante, Département du droit international.
1981	Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas).
1991	Académie de droit européen de Florence (Italie).
1992	Institut René-Cassin, Strasbourg (France).

Activités universitaires et enseignement

1979	Stagiaire de recherche, Département de droit international, Académie des sciences de Bulgarie, et chargée de cours à la faculté de droit de l'Université de Sofia.
1992-1999	Doyenne de la faculté de droit, Université de Plovdiv.
Depuis 1995	Directrice de l'Institut d'études juridiques de l'Académie des sciences de Bulgarie; chef du Département de droit international.
Depuis 1996	Professeur de droit international privé et de droit européen, Université de Plovdiv.
Depuis 1997	Professeur de droit international, Nouvelle Université Bulgare.
2000-2001	Professeur invité Fulbright, faculté de droit de l'Université Columbia, New York (États-Unis).

Conférences Université de San Diego (États-Unis), 1992, Université de l'Oregon (États-Unis), 2001, Almaty, 2001, Académie autrichienne, 2003.

Chargée de recherche Institut Max-Planck, Munich et Hambourg (Allemagne),
Institute of Advanced Legal Studies (Londres).

Conseils de rédaction de revues juridiques :

Revue du droit est-européen (Leiden), *Mediterranean Social Sciences Review* (La Valette), *Annuaire* de l'Université de Plovdiv.

Membre des associations suivantes :

Depuis 1981	Association de droit international.
1994-1998	Conseil d'administration de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), Rome.

Depuis 1998	Membre honoraire du Conseil d'administration d'UNIDROIT, Rome.
Depuis 1994	Membre de la délégation bulgare à diverses conférences diplomatiques.
Depuis 2003	Cour permanente d'arbitrage, La Haye (Pays-Bas).

Expérience professionnelle dans le domaine du droit humanitaire international et des droits de l'homme

Depuis 1992	Enseignement d'un cours sur les droits de l'homme, Université de Plovdiv.
1997-2003	Consultante pour des projets financés par l'Union européenne concernant la protection des données, les lois contre la discrimination, le droit des réfugiés et les problèmes de migration.
2002-2003	Consultante pour la présence sur le terrain d'organismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies au Tadjikistan (Bureau des Nations Unies pour l'aide à la consolidation de la paix).
2004-2005	Chef d'équipe adjoint, projet financé par l'Union européenne pour la formation de membres du personnel judiciaire en Serbie.

Muhammad Muzammal Khan (Pakistan)

Nationalité : Pakistanaise

État civil : Marié

Né le : 1^{er} mars 1946

Formation : Bachelor of Arts (B.A.) obtenu en 1968 au Murray College de Sialkot, l'un des plus anciens établissements d'enseignement fondés dans la région par des missionnaires américains.

Bachelor of Laws (LL.B.) obtenu en 1970 à l'Université du Punjab, l'une des plus anciennes universités du Pakistan et de l'Asie du Sud.

Expérience

professionnelle : 2003 : nommé juge à la Cour supérieure de Lahore

Trente-trois années consacrées à la pratique du droit, dont 10 à la procédure pénale en pratique privée et en qualité de procureur; ai siégé en qualité de juge unique et présidé des formations collégiales chargées de juger des affaires de meurtre ou saisies par le Bureau national de la responsabilité publique. Peu après ma nomination, ai été appelé à statuer sur des affaires de détention arbitraire et de torture corporelle, y compris l'information pénale n° 76/2003, affaire dans laquelle six fonctionnaires de police ont été condamnés et qui a abouti à une réduction considérable des cas de sévices policiers. Suis intervenu en tant que conseil ou en tant que juge dans des centaines de jugements ayant fait jurisprudence.

1985 : Admis au barreau de la Cour suprême du Pakistan, juridiction faïtière du pays.

1974 : Admis au barreau de la Cour supérieure.

Procureur public : Dans chaque district judiciaire du pays, les poursuites pénales engagées par l'État sont confiées à un procureur public, lequel est assisté de plusieurs substituts. J'ai eu l'honneur et l'avantage d'être nommé substitut du procureur public du district du Sialkot, ce qui m'a permis d'acquérir une très grande expérience du droit pénal qui m'a ensuite beaucoup servi dans ma vie professionnelle.

1971 : Admis à l'ordre des avocats.

Profil :

Issu d'une famille d'avocats et de juges. Après avoir achevé ma formation juridique de base, ai entrepris en 1970 une carrière d'avocat près les cours de districts en plaçant au pénal et au civil comme auxiliaire de mon père, juriste éminent. Ai rapidement acquis au niveau du district une réputation d'avocat défenseur des droits de l'homme qui a motivé mon élection aux fonctions de secrétaire général du barreau du district, poste auquel j'ai œuvré sans relâche en faveur de l'État de droit et des droits de l'homme. Ai été nommé procureur public, puis les membres des barreaux de différents districts et sous-divisions m'ont élu à deux reprises au

Conseil de l'ordre des avocats du Punjab, organe statutaire chargé d'émettre et de révoquer les autorisations de pratique du droit. Chaque membre du Conseil du barreau du Punjab représente un très large secteur de la profession (quatre ou cinq districts) et, à ce titre, contribue activement à l'animation de la vie juridique dans toute la province. Le Conseil suit de près l'évolution et les répercussions juridiques des législations fédérale et provinciale afin de veiller aux intérêts de la profession et du grand public.

Élu bâtonnier du Conseil de l'ordre des avocats du Punjab en 1995-96, j'ai dirigé à ce titre de nombreux procès dans des affaires d'infractions à la déontologie du droit ou à la législation pénale commises par des juristes, dont les résultats ont été rapportés dans différentes revues de droit. Toujours à ce titre, ai entrepris un certain nombre de réformes dans l'intérêt de la communauté juridique, sous forme de prestations financières et pécuniaires, par exemple un régime d'assurance pour les nouveaux venus à la profession, surtout les jeunes femmes juristes.

Plusieurs réformes de caractère révolutionnaire ont permis d'actualiser la revue officielle du Conseil de l'ordre, le *Pakistan Law Journal*, qui est désormais l'une des plus complètes et des plus prestigieuses publications professionnelles du pays et fait autorité auprès des avocats et des magistrats, ce qui lui confère une authenticité rarement égalée dans la presse juridique mondiale.

En 2001, en témoignage de leur reconnaissance et de leur confiance, les membres du barreau de la Cour supérieure de Lahore m'ont élu président à une majorité sans précédent dans les annales de l'Association. Le barreau de la Cour supérieure de Lahore, l'un des plus anciens et des plus respectés d'Asie, est célèbre pour ses vénérables traditions. Les relations de travail très cordiales qui se sont établies entre le barreau et les Chambres pendant mon mandat serviront de modèle pour les futures instances électives du barreau. Des efforts particuliers ont été déployés pour inculquer la déontologie juridique aux jeunes avocats; chaque fois que des relations tendues se manifestaient dans la communauté ou entre le barreau et les Chambres, ces questions ont pu être réglées à l'amiable, mais sans jamais compromettre aucun principe d'ordre éthique ou juridique.

Ai réalisé à divers titres et à de nombreuses reprises des visites dans différents pays, notamment les suivantes :

- États-Uni :
1. Ai dirigé un voyage d'études d'une délégation du Conseil de l'Ordre des avocats du Punjab. Outre une visite des tribunaux à New York, les participants ont assisté à une séance de l'Assemblée générale des Nations Unies et ont eu l'occasion de s'entretenir avec d'éminents juristes de Columbia University.

2. Visite à l'Université Harvard.

Royaume-Uni : Ai participé à deux reprises à des débats juridiques dans le cadre des dîners de Lincoln's Inn sur Chancery Lane à Londres. Ai également dirigé des voyages d'études pendant mon mandat de président du barreau de la Cour supérieure de Lahore, ai assisté à de nombreuses audiences et donné des conférences sur la situation en matière de droits de l'homme au Pakistan dans le contexte des autres pays en développement.

Ouzbékistan, Tachkent, Samarcande et Bokhara (ex-URSS) : En tant que membre élu de Conseil de l'Ordre des avocats du Punjab, ai visité différentes facultés de droit comme membre d'un groupe d'experts constitué pour réaliser une étude comparative du droit criminel ayant pour but de réduire les incidents entraînant mort d'homme.

Pays-Bas : Visites à Amsterdam et à La Haye.

Langues : Langues maternelles : Punjabi/ourdu. Maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

Expert dans la conduite de procédures pénales pour l'accusation et pour la défense, y compris dans des affaires de meurtres de détenus, de détention arbitraire, de violations graves des droits de l'homme et de sévices commis par des membres de la police ou de services secrets;

Interrogatoire et contre-interrogatoire de témoins à charge et à décharge;

Interprétation et application des principes de médecine légale;

Interprétation des principes de balistique;

Interprétation et application des principes généraux d'administration de la justice pénale;

Expert dans la conduite d'affaires faisant intervenir des raisonnements juridiques complexes, l'interprétation des textes et l'applicabilité des lois;

Élucidation de la nature exacte de litiges complexes et application des lois pertinentes;

Interprétation de dispositions légales complexes et ambiguës dans la perspective authentique de toute hypothèse juridique sans perdre de vue l'intention du législateur;

Interprétation de la loi dans le contexte de principes constitutionnels fondamentaux;

Conduite d'affaires pénales et autres soulevant des questions complexes liées à l'interprétation des textes locaux et internationaux en première instance, en appel et en cassation.

Intérêts personnels : Lecture, voyages, études de cultures et sociétés différentes, sports (cricket, hockey sur gazon) et musique.

Uldis Kinis (Lettonie)**Adresse personnelle**

Nomales 2
Kuldiga, 3300 (Lettonie)
Adresse électronique : <Uldis-6@hotmail.com>

Adresse professionnelle

Tribunal de district de Kuldiga
Kalna 25
Kuldiga 3300 (Lettonie)

Mission de l'Union européenne sur l'état de droit
(EUJUST-THEMIS)
38 Nino Chkeidze st. 0102
Tbilisi, Géorgie
Adresse électronique : <Uldis.kinis @eujust-themis.org>

Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 11 juin 1953, Saldus (Lettonie)
Nationalité : Lettone
État civil : Marié, deux enfants
Sexe : Masculin

Formation

- | | | |
|----|-----------------------|---|
| 1. | 1976-1981 | Diplôme de la faculté de droit de l'Université de Lettonie, Riga. |
| 2. | 1995-1997 | Diplôme d'études supérieures en sciences criminelles de la faculté de droit de l'Université de Lettonie; thèse consacrée à la responsabilité pénale dans le cas de l'abattage illégal d'arbres. |
| 3. | 2000-2004 | Doctorat en sciences criminelles à la faculté de droit de l'Université de Lettonie; thèse consacrée aux infractions à la sécurité des systèmes informatiques |
| 4. | Autres sujets d'étude | Méthodes interactives de pédagogie, Intégration du droit européen, anglais juridique, introduction au droit de la Communauté européenne, problèmes théoriques et pratiques posés par l'interprétation du droit, droit et sociologie, méthodes juridiques, technologies de l'information (cour supérieur de formation) |

Formation théorique et pratique

- | | | |
|----|----------------|---|
| 1. | 1994 (Norvège) | Formation relative à l'efficacité de la justice, parrainée par le Ministère norvégien des affaires étrangères et le Rotary international. |
|----|----------------|---|

2. 1995 (Lettonie) Formation à la fonction d'instructeur juridique, parrainée par l'Institut international de droit du développement.
3. 1996 (États-Unis d'Amérique) Étude des tribunaux des États-Unis, des technologies qu'ils utilisent et de la formation suivie par les magistrats américains, dans le cadre d'un programme de formation parrainé par l'Initiative pour le droit en Europe centrale et en Europe orientale et le Département d'État des États-Unis.
4. 1998 (Lettonie) Participation à une formation à l'usage d'instructeurs concernant l'efficacité du système judiciaire, dispensée par l'Initiative pour le droit en Europe centrale et en Europe orientale.
5. 2001 (Lettonie) Participation à un séminaire exécutif relatif à la justice militaire dans les tribunaux civils, parrainé par l'Institut de défense des États-Unis.
6. 2002 (Lettonie) Participation à un cours intensif d'anglais juridique et d'anglais général (préparatoire à une formation juridique), parrainé par le Ministère suédois de la justice.
7. 2002 (Lettonie) Participation à un projet de formation à l'usage d'instructeurs consacré au droit de la Communauté européenne et au droit international, parrainé par le Ministère suédois de la justice.
8. 2002 (Finlande) Participation à un programme de formation relatif à la gestion civile des crises.
9. 2003 (États-Unis d'Amérique) Participation à une formation relative au renforcement de l'administration des tribunaux et de la justice, parrainée par le Département d'État des États-Unis.

Fonctions exercées

1. De 1977 à 1981 Conseiller juridique
2. Depuis 1981 Juge
3. Actuellement Président du tribunal de district de Kuldiga
4. Depuis août 2004 Expert juridique principal auprès de la Mission de l'Union européenne en Géorgie relative à l'état de droit (EUJUST-THEMIS)

Connaissances linguistiques

1. Letton Langue maternelle
2. Anglais Courant
3. Russe Courant

Autres renseignements professionnels

1. 1996 et 1998 Présentation d'une candidature à un poste de juge de la Cour européenne des droits de l'homme.
2. 1997-2001 Expert auprès du Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la criminalité dans le cyberspace, qui a élaboré le projet de Convention sur la cybercriminalité, adopté le 23 novembre 2001 à Budapest.
3. 1998-2000 Président du Groupe de travail du Conseil des ministres chargé d'établir un projet de réglementation concernant la sécurité des systèmes informatiques (la réglementation sur la question a été adoptée le 21 mars 2000).
4. 2000 Membre de la délégation lettone auprès du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et, à ce titre, participation à un atelier sur les infractions pénales commises sur l'Internet.
5. 2000 Membre d'un groupe de travail sur le statut juridique des documents électroniques.
6. 2000 Expert juridique auprès d'un groupe de travail chargé d'étudier la notion de commerce électronique.
7. 2001-2002 Président d'un groupe de travail chargé d'étudier la protection des enfants sur Internet.
8. 2002 Membre du Comité d'experts sur l'efficacité de la justice en Lettonie, chargé d'établir des projets de recommandation : 1) sur l'application des lois; 2) sur l'interconnexion des systèmes informatiques du secteur de la justice; 3) sur l'archivage des documents électroniques de nature juridique.
9. 2002 Membre d'un groupe de travail chargé de modifier le code pénal et le code administratif lettons pour y introduire des dispositions relatives au détournement des technologies de l'information.
10. 2002 Membre d'un groupe d'experts chargé d'établir des projets de réglementation relatifs à la sécurité des systèmes informatiques des organismes publics lettons.
11. 2002 Membre du Groupe d'experts chargé par le Ministère letton de la justice d'étudier le classement des informations selon leur degré de confidentialité dans les tribunaux lettons.
12. Membre du groupe d'experts chargé de modifier la loi lettone sur les médias.
13. Expert national du PNUD – projet LAT/01/004 – Appui au système judiciaire letton.

Publications

Plus de 30, liées aux problèmes propres au système judiciaire et à la sécurité des systèmes informatiques, en particulier à l'application des lois pénales et lois de procédure pénale applicables à la délinquance informatique. Pour la liste de ces publications, voir l'annexe 1.

Conférences

1. 1994 Conférence internationale de Londres organisée sur le thème « Les enfants qui tuent »: exposé sur la protection des droits des enfants en Lettonie.
2. 1998 Conférence internationale sur le thème « Censure et liberté d'information », accueillie par la Bibliothèque nationale de Lettonie : conférence relative à la censure sur Internet.
3. 1998 Conférence organisée par la Société des technologies de l'information : exposé sur les problèmes que pose la sécurité informatique dans les écoles lettones.
4. 1999 Conférence sur les technologies de l'information et des communications dans les pays baltes : exposé sur l'évolution de la législation lettone relative aux technologies de l'information et des communications (http://www.dtmedia.lv/bitt/conference/papers/Uldis_Kinis.html).
5. 2001 Troisième Conférence internationale « Infobalt » : exposé sur le commerce électronique, son état de développement et son évolution future d'un point de vue juridique (http://www.Infobalt.lt/common/pranesimai/D_Kinis.ppt).
6. 2001 Deuxième Réunion des ministres de la justice des pays nordiques et des pays baltes : exposé sur le thème « De la transparence à une société de l'information » (http://meeting.just.ee/topic2_3.php?menyy=t2).
7. 2002 Quatrième conférence annuelle consacrée à la stratégie nationale de développement des technologies de l'information et des communications : exposé intitulé « Mutatis mutandis ».
8. Conférence de l'Association des juges des pays baltes : Rapport sur les tribunaux et la transparence de l'information (analyse comparative des législations à l'échelle européenne) (www.ltb.lv/konference).
9. Conférence sur la cybercriminalité à Tartu (Estonie), parrainée par l'ambassade des États-Unis.

Bourse d'études

Obtention, en 1999, d'une bourse d'études de la Fondation lettone Soros pour la rédaction d'un ouvrage intitulé « Information et droit de la communication ».

Vie associative

1. 1993-2002 Vice-présidence de l'Association des juges lettons.
2. 2002 Candidature à un poste de membre du Conseil d'administration de cette association.

Annexe**Liste des publications les plus importantes**

1. Rapport sur la criminalité informatique en Lettonie, présenté au Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la criminalité dans le cyberspace, Strasbourg, 1997, PC-CY (7) 48.
2. « La censure et l'Internet – Vues d'un avocat », article paru dans la *Revue balte des technologies de l'information et des communications*, n° 11, p. 66 à 75.
3. « Considérations sur l'évolution de la législation relative aux technologies de l'information en Lettonie », document publié à l'occasion de la troisième Conférence internationale sur les technologies de l'information et des télécommunications dans les États baltes, tenue à Riga le 28 avril 1999 (<<http://www2.acadlib.lv/grey/likumdosana.htm>>).
4. « La cybercriminalité et la loi sur la procédure pénale », article paru dans la gazette officielle nationale, *Latvijas Vestnesis*, 2000.
5. « Droit pénal letton et cybercriminalité », étude réalisée en coopération avec l'École nationale de police, 1999.
6. « Contribution du droit pénal letton aux travaux du Comité d'experts sur la criminalité dans le cyberspace », Strasbourg, 1999, PC-CY (99) 25.
7. *Criminalité liée à l'Internet et cybercriminalité*, Riga, TNA, 2000 (broché, 117 pages).
8. « De la transparence à une société de l'information », exposé présenté à la deuxième Réunion des ministres de la justice des pays nordiques et des pays baltes, 2 novembre 2001, Tallinn (<http://meeting.just.ee/topic2_3php?menyy=t2>).
9. « Droit pénal letton et criminalité informatique », article publié dans la gazette officielle nationale, *Latvijas Vestnesis*, n° 123/124/131/132, 1999.
10. « Comment lutter contre la piraterie informatique », Magazine *E-Pasaule*, janvier 2001, p. 13 à 15.
11. « Information et droit de la communication », *Turiba*, Riga, 2002 (ouvrage de 900 pages publié en deux volumes).
12. « Illegal off line remains to be illegal on-line as well » (<<http://www.politika.lv/board.php?id=100166&lang=lv&t=item&i=117591>>).

Raimo Otto Kalervo Lahti (Finlande)

Professeur de droit pénal à l'Université d'Helsinki

Né le 12 janvier 1946 à Jyväskylä (Finlande)

Marié à Varpu Kekomäki, juge auprès de la Cour d'appel d'Helsinki; deux enfants adultes

Formation

- Licence en droit (1966), maîtrise en droit (1967), doctorat en droit (1974) et licence en sciences sociales (1971) à l'Université d'Helsinki
- Stage de formation dans un tribunal (en qualité d'employé dans un tribunal de circuit et d'adjoint à un juge de circuit), 1970-1971
- Connaissances linguistiques : finnois (langue maternelle), suédois, anglais et allemand; français (rudiments)

Postes à temps complet

- Adjoint de recherche et chargé de cours en droit pénal, Université d'Helsinki, 1967-1970; chercheur en sciences criminelles, Académie de Finlande, 1970-1973
- Conseiller législatif par intérim, Ministère de la justice, 1970
- Professeur par intérim et professeur de droit pénal, Université de Turku, 1974-1979
- Professeur de droit pénal, Université d'Helsinki, de 1979 à ce jour
- Universitaire invité (chargé de recherche), Université de Wisconsin-Madison (États-Unis d'Amérique), 1983

Autres activités professionnelles officielles

- Membre de la Haute Cour de justice (« valtakunnanoikeus »), 1994-2000
- Membre de l'équipe de travail chargée de la réforme du Code pénal finlandais, Ministère de la justice, 1980-1999
- Participation à de nombreux autres travaux de rédaction de textes législatifs pour des comités parlementaires, le Ministère de la justice et le Ministère des affaires sociales et de la santé depuis 1967
- Membre des délégations finlandaises auprès des septième, huitième et neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, 1985, 1990 et 1995; représentant de la Finlande au sein du Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies sur l'extradition, 1996
- Membre du groupe consultatif constitué par le Ministère finlandais des affaires étrangères dans la perspective de la création de la Cour pénale internationale, 1995-1998, et membre du groupe consultatif constitué par le Ministère dans la perspective de la ratification du statut de la Cour par la Finlande, 1998-2000

- Autres fonctions exercées auprès d’entités scientifiques et publiques : membre du Conseil de recherche scandinave en criminologie (1983-2000); chef du département de droit pénal et de procédure judiciaire (Université d’Helsinki, 1989-1998); membre du Conseil de recherche sur la culture et la société (Académie de Finlande, 1995-1997); membre du Conseil consultatif national sur l’éthique du système de santé, 1998-2002.

Fonctions exercées dans des organisations non gouvernementales internationales et nationales

- Membre du conseil d’administration de l’Association internationale de droit pénal depuis 1978 et vice-président de cette association depuis 1994; président de la section finlandaise de l’Association internationale de droit pénal depuis 1987; organisateur en chef du colloque préparatoire de l’Association consacré à la régionalisation du droit pénal international et à la protection des droits de l’homme dans le cadre de la coopération internationale en matière de procédure pénale, 1992;
- Président de la section finlandaise de la Commission internationale des juristes, 1985-1989; membre du Comité de l’Association du droit international chargé de l’extradition et des droits de l’homme, 1992-1997; membre du conseil d’administration de la Société internationale pour la réforme du droit pénal, de 1995 à ce jour; président ou membre du conseil d’administration de nombreuses organisations scientifiques finlandaises.

Publications

- Près de 300 publications concernant les sciences criminelles, le droit pénal militaire, le droit pénal international et le droit médical; 70 environ ont été publiées dans des langues étrangères (allemand, anglais et français);
- Rédacteur en chef de la principale revue juridique finlandaise, *Lakimies*, 1991-1999.

N. B. : Pour un complément d’information, voir le site Web du candidat : <http://www/helsinki.fi/oik/tdk/lahti.htm>

Flavia Lattanzi (Italie)

Date de naissance : 4 octobre 1940.

Activités scientifiques, universitaires et judiciaires

- 2005 Professeur titulaire de droit international à l'Università Roma Tre (Rome), détaché auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda en tant que juge *ad litem* dans une affaire dont est saisi le TPIR, à Arusha (depuis octobre 2003).
- Membre de la Commission internationale d'établissement des faits créée en application du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève.
- Membre de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo-Genève) et de son Conseil d'administration.
- Membre de la Società italiana di diritto internazionale.
- Membre de la Société française de droit international.
- Membre de la International Legal Association.
- Depuis 1990 Professeur titulaire de droit international à l'Université de Sassari, à l'Université de Teramo et à l'Università Roma Tre, détaché auprès du TPIR, à Arusha (Tanzanie).
- 1999-2002 Membre, puis Présidente de la Commission créée par le Ministère italien de la justice en vue de l'application des règles internationales relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale.
- 1998-2001 Membre et conseillère juridique de la délégation italienne aux sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (à New York); Directrice du cours de maîtrise internationale de coopération contre la criminalité internationale et transnationale, Université de Teramo, avec le soutien du Ministère italien de la recherche scientifique et en collaboration avec les Universités de Cologne (Allemagne), de Barcelone (Espagne), de Séville (Espagne), de Bucarest (Roumanie), de Prague, de Zagreb et de Sarajevo.
- 1998 Membre et conseillère juridique de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale.
- 1997-2001 Directrice de l'École de spécialisation en droit européen à l'Université de Teramo.
- 1996-2000 Membre du Conseil d'administration du Centre européen de droit public (Athènes).
- 1995-2001 Directrice du Département des sciences juridiques publiques de l'Université de Teramo
- 1996-1999 Directrice scientifique et chargée de conférence à l'Arusha School of International Criminal Law and Human Rights (1996-1998) et à

la Gaborone School on International Criminal Jurisdictions, de l'Université du Botswana (1999), l'une et l'autre appuyées par l'Office humanitaire de la Communauté européenne.

- 1985-1990 Professeur associé de droit international à l'Université de Pise et à la Libera Università degli Studi Sociali (LUISS-Guido Carli) (Rome).
- 1966-1985 Professeur assistant de droit international, Universités de Chieti et Rome.
- Depuis 1996 Rapporteur à l'occasion de nombreuses conférences, congrès et séminaires nationaux et internationaux, portant spécialement sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit international pénal.
- 1970-2003 Coordonnatrice de nombreux projets de recherche sur le droit international notamment sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit pénal international.

Auteur d'ouvrages et d'articles sur le droit international, notamment les organisations internationales, le droit international humanitaire, des instruments relatifs aux droits de l'homme et le droit pénal international.

Principales publications

« Valore assoluto o relativo dei principi di ordine pubblico » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1974.

« Riconoscimento di sentenze straniere di divorzio e limite dell'ordine pubblico » dans *Giurisprudenza italiana*, 1975.

« Parlamento e accordi internazionali », dans *Il Parlamento: analisi e prospettive di riforma*. Quaderno No 2 di *Democrazia e diritto*, 1978.

« Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale », dans *Enciclopedia del diritto*, XXXI, Milan, 1981.

« L'émergence de l'homme et des peuples dans le droit international contemporain », dans *Droits de l'homme et des peuples*, Saint-Marin, 1983.

Garanzie dei diritti dell'uomo nel diritto internazionale generale, Giuffré, Milan, 1983.

« Autodeterminazione dei popoli », dans *Digesto*, IV edizione, UTET, Turin, 1987.

« Convenzione di Washington sulle controversie relative a investimenti e invalidità delle sentenze arbitrali », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1987.

« Struttura dei rapporti internazionali e limiti dei procedimenti di garanzia istituiti con la Convenzione europea dei diritti dell'uomo », dans *Le garanzie giurisdizionali dei diritti dell'uomo*, sous la direction de Lorenza Carriassare, Cedam, Padoue, 1988.

« Sanzioni internazionali », dans *Enciclopedia del diritto*, vol. XLI, p. 536 et suiv., Milan, 1988.

L'impugnativa per nullità nell'arbitrato commerciale internazionale, Giuffré, Milan, 1989.

« Arbitrato commerciale internazionale e impugnativa per nullità », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1991.

« La scelta della legge applicabile nell'arbitrato commerciale internazionale », ibid.

« Eccesso di potere e ultrapetizione nel giudizio arbitrale », ibid.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti: nazionalizzazione di beni stranieri e standard dell'indennizzo », ibid.

« Inesistenza e nullità delle sentenze arbitrali in una pronuncia della Corte internazionale di giustizia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1992.

« Alcune riflessioni sull'istituzione di un Tribunale penale ad hoc per la ex-Iugoslavia », dans *Diritti dell'uomo, Cronache e Battaglie*, 1993, fasc. 1.

« La gestione della cooperazione transfrontaliera da parte delle autonomie locali nel quadro dell'ordinamento italiano », dans *Atti del Convegno* sur « La cooperazione transfrontaliera nel Mediterraneo ». Sassari-Alghero 1991, Sassari, 1993.

Intervention à la table ronde, Rome 23 avril 1993, « Ex-Iugoslavia: i crimini contra l'umanità et il Tribunale internazionale delle Nazioni Unite secondo la ris. 808 del Consiglio di sicurezza », dans *Atti*, S. Bellino (Rovigo), 1993.

« I claims di persone fisiche con doppia nazionalità dinanzi al Tribunale Iran-Stati Uniti », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1993.

Intervention au colloque « Soldati di pace per l'ONU: perché un contingente italiano », Rome, 15 avril 1993, dans *Atti Archivio Disarmo*, Rome, 1993.

« Riflessioni sulla competenza di una corte penale internazionale » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1993.

« Note in tema di arbitrabilità della controversia nell'arbitrato commerciale internazionale » dans *Rivista dell'arbitrato*, 1993.

« La comunità internazionale tra conflitti armati et necessità di pace ». *Proluzione inaugurale* del 432° anno accademico (1993-1994) dell'Università di Sassari.

« La secessione nel diritto internazionale: autodeterminazione dei popoli e delimitazione di un territorio nazionale nell'esperienza recente », *Convegno, Stato, etnicità e nazionalismo nella transizione fra due ordini mondiali*, Urbino, 6-7 mai 1994.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Ed. Provv., Rome, 1994.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti e il disconoscimento dei diritti della moglie su alcuni beni coniugali », dans *Rivista dell'arbitrato*, 1994.

« Assistenza umanitaria e consenso del sovrano territoriale », dans *Studi in ricordi* di Antonio Filippo Panzera, vol. I, Bari, 1995.

« La répression des crimes du droit international : des juridictions internes aux juridictions internationales », dans *Le droit face aux crises humanitaires*, Commission européenne, Luxembourg, 1995.

« La competenza delle giurisdizioni di Stati "terzi" a ricercare e processare i responsabili dei crimini nell'ex-Iugoslavia e nel Rwanda », in *Rivista di diritto internazionale*, 1995.

- « Dai Tribunali penali internazionali ad hoc a una Corte permanente », Rome, 15-16 décembre 1995, dans *Arri*, sous la direction de Flavia Lattanzi et Elena Sciso, Editoriale Scientifica, Naples, 1996.
- « La primazia del Tribunale penale internazionale per l'ex-Iugoslavia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1996.
- « Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Giappichelli, Turin, 1997.
- « The International Criminal Court. Comments on the Draft Statute » (sous la direction de Flavia Lattanzi), Naples, 1998.
- « Rapporti fra giurisdizioni penali internazionali e giurisdizioni penali interne », dans *Crimini di guerra e competenza delle giurisdizioni nazionali* (sous la direction de PierLuigi Lamberti Zanardi et Gabriella Venturini), Giuffrè, Milan, 1998.
- « L'esecuzione delle sentenze dei tribunali penali internazionali », dans *Cooperazione fra Stati e giustizia penale internazionale*, Editoriale scientifica, Naples, 1999.
- « La Conferenza di Roma sulla Corte penale internazionale. Problemi di giurisdizione », *ibid.*
- « Compétence de la Cour pénale internationale et consentement des États », dans *Revue générale de droit international public*, 1999.
- « The Rome Statute of the International Criminal Court. Collection of Studies, vol. I » (sous la direction de Flavia Lattanzi et William Schabas), L'Aquila, 1999.
- « Consiglio di sicurezza », dans *Enciclopedia giuridica*, Rome, 2000.
- « The Rome Statute and Domestic Legal Orders, vol. I », (sous la direction de Claus Kress et Flavia Lattanzi), Baden/Baden-L'Aquila, 2000.
- « Il principio di ingerenza umanitaria nei conflitti moderni », Recherche CeMISS, décembre 2000.
- « The International Criminal Court and National Jurisdictions », dans *The Rome Statute of the ICC. A Challenge to Impunity*, Ashgate, Aldershot, 2001.
- « The Notion of Crimes against Humanity in the ICTY and ICTR Practice », dans *International and National Prosecution of Crimes Under International Law: Current Developments*, Berlin Verlag Arno Spitz, 2001.
- « Comunità internazionale e "tutela" dei processi di democratizzazione », dans *Convegno di studi su "Limitazioni di sovranità e processi di democratizzazione"*, Teramo, 27 et 28 juin 2003.
- « Il confine fra Diritti dell'uomo e Diritto internazionale unmanitario », dans *Scritti in onore di Gaetano Arangio-Ruiz*, Naples 2004.
- « La protezione internazionale della democrazia », dans *Suppl. à la revue Diritto Pubblico Comparato ed Europeo*, 2005.
- « La frontière entre Droit international humanitaire et Droits de l'homme », dans *Écrits en l'honneur de Laïty Kama (en cours de publication)*.

Antoine Kesia-Mbe Mindua (Congo)

I. Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1956 à Mushie

Nationalité : Congolaise (République démocratique du Congo)

Situation de famille : Marié à M^{me} Nariman BENCHAA-MINDUA (biologiste)

Adresse actuelle : 18, avenue de Budé
CH-1202 Genève

Téléphone : (41) 22 740 16 80
(41) 79 773 33 00 (portable)

Télécopie : (41) 22 740 16 82

Adresse électronique : mindua@yahoo.com

Adresse permanente : 2380, Place Neptune
Brossard (Québec)
J4Y 1R4 Canada

Téléphone : (1) 450 678-2914

II. Études et diplômes universitaires

1992-1995 : Doctorat en droit international public (Genève). Thèse consacrée aux organisations internationales, aux interventions armées et aux droits de l'homme

1990-1992 : Diplôme d'études supérieures en droit international public (Genève)

1989-1990 : Diplôme d'études approfondies en droit communautaire européen (Nancy, France)

1989-1990 : Diplôme en droit international et en droit comparé des droits de l'homme (Strasbourg, France)

1988-1990 : Diplôme d'études supérieures en politique et droit européens (Nancy, France)

1976-1982 : Graduat et maîtrise en droit privé et en droit pénal (Kinshasa)

III. Expérience professionnelle

De 2001 à ce jour : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique du Congo auprès de la Confédération suisse à Berne

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève et à Vienne

	Gouverneur du Fonds commun pour les produits de base pour la République démocratique du Congo à Amsterdam
De 1999 à ce jour :	Chargé de cours extérieur à l'Université de Genève (Programme plurifacultaire ACTION HUMANITAIRE) pour le droit international public et le droit international humanitaire
1997-2001 :	Fonctionnaire à l'Organisation des Nations Unies, juriste et chef du Groupe des audiences au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (Arusha, Tanzanie)
1995-1996 :	Chercheur à la faculté de droit de l'Université de Genève
1985-1988 :	Représentant adjoint et conseiller juridique du Vice-Premier Ministre et Ministre des droits et des libertés des citoyens (Kinshasa)
1983-1985 :	Juriste auprès de la Garde civile et conseiller juridique adjoint au Bureau du Président de la République (Kinshasa)
1982-1988 :	Professeur de droit civil et de droit commercial à l'École de commerce de l'Université de Gombe (Kinshasa-Gombe)
1981-1983 :	Magistrat militaire, procureur militaire adjoint à la Cour martiale de Kinshasa (Kinshasa-Gombe) et analyste et instructeur pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales auprès de la Garde civile (Kinshasa)

IV. Autres fonctions dans des contextes multilatéraux

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 : Président (au niveau des ambassadeurs) du Groupe des 77 et de la Chine (Genève).

Du 1^{er} octobre 2004 au 31 janvier 2005 : Coordonnateur (au niveau des ambassadeurs) du Groupe des 21 à la Conférence des Nations Unies sur le désarmement (Genève).

V. Compétences professionnelles

A. Compétences universitaires et scientifiques

J'ai enseigné le droit durant des années à l'École de commerce de l'Université de Kinshasa-Gombe et j'ai été chercheur à l'Université de Genève, où j'enseigne actuellement le droit pénal international et le droit international humanitaire en tant que chargé de cours extérieur.

Mes domaines de recherche sont les suivants : droit international public, droit pénal international, droit international humanitaire, droits de l'homme, organisations internationales, emploi de la force armée, coopération en Europe, pays en développement, droit de la concurrence, droit de l'environnement et droits de l'enfant.

B. Compétences judiciaires, juridiques et administratives

En tant que magistrat militaire à la Cour martiale de Kinshasa, j'ai exercé les fonctions de procureur et de juge. J'ai également travaillé comme juriste au Tribunal

pénal international pour le Rwanda, où j'ai notamment été chargé de la conduite des procès, des audiences et des appels. Je connais parfaitement les rouages de la justice internationale.

J'ai été conseiller juridique du Vice-Premier Ministre et Ministre des droits de l'homme à Kinshasa. Cette expérience m'a permis de faire preuve de ma capacité à mener des analyses juridiques approfondies. J'ai également travaillé comme conseiller juridique pour la Garde civile et le Bureau du Président de la République à Kinshasa. De plus, j'ai étudié le droit administratif et occupé plusieurs postes d'administration et d'encadrement.

J'ai une bonne connaissance des questions relatives au personnel dans le système des Nations Unies. En tant qu'administrateur responsable de la Section de l'administration du TPIR, j'ai également été chargé de questions d'administration et d'encadrement.

C. Compétences diplomatiques et connaissance des affaires internationales

Les multiples stages que j'ai effectués dans le système des Nations Unies m'ont permis d'acquérir une parfaite connaissance du mécanisme de la diplomatie multilatérale et du système des Nations Unies lui-même. Je maîtrise bien évidemment toutes les questions concernant les droits de l'homme et je suis habitué aux conférences internationales.

Dans le cadre de mes activités de juriste au TPIR, je me suis souvent rendu dans des pays étrangers pour représenter cette haute juridiction internationale. Mes fonctions ont consisté à fournir des documents judiciaires (mandats d'arrêt, ordonnances de transfèrement et autres ordonnances) à des représentants de gouvernements (ministres des affaires étrangères, ministres de la justice, procureurs généraux, procureurs principaux et préfets de police), à négocier avec des États le transfèrement des personnes accusées ou soupçonnées par le Tribunal et à faire venir les détenus au siège du Tribunal à Arusha. Je connais bien les questions liées aux négociations et aux accords entre le Tribunal et le Gouvernement hôte tanzanien. J'ai naturellement acquis une très grande expérience de la rédaction de lettres concernant ces questions.

En tant qu'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de mon pays auprès de la Confédération suisse à Berne, je pratique quotidiennement la diplomatie bilatérale. En outre, mes fonctions de Chef de mission diplomatique et de Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève et à Vienne, et mon actuel mandat de Président du Groupe des 77 et de la Chine pour un an, me permettent de bien connaître la diplomatie multilatérale, source de rencontres et de coopérations fructueuses. Je crois fermement à la richesse de la diversité culturelle.

D. Aptitude éprouvée à la rédaction

Mes analyses juridiques et politiques, ma correspondance et les rapports que je rédige en français et en anglais témoignent d'un très haut niveau d'expression écrite. Au Tribunal pénal international pour le Rwanda, j'ai participé plusieurs fois à la rédaction de décisions et d'arrêts. En qualité de chef de missions diplomatiques, je démontre chaque jour mes capacités de rédaction dans le contexte de forums internationaux tenus à Berne et à Genève.

VI. Participation à des conférences internationales

14 mars-22 avril 2005 :	Chef de la délégation gouvernementale à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)
18-22 janvier 2005 :	Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes (Kobé, Japon)
29 novembre-3 décembre 2004 :	Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la première Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Sommet de Nairobi pour un monde sans mines)
9-13 juillet 2004 :	Chef de la délégation gouvernementale aux Conférences des Ministres du commerce des pays ACP et du G90 (Grand Baie, Maurice)
13-18 juin 2004 :	Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (São Paulo, Brésil)
15 mars-23 avril 2004 :	Chef de la délégation gouvernementale à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)
10-14 septembre 2003 :	Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Cancún, Mexique)
17 mars-25 avril 2003 :	Chef de la délégation gouvernementale à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)
4-5 novembre 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence ministérielle sur le système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley (Interlaken, Suisse)
23 septembre-1 ^{er} octobre 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à la trente-septième série de réunions des Assemblées des États membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (Genève)
16-20 septembre 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à la quatrième Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Genève)

5-7 août 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à l'Atelier régional sur le Programme de Doha pour le développement, organisé à l'intention des négociateurs commerciaux par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) (Nairobi)
30-31 mai 2002	Chef de la délégation gouvernementale au séminaire organisé conjointement par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), le Secrétariat du Commonwealth et le Secrétariat du Groupe ACP sur les « aspects multilatéraux de l'Accord de Cotonou » (Bruxelles)
28-29 mai 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale au Séminaire sur le programme de travail de Doha et les priorités pour la francophonie (Paris)
13-17 mai 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence internationale sur les politiques de migration dans les pays d'Afrique de l'Est, de la corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs, organisée par le Programme sur les politiques ayant trait aux migrations internationales avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) (Nairobi)
29 avril-2 mai 2002	Chef de la délégation gouvernementale à la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, tenue au Centre de conférence des Nations Unies de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok
18 mars-26 avril 2002 :	Chef de la délégation gouvernementale à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)

VII. Participation à des séminaires, ateliers et colloques

3 mai 2002 :	Participation au séminaire inaugural de l'Institut international du commerce et du développement sur « l'ordre du jour économique international et la cohérence des finances, du commerce, des investissements, des technologies et du développement », tenu à l'Université Chulalongkorn de Bangkok
--------------	--

- 19-22 octobre 1998 : Participation à l'atelier organisé par le Département des ressources humaines sur le classement des emplois (Arusha)
- 21-25 septembre 1998 : Participation à l'atelier organisé par le Département des ressources humaines sur la définition des emplois (Arusha)
- 1^{er}-9 juin 1998 : Participation à la cinquième session plénière des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda, y compris les juges de la Chambre d'appel de La Haye. Au cours de cette session, les participants ont examiné et adopté des modifications portant sur les principaux textes juridiques régissant le fonctionnement du Tribunal et la procédure suivie
- 20-22 octobre 1997 : Participation à un séminaire sur le droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à l'intention des juges et des juristes du Tribunal pénal international pour le Rwanda (Arusha)
- 1^{er}-5 juin 1997 : Participation à la quatrième session plénière des juges des deux Chambres de première instance et de la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Au cours de cette session, les participants ont examiné et adopté des modifications portant sur les principaux textes juridiques régissant le fonctionnement du Tribunal et la procédure suivie
- 1995-1996 : Stage au Centre pour les droits de l'homme, à Genève. Je connais bien tous les mécanismes de l'ONU et d'autres organisations internationales ayant trait aux droits de l'homme
- Octobre 1995 : Participation à un colloque organisé par la faculté de droit de l'Université de Genève sur « les Nations Unies et le droit international humanitaire », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, à Genève
- Août, septembre et octobre 1989 : Stage dans le domaine des droits de l'homme à l'Organisation internationale du Travail, au Centre pour les droits de l'homme et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à Genève
- Août 1989 : Stage dans les domaines du droit international humanitaire et des droits de l'homme au Comité international de la Croix-Rouge, à Genève

VIII. Autres stages de formation

- Septembre 1996 : Stage de perfectionnement en anglais à l'Anglo World Centre (Oxford, Angleterre)
- Février-octobre 1982 : Stage de formation militaire spéciale au Centre d'entraînement commando de Kota-Koli (Congo)
- Octobre 1975-juillet 1976 : Instruction religieuse au Grand séminaire régional Saint-Robert-Bellarmin de Mayidi (Congo) : études philosophiques et religieuses

IX. Prix, certificats et bourses universitaires

A. Prix et certificats universitaires

1. Prix Bellot 1996 à Genève : médaille attribuée à la meilleure thèse de doctorat de l'Université de Genève.
2. Certificat des Amis de Saint-Justin, Genève, 1993.

B. Bourses universitaires

1. Bourse de la Fondation Ernst et Lucie Schmidheiny, Genève, 1995.
2. Bourse de l'Œuvre Saint-Justin de Fribourg (Suisse), 1990-1994.
3. Bourse Hans Wilsdorf (Montres Rolex), Genève, 1992.

X. Travaux de recherche

A. Travaux universitaires

1. La peine de mort dans le droit pénal zaïrois, mémoire de licence, Kinshasa, 1979.
2. L'autorité parentale dans le droit civil et le droit coutumier zaïrois, mémoire de maîtrise, Kinshasa, 1982.
3. Les droits de l'homme dans les relations entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays ACP, thèse de troisième cycle, Nancy, 1990.
4. Les interventions armées en Iraq, en Somalie et au Libéria, thèse de troisième cycle, Genève, 1992.
5. Les organisations internationales, les interventions armées et les droits de l'homme, thèse de doctorat, Genève, 1995.

B. Principales publications

1. « The African Charter of Human and Peoples' Rights in the face of the Pluralist Democracy », *La voix des sans-voix*, Le Trimestriel des droits de l'homme, avril-juin 1991, n° 1, p. 101 à 112, Paris.
2. « De la légalité de la "zone de sécurité française" au Rwanda », *Afrique 2000, Revue africaine de politique internationale*, trimestriel, n° 18, juillet-août-septembre 1994, p. 19 à 26.
3. « L'ONU face aux coups d'État militaires et aux gouvernements non démocratiques », *R.A.D.I.C.*, tome 6, n° 2, 1994, p. 209 à 234, Londres.

4. « Intervention armée de la CEDEAO au Libéria : illégalité ou avancée juridique? », *R.A.D.I.C.*, juin 1995, tome 7, n° 2, p. 257 à 283, Londres.
5. « Subject Matter Index », dans *The United Nations and the International Humanitarian Law*, publié sous la direction de Luigi Condorelli, d'Anne-Marie La Rosa et de Sylvie Scherrer, Pédone éd., Paris, 1995, p. 475 à 506.
6. « Normes péremptoires du droit international et État de droit en Afrique », *R.A.D.I.C.*, tome 10, n° 2, 1998, p. 216 à 243, Londres.
7. Tribunal pénal international pour le Rwanda, *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts 1995-1997*, publié sous la direction d'Éric David, de Pierre Klein et d'Anne-Marie La Rosa, avec la collaboration de Jean-Pelé Fometé et d'Antoine K.-M. Mindua et le concours de Catherine Denis et de Véronique Parque, et sous les auspices du Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, Bruylant, 2000.

XI. Affiliations

1. 1981-1982 : Représentant de l'Union des étudiants de l'Université de Kinshasa, élu parmi 9 000 membres de l'Assemblée (Kinshasa)
2. 1990-1993 : Président de l'Association interreligieuse (réunissant des chrétiens, des musulmans, des juifs et des bouddhistes notamment) de Saint-Justin (Genève)
3. Depuis 1990 : Membre du Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Paris et Genève)
4. Depuis 1994 : Membre de la Société africaine de droit international et comparé (Londres)
5. Depuis 1995 : Membre de la très prestigieuse Société académique de Genève
6. Depuis 1997 : Membre distingué de l'Association des Congolais d'Arusha (Tanzanie)

XII. Langues

Français, anglais, lingala, kikongo, kinunu, kiswahili et latin.

Jawdat Naboty (République arabe syrienne)

Titre : Juge et Conseil – Ministère de la justice, Damas

Date et lieu de naissance : 1940, Damas

1966 : *Bachelor of Law* – Université du Caire

1968 : Diplôme de droit international – Université Ain Shams, Égypte

1967-1975 : Avocat

1975-aujourd'hui : Juge

Postes occupés dans le secteur judiciaire

- Procureur général (*Attorney-General*) – Tartus
- Premier Procureur général – Damas
- Président de la Cour d'appel criminelle – Damas
- Président de la Cour pénale – Damas
- Président du Tribunal du commerce – Damas

Actuellement, Vice-Président de la Cour de cassation et Directeur du Service législatif

Participation à de nombreuses conférences et à des séminaires régionaux, généralement en tant que président

Nommé membre de la Commission nationale du droit international humanitaire par le Conseil des ministres

Réalisation de nombreuses études portant sur la criminalité et les établissements pénitentiaires.

Janet M. Nosworthy (Jamaïque)

Septembre 1972 : Admission au barreau, Honourable Society of Gray's Inn, Red Lion Square, Londres EC1, Angleterre

1972 : Obtention du diplôme d'avocat (Continuing Legal Education)

Juillet 1973 : Admission au barreau de la Jamaïque

Août 1978 : Admission au barreau de l'État d'Antigua (Caraïbes orientales)

Actuellement : Juriste chez Juris Chambers

Adresse :

The Jamaica Conference Centre
14-20 Port Royal Street
Kingston, Jamaïque
Tél. : (876) 922-4262 / (876) 948-7167 (bureau)
(876) 927-6550 (domicile)

Exercice en libéral

À compter de l'admission au barreau en 1972, pratique ininterrompue et engagement dans le domaine du droit pénal au sein de la juridiction d'appel et de la Cour suprême ainsi qu'en tant que magistrat résident, dans les secteurs privé et public.

À compter de février 2005 : Exercice en libéral, au service de la juridiction d'appel et de la Cour suprême (*Circuit Court* et *Gun Court*). Services d'assistance judiciaire avec spécialisation en droit pénal, notamment la législation relative aux droits de l'homme. En général, représentation en tant que conseil de la défense. Dans certains cas, citations directes en première instance sur instruction du Procureur général et examen des exposés de victimes de crimes, de plaignants virtuels ou encore de parties intéressées.

En outre, participation au traitement d'appels en matière criminelle au sein de la juridiction d'appel de la Jamaïque et représentation juridique de personnes reconnues coupables. Participation à plusieurs appels en rapport avec des recours constitutionnels dans des affaires de meurtres punis au nom de la peine de mort d'affaires relevant de la *Gun Court* ainsi que dans le cas d'autres types d'infractions, d'atteintes aux droits de l'homme, et de violations de la législation, y compris la préparation de l'autorisation d'un appel devant le Conseil privé, et contribution à l'élaboration de dossiers devant être instruits par l'avocat général.

Octobre 2001-février 2002 : comparution comme conseillère juridique auprès des membres de la Commission d'enquête sur les violences commises dans l'ouest de Kingston.

Assistance juridique : Intervention régulière comme conseil de la défense offrant une assistance juridique devant la Cour suprême et la juridiction d'appel. Membre du Conseil de l'aide juridictionnelle (*Legal Aid Council*) de 2000 à 2003. À compter de 1999, avant la création du Conseil, membre du Comité de l'ordre des avocats de Jamaïque chargé de la mise en place du Conseil et de l'examen de la législation et des règlements en vue de formuler des recommandations d'amendements.

Exercice du droit de la famille. Intérêt particulier pour la législation applicable aux enfants et aux femmes et pour leurs droits. Membre du Conseil exécutif de la Coalition jamaïcaine pour les droits de l'enfant, qui veille à l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

1974 : Avocate (*Junior Counsel*) dans le cabinet Juris Chambers, auprès de Normal Hill, Conseiller de la Reine. Traitement d'affaires pénales et civiles (voir plus haut) auprès de toutes les juridictions, notamment la juridiction d'appel.

À compter de 1977 : Membre du cabinet de feu Ian Ramsay, Conseiller de la Reine, éminent avocat spécialisé dans le droit pénal et les droits de l'homme. Spécialisation en droit pénal, en droit de la famille et en procédures judiciaires générales jusqu'à l'entrée au service de l'État d'Antigua.

1981 : Retour au sein du cabinet de Ian Ramsay, Conseiller de la Reine, et pratique essentiellement axée sur le droit pénal et le droit de la famille. À compter de 1984, exercice en tant qu'avocate (voir ci-dessus).

Service public

1978 à 1981 : Avocate de la Couronne au sein du Ministère public, à Saint John, Antigua. Responsable de la représentation juridique de la Couronne et de l'État d'Antigua lors des poursuites devant le tribunal des magistrats résidents, la Cour suprême d'Antigua et la juridiction d'appel de l'Organisation des États des Caraïbes orientales. Défense et accusation. Plaidoiries lors des appels au nom de l'État. Réponses et défense contre les requêtes constitutionnelles portées par des citoyens devant la Couronne, l'État, le Gouvernement d'Antigua ou le Ministère public. Conseillère juridique auprès des commissions d'enquête.

Juriste au sein du Bureau du Procureur général (*Attorney-General*) d'Antigua. Représentation juridique auprès de la cour supérieure et de la juridiction d'appel. Conseillère auprès du Gouvernement d'Antigua, notamment en ce qui concerne le protocole et les procédures devant être suivis par les ministères lors de la négociation et de la gestion de contrats. Conseillère juridique auprès du Ministère des finances et des affaires économiques ainsi que du Vice-Premier Ministre pour les affaires ministérielles, la négociation et la signature de contrats avec des entreprises locales et multinationales ainsi que pour la gestion de ces contrats.

1972-1973 : À la demande du barreau, greffière adjointe au tribunal des magistrats résidents de la paroisse de Saint Andrew, puis de Westmoreland. Participation à des poursuites lancées au nom de la Couronne. Greffière à la Circuit Court de la Cour suprême de la paroisse de Westmoreland.

Enseignement du droit

1974 à 1978 : Assistante/Tutrice à l'Université de technologie de Kingston (matières enseignées : les principes généraux du droit anglais, y compris le droit pénal, le droit des sociétés, le droit concernant l'arpentage et le droit foncier jamaïcain, notamment).

Associations juridiques

Ordre des avocats de la Jamaïque – Membre du Conseil du barreau, de 1999 à 2002

Actuellement : membre des comités ci-après relevant de l'Ordre des avocats :

- Droit pénal
- Recueil de la jurisprudence*
- Réforme du droit
- Droit de la famille

Association des avocats jamaïcains – Membre du Conseil exécutif

Médiation – Règlement des différends

1990 : Obtention d'un diplôme en « règlement des différends », décerné par la Capital University (États-Unis) le projet jamaïcain concernant le règlement des différends, donnant le droit d'intervenir en tant que médiateur. Depuis, médiatrice comme membre d'un cabinet d'avocats ou à titre individuel.

Médiation sur désignation du tribunal

Juillet 2002 : Obtention de la qualification permettant d'être désigné pour des affaires soumises pour médiation par le tribunal des magistrats résidents ou la Cour suprême.

Aide aux auteurs de violences familiales ou autres

Juillet 1997 : Direction et coordination d'un programme de réhabilitation et d'entraide destiné aux auteurs de violences familiales ou autres (*Domestic Violence and Abusers Anonymous*), ciblant les personnes ayant tendance à avoir un comportement violent, agressif et socialement hostile, et visant à lutter contre toutes les formes de violences, physiques et autres, dans le but de faire accepter aux auteurs leur responsabilité dans les comportements violents et de faire reculer la violence familiale et les agressions dans la société.

Publications

En tant que membre du Comité des publications. Corédactrice en chef de *JAMBAR*, publication mensuelle destinée aux membres du barreau. Rédaction d'articles sur le droit pénal et la procédure pénale et sur d'autres sujets pour cette publication depuis 1985.

Depuis 1981 : Collaboratrice de Gleaner et Observer, journaux locaux publiant des articles sur le droit pénal, le droit de la famille, les questions concernant les femmes et les enfants et d'autres domaines du droit.

Chioma Egundu Nwosu-Iheme (Nigéria)

Née le 2 février 1959 à Port-Harcourt, État de Rivers

Fille aînée d'Abraham Nwachukwu, fonctionnaire de la Régie des ports nigériens à la retraite, et de Lolo Edna Nwachukwu, enseignante à la retraite, tous deux originaires de Nkwerre

Épouse d'Uzoma Nwosu-Iheme (maîtrise de géologie pétrolière), ancien commissaire de l'éducation de l'État d'Imo, et mère de cinq enfants, dont quatre garçons et une fille

Résidant à Nkwerre (État d'Imo)

Chrétienne (communion anglicane)

Nationalité nigérienne

Formation*Niveau primaire*

1963-1966 : École primaire méthodiste Ogui à Enugu

1967-1970 : Enseignement primaire terminé pendant la guerre civile à l'école Saint-Paul à Nkwerre

Niveau secondaire

1971-1975 : École secondaire pour filles St Catharine (État d'Imo)

1975-1977 : École secondaire Idia à Benin-City (État d'Edo)

Enseignement supérieur

1977-1981 : Université de Lagos

1982 : Faculté de droit

Troisième cycle

1993-1998 : Université d'Enugu

Diplômes

- a) 1975 : West African School Certificate (certificat d'études secondaires)
- b) 1977 : Higher School Certificate (équivalent du baccalauréat)
- c) 1981 : licence en droit, obtenue avec mention Bien en droit des sociétés et en droit bancaire et financier
- d) 1982 : BL (diplômes d'avocat)
- e) 1991 : LL.M (maîtrise en droit pénal comparé obtenue avec mention)
- f) 1998 : doctorat, Université d'Enugu. Thèse soutenue : La loi et les problèmes des marques déposées au Nigéria.

Expérience professionnelle

1. 1982-1983 : Avocat au cabinet S.N Nwalaand à Aba (État d'Abia)
2. 1983-1986 : Conseillère d'État puis principale conseillère d'État au Ministère de la justice de l'État d'Imo
3. Début dans la magistrature en 1986, première magistrate en 1993
4. 1995 : Nommée juge près la Haute Cour de l'État d'Imo

Distinctions

1. Lady of St. Christopher décerné par l'Église anglicane nigériane (diocèse d'Owerri), (1999)
2. Daughter of Honour Award décerné par le Gouvernement de l'État de Nkwerre, (2001)
3. Prix Ezi Ada (fille méritante) décerné par l'Église anglicane nigériane (diocèse d'Orlu)
4. Actuellement greffière de l'église diocésaine d'Owerri
5. Achiever's Award décerné en 2003 par l'Association nationale des anciens étudiants de l'Université de Lagos

Documents présentés en soutenance de mémoires ou de thèse

1. Droit constitutionnel
 - a) Pourquoi la transparence des comptes publics est-elle inconnue au Nigéria?
 - b) La constitutionnalité de la sécession
 - c) De l'absurdité absolue de parler de la primauté du droit sous une administration militaire
 - d) Le contrôle juridictionnel, mythe ou réalité?
 - e) L'idée d'un système à parti unique est-elle une négation de la démocratie?
 - f) Les garanties constitutionnelles contre l'abus de pouvoir par la majorité
2. Droit pénal comparé
 - a) Une évaluation des principes de la sanction pénale
 - b) La détermination de la peine et le système pénitentiaire nigérian (thème de mémoire de maîtrise)
 - c) La corruption et la responsabilité pénale
 - d) L'exception d'irresponsabilité mentale
 - e) Les infractions économiques
 - f) La corruption et le contrôle public au regard de la loi
 - g) L'harmonisation ou l'uniformisation du Code criminel et du Code pénal

3. Droit de la propriété industrielle et intellectuelle
 - a) Protection des marques déposées au Nigéria – principes de base
 - b) Droits conférés par un brevet et violation de brevet
 - c) Violation des marques commerciales et mesures de réparation
 - d) Recours en cas de violation de brevet
4. Droit économique international
 - a) Les principes du droit économique international
 - b) Le Fonds monétaire international et le développement du tiers-monde
 - c) Le droit monétaire international et la coopération internationale
 - d) La notion de la souveraineté économique
 - e) Le transfert de technologie aux pays en développement

Séminaires de doctorat

- a) La loi et les problèmes des marques commerciales au Nigéria
- b) Le plagiat intellectuel
- c) Le plagiat et le plaignant étranger
- d) L'enregistrement des marques commerciales
- e) Le délit de plagiat
- f) Les garanties et les solutions contre le plagiat

Séminaires suivis

- a) Stage sur la gestion publique organisé du 11 juin au 6 juillet 1984 à Owerri (État d'Imo) par le Centre de développement de l'État d'Imo
- b) Séminaire sur les femmes et les enfants organisé en 1989 à Owerri par le Ministère fédéral de la justice
- c) Atelier de formation continue pour les juristes, organisé à Owerri du 15 au 26 juin 1992 par l'Institut judiciaire national
- d) Atelier de formation pour les magistrats, les juges des tribunaux de district et les juges des tribunaux coutumiers, organisé par l'Institut judiciaire national à Enugu (État d'Enugu) du 13 au 17 juin 1994
- e) Conférence sur le droit maritime, organisée par le Conseil des chargeurs du Nigéria à Abuja, du 25 au 28 février 1997
- f) Conférences des juges du Nigéria en 1997, 1999, 2001 et 2003

Exposés (liste partielle)

- 1) « Gestion du personnel : discipline et relations humaines », exposé fait à un atelier pour le personnel auxiliaire sur les décisions rendues dans les États d'Imo, d'Abia, d'Enugu et d'Anambra, organisé par l'Institut judiciaire national et la Cour suprême de Lagos à Umuahia les 10 et 11 juin 1994

- 2) « Différends entre propriétaires et locataires : rôle des huissiers », exposé présenté à la Conférence des magistrats, des juges des tribunaux coutumiers et des juges des tribunaux de district du Nigéria, tenue à Owerri du 11 au 15 novembre 1993
- 3) « Une évaluation des principes de la détermination des peines », exposé fait à un atelier organisé pour les magistrats à Enugu, du 13 au 17 juin 1994

Conférences internationales

- 1) Séminaire portant sur la loi sur les marques commerciales et la pratique en la matière (principes de base), organisé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève (Suisse) en 1993
- 2) Colloque national sur le droit d'auteur organisé pour les juges du 15 au 19 octobre 1996 par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- 3) Conférence mondiale de juristes, tenue à Stuttgart (Allemagne) en octobre 2002

Fonctions occupées au Nigéria

- 1) Membre de l'« Election Petition Tribunal », des Chambres législatives et du Gouvernement local de l'État de Kwara (1998)
- 2) Présidente du Failed Banks Tribunal, zone 1 d'Enugu (1999)
- 3) Membre de l'« Election Petition Tribunal », des Chambres législatives et du Gouvernement local de l'État d'Imo (2000)
- 4) Juge chargée des affaires de corruption près le tribunal de l'État d'Imo, nommée par la Commission indépendante chargée des affaires de corruption (depuis 2001)
- 5) Présidente de l'« Election Petition Tribunal » du Territoire de la capitale fédérale (2003)
- 6) Présidente de l'« Election Petition Tribunal » (deuxième collège), État du Delta (2003)
- 7) Présidente de l'« Election Petition Tribunal » de l'État de Katsina (2004)

Prisca Matimba Nyambe (Zambie)

Nom : Nyambe
Prénoms : Prisca Matimba
Date de naissance : 31 décembre 1951
Nationalité : Zambienne
Situation de famille : Divorcée, ex-épouse Hassan
Nom de jeune fille/Nom actuel : Prisca Matimba Nyambe

Adresse permanente

Adresse professionnelle : Matimba Chambers
 P.O. Box 35134
 Lusaka (Zambie)
Domicile : Plot n° 9662
 10th Street
 Chudleigh
 Lusaka (Zambie)
Téléphone/Télécopie : +260-1-291126

Adresse actuelle

Tribunal pénal international pour le Rwanda
 Arusha International Conference Centre
 P.O. Box 6016
 Arusha (République-Unie de Tanzanie)
 Téléphone : +255-27 2504207-11/2504367-72 ou 1 212 963-2850
 Télécopie : +255-27 2504373/2504000
 +1 212 963-2848/9
 Téléphone portable : 255-748 400 855
 Adresse électronique : <nyambe@un.org>

Distinctions

Août 1999 : Lettres de reconnaissance de deux juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda
 Février 1992 : Nommée « Femme de l'année – 1991-1992 » par l'International Biographical Centre de Cambridge (Royaume-Uni)
 Février 1989 : Certificat de services éminents décerné par l'International Biographical Centre de Cambridge (Royaume-Uni)
 Décembre 1985 : Lettre de reconnaissance de l'International Law Institute de Washington (États-Unis d'Amérique) pour son rôle remarquable dans le Séminaire sur les négociations étrangères
 1993-1994 : Élection à la vice-présidence de l'Association des juristes de Zambie

- 1992 : Élection au statut de membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie
- 1984-1992 : Élection au Conseil de l'Association des juristes de Zambie
- 1984-1992 : Organisatrice du Bureau de l'Association des juristes de Zambie. Elle a organisé en cette qualité :
- La cinquième Conférence biennale du barreau africain (août 1985), à Lusaka (Zambie)
 - La Conférence inaugurale des juristes internationaux africains (avril 1986), à Lusaka (Zambie)
 - Le Séminaire commun du barreau africain et de la Commission internationale de juristes (novembre 1986), à Lusaka, sur le thème de l'indépendance du pouvoir judiciaire

Activités sociales

- Février 1993 : Membre du Comité d'administration de l'Ordre des infirmières de Zambie
- 1978-1980 : Membre de l'Association de planification familiale de Zambie (Province du Centre)
- 1978-1980 : Membre de la Société pénitentiaire de Zambie (Province du Centre)
- 1978-1980 : Membre du Comité de discipline des infirmières (Province du Centre)

Formation et études professionnelles

- Août 1997 : Cours d'informatique portant sur Windows 3.1/3.11 et Word Perfect 6.0
- Août 1982 : Réception comme avocate à la Cour suprême du Zimbabwe
- Février 1978 : Réception comme avocate à la Cour suprême de Zambie
- Juillet 1975 : Licence en droit, avec mention

Associations professionnelles

- i) Association des juristes de Zambie
- ii) Association des juristes du Commonwealth
- iii) Société des juristes de l'Afrique de l'Est

Expérience professionnelle

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

2002 à ce jour

Conseil juridique auprès de l'Administration du TPIR, chargée :

- De donner des avis juridiques, oralement et par écrit, sur des points de droit très divers soulevés par le fonctionnement du Tribunal; de collaborer étroitement avec les autorités officielles et le Bureau des affaires juridiques de l'ONU à New York;
- De rédiger la correspondance diplomatique, les notes verbales, les aide-mémoire, etc.;
- D'administrer les programmes de stages et de recherches juridiques du TPIR;
- De rédiger et de réviser les contrats conclus entre le Tribunal et des tiers;
- De donner à l'Administration des avis juridiques sur des points de droit très divers concernant le droit interne ainsi que les privilèges et immunités du Tribunal et de son personnel énoncés dans la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, la Charte des Nations Unies, le Statut du TPIR et l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement tanzanien concernant le siège du Tribunal;
- De siéger au Comité local des marchés, à la Commission foncière locale, au Comité disciplinaire ad hoc; de présider le Comité de classement des appels et d'autres organes ad hoc créés par l'Administration.

Février 2000 à 2002

Chef de la Section des services juridiques généraux

Conseillère juridique auprès du Tribunal, chargée de rédiger à son intention des avis juridiques sur des points de droit très divers concernant : i) les accords conclus entre le Tribunal et les gouvernements; ii) les relations entre le Tribunal et les tiers; iii) la contestation par le personnel des décisions de l'Administration.

Produit à l'intention des chambres, notes et avis consultatifs au nom du Greffe sur toute question apparaissant dans le contexte d'une affaire particulière et influant ou risquant d'influer sur l'exercice des fonctions de greffier, notamment l'exécution des décisions de justice.

Supervise la planification et la préparation des sessions plénières des juges et suit la mise en œuvre des décisions qui y sont prises et qui relèvent de la responsabilité du Greffe. Représente le Greffe lors de l'examen des mises en accusation par les juges.

Contrôle la transmission des mandats d'arrêt et des ordonnances rendues par les juges à l'encontre de suspects ou d'accusés. Surveille le transfèrement au Tribunal des suspects et des accusés.

Coordonne les programmes de stages et de recherches juridiques du TPIR.

Février 1996-février 2000

Nommée Conseillère juridique en chef du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (République-Unie de Tanzanie), responsable de la gestion d'ensemble des aspects judiciaires de l'activité du Tribunal.

1. A exercé les responsabilités ci-après :
 - Organiser et coordonner le travail des chambres de première instance; fournir l'appui administratif et technique qui leur est nécessaire, rédiger les comptes rendus d'audience et les notes des juges, dresser le procès-verbal des sessions plénières;
 - Gérer l'enregistrement et la diffusion en temps utile de la documentation judiciaire du Tribunal auprès des juges, des juristes des services, des parties et du Groupe de la presse et des relations publiques, pour communication au public;
 - Veiller à ce que les informations non confidentielles dont dispose le Tribunal soient mises à la disposition du public;
 - Assurer la garde des sceaux et des cachets du Tribunal.
2. A géré les archives judiciaires du Tribunal, qui comprennent :
 - a) Les dossiers des affaires;
 - b) La correspondance;
 - c) Le Répertoire général, y compris les fiches récapitulatives des activités judiciaires;
 - d) Les enregistrements audio et vidéo, les disquettes, les microfiches et les photographies, négatifs compris.
3. A fait établir par la Section de la gestion des archives de l'ONU, pour évaluation, en vue éventuellement de proposer des améliorations, une étude de l'archivage et de la gestion des dossiers du Tribunal, axée essentiellement, mais pas exclusivement, sur les dossiers judiciaires; il s'agissait également de déterminer dans quelle mesure il serait possible d'introduire au Tribunal le logiciel de gestion des dossiers TRIM de l'ONU, d'évaluer les conditions de stockage du point de vue de la préservation des pièces, de mesurer les besoins en personnel, en ressources et en activités de formation. A fait appliquer les recommandations de la Section de la gestion des archives, concernant notamment la rédaction des descriptions d'emploi, le recrutement du personnel et l'acquisition des ressources nécessaires.
4. A amélioré et coordonné les activités du Groupe des rédacteurs de procès-verbaux et en particulier a :
 - Mis en place et géré le système de rédaction des procès-verbaux au Tribunal;
 - Évalué les besoins, analysé et approuvé le logiciel de transcription correspondant aux besoins et aux exigences du Tribunal;
 - Défini les politiques et les directives propres à assurer la rédaction des procès-verbaux dans de bonnes conditions;

- Veillé à la parution régulière des procès-verbaux dans les deux langues de travail du Tribunal et à la tenue d'un registre complet et exact de toute l'activité judiciaire, y compris les enregistrements audio.
5. A été chargée de transmettre aux autorités nationales sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle desquelles les suspects ou les accusés résidaient ou avaient eu leur dernière résidence connue, les mandats d'arrêt et les ordonnances et, en coopération avec ces autorités, de faire arrêter et transférer les suspects et accusés au siège du Tribunal, à Arusha.
6. S'est acquittée de certaines tâches intéressant la gestion de la Section, y compris de fonctions de planification, de budgétisation, d'administration des ressources humaines, de recrutement et de gestion des locaux, et à cet effet :
- A élaboré, justifié et exécuté le budget de la Section afin d'atteindre les buts de celle-ci au moindre coût;
 - A étudié et révisé les activités du programme afin de déterminer les meilleurs moyens de les réaliser, en sous-traitant les travaux s'il y avait lieu;
 - A rendu compte des progrès réalisés et des résultats obtenus au titre du programme;
 - A examiné les demandes de matériel et fait des recommandations pour la passation des marchés;
 - A évalué le travail du personnel de la Section;
 - A rédigé les définitions d'emploi des fonctionnaires de la Section, procédé au recrutement du personnel et appliqué les instructions administratives.
7. A été responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions plénières des juges et de la coordination de l'appui logistique, technique et administratif de ces réunions. A veillé à la diffusion et à la mise en œuvre des décisions prises à cette occasion.

Activités en faveur des droits de l'homme et de la démocratie

Mai-juin 1995

J'ai été engagée par la Commission internationale de juristes de Genève en qualité de spécialiste des droits de l'homme et observatrice internationale au procès intenté, pour violations des droits de l'homme commises sous son régime, à l'ex-chef d'État du Malawi, M. Hastings Kamuzu Banda et à trois coaccusés. Ma mission à ce procès consistait notamment :

- À m'informer de la conduite du procès, de la nature des charges pesant contre les accusés et du cadre juridique dans lequel ceux-ci étaient jugés;
- À rassembler des informations d'ordre plus général sur les circonstances politiques et légales ayant conduit au procès;
- À faire part au tribunal, aux autorités compétentes du Malawi, au grand public et à l'opinion publique mondiale de l'intérêt que le procès suscitait et des problèmes qu'il soulevait à l'échelle internationale.

Je devais en particulier vérifier :

- Que le procès était conduit conformément aux procédures légales;
- Que le procès était équitable au sens de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

Je devais veiller à ce que les principes suivants soient respectés :

- Indépendance des autorités judiciaires;
- Droit de l'accusé à avoir un représentant légal;
- Interdiction de la torture;
- Possibilité de consulter un avocat ou un médecin de famille;
- Non-rétroactivité des lois;
- Droit à un procès public rapide;
- Présomption d'innocence;
- Droit d'appel.

Je me suis entretenue avec les autorités compétentes du Malawi pour leur expliquer la nature de mon mandat et leur demander de m'aider à l'accomplir. Pendant ma mission, j'ai été autorisée à me rendre à plusieurs reprises au domicile des accusés mis en liberté provisoire, à savoir M. Banda et M^{me} Cecilia Kazamira ainsi qu'en prison où se trouvaient les deux autres accusés qui avaient été placés en garde à vue.

J'ai assisté aux audiences, d'un siège installé bien en vue dans la salle.

À l'issue de mes visites en prison et d'autres entretiens et discussions que j'ai eus avec les autorités compétentes, les accusés placés en garde à vue ont été autorisés à recevoir la visite d'un médecin et de membres de leur famille. À terme, les quatre accusés ont tous été acquittés.

Février-mai 1994

Nommée par la Commission internationale de juristes spécialiste des droits de l'homme, observatrice internationale des élections présidentielles et parlementaires tenues au Malawi, sous les auspices du secrétariat de l'assistance électorale des Nations Unies, en tant que membre d'un groupe mixte d'observateurs internationaux, j'ai été J'étais coordonnatrice d'une équipe de 11 juristes internationaux. Durant notre mission, cette équipe et moi-même avons notamment :

- Conseillé le Conseil consultatif national et la Commission électorale du Malawi sur les aspects touchant aux droits de l'homme qui devaient être traités dans le cadre de la campagne d'éducation civique. Le Conseil était le gouvernement provisoire qui avait été mis sur pied pour gouverner le Malawi avant les élections, et qui était composé de représentants de tous les partis politiques du pays;
- Coordonné les travaux du secrétariat de l'assistance électorale des Nations Unies, en organisant notamment des ateliers et des séminaires d'éducation civique en collaboration avec certains partis politiques, certaines organisations

non gouvernementales, la police, l'armée, les responsables de l'administration pénitentiaire et diverses églises;

- Entrepris des études et des consultations préliminaires avec toutes les parties intéressées en vue de mettre en place un cadre législatif et juridique de protection des droits de l'homme au Malawi; ce travail a abouti à l'abrogation de l'ancienne Constitution et d'autres lois, en prévision des élections démocratiques multipartites qui devaient se tenir au Malawi.

Mai-juin 1993

J'ai été nommée par la Commission internationale de juristes observatrice internationale et coordonnatrice, à titre de spécialiste des droits de l'homme d'une mission d'observation de cinq membres envoyée au Malawi pour suivre le déroulement d'un référendum national sur la future organisation politique du pays. Était soumise à référendum la question de savoir si le Malawi devait rester un État à parti unique ou adopter un régime multipartite. Les Malawiens ont choisi à une majorité écrasante l'option multipartite.

Activités bancaires

1984-1992 : Conseillère juridique adjointe auprès de la Banque centrale de Zambie

En ma qualité de conseillère juridique, j'ai été chef du Département des affaires juridiques. J'ai été conseillère juridique auprès de la Banque centrale de Zambie et à ce titre, je conseillais le personnel de direction chargé des opérations courantes de la banque pour ce qui concernait les normes et le cadre juridiques en rapport avec ses opérations. La Banque de Zambie, qui est la banque centrale du pays, applique la loi relative à la Banque de Zambie et la loi relative au change de monnaies étrangères et aide le Gouvernement à réglementer et superviser les activités des banques commerciales dans le cadre de la loi sur l'activité bancaire. Dans le même temps, la Banque de Zambie s'occupe activement de finances et d'échanges internationaux, tant directement que par l'intermédiaire des banques commerciales. En ma qualité de conseillère juridique, j'ai aidé cet établissement à s'assurer de la légalité des activités qu'il menait dans les domaines des finances et des échanges internationaux, examiné tous les accords qu'il avait contractés et veillé au respect des lois pertinentes. J'ai en particulier conseillé la Banque sur les questions juridiques touchant les accords commerciaux de crédit et de prêt et autres arrangements relatifs à la mise à disposition de devises, de sorte que les engagements de prêt contractés par la Banque elle-même ou par le Gouvernement de la République de Zambie puissent être tenus.

Exercice privé de la profession d'avocat

1992-1996 Exercice privé de la profession d'avocat

J'ai ouvert mon propre cabinet d'avocate à Lusaka où j'ai exercé sous la raison sociale Matimba Chambers. Durant toute cette période, j'ai mené des activités professionnelles aussi lucratives que gratifiantes, me spécialisant dans les domaines suivants : affaires civiles et pénales, transferts de propriété immobilière, transactions commerciales et éducation civique, en particulier sensibilisation

aux problèmes des droits de l'homme et de démocratisation en Afrique orientale et australe.

Expérience judiciaire

1980-1984 Nommée Senior Magistrate (magistrat de haut rang), à Harare/Gwelo (Zimbabwe), j'ai eu à connaître d'affaires pénales, civiles et d'affaires relatives à des questions matrimoniales.

1978-1980 Nommée Resident Magistrate (magistrat résident) à Kabwe (Zambie).

J'ai été, en cette qualité, chargée du personnel spécialisé (magistrats et juges des tribunaux locaux), notamment de tout le personnel d'appui administratif de la province de Lusaka qui, à l'époque, faisait partie de la province du Centre.

J'ai été amenée à statuer sur des appels interjetés contre les décisions de tribunaux locaux.

J'ai été appelée à connaître d'affaires d'homicide, par la voie d'enquêtes préliminaires.

Je me suis rendue, en qualité de Visiting Justice (juge de l'application des peines), dans toutes les prisons de la province du Centre, y compris la prison de sécurité maximale de Mukobeko, afin de m'assurer que les conditions d'incarcération et le traitement des prisonniers étaient conformes à la loi et pour surveiller, d'une manière générale, les conditions de détention.

Affectations et nominations

1995 J'ai été nommée consultante auprès de l'Agence zambienne de privatisation.

1994 J'ai été nommée membre du Conseil d'administration de la Cavemont Merchant Bank.

1994-1996 Association des juristes de Zambie

J'ai été élue Vice-Présidente de l'Association des juristes de Zambie.

1982-1994 Association des juristes de Zambie

J'ai été élue membre du Conseil de l'Association des juristes de Zambie.

1993 J'ai été membre du Groupe d'étude chargé par le Ministre des finances d'étudier et de réformer le système financier de la Zambie, de l'adapter aux exigences d'une économie libéralisée et de mettre en place le cadre nécessaire à l'application de trois nouvelles lois, à savoir :

- i) La loi relative aux nouvelles institutions financières;
- ii) La loi relatives aux valeurs mobilières;
- iii) La loi relative à la Banque de Zambie.

- 1994 Conseil d'administration de l'Autorité fiscale de Zambie
Nommée membre du Conseil d'administration de l'Autorité fiscale de Zambie par le Ministre des finances, j'ai été chargée de réformer la législation fiscale de la Zambie et de l'adapter aux exigences d'une économie libéralisée.
- 1993 Autorité fiscale de Zambie
J'ai été élue, par le Conseil d'administration, Vice-Présidente de l'Autorité fiscale de Zambie.
- 1992 J'ai été élue au statut de membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie.
- 1992 Commission électorale des collectivités locales de Zambie
J'ai été nommée membre de la Commission électorale de Zambie par le Président de la République de Zambie, et ai reçu pour mandat de réformer la loi électorale zambienne en vue de régler les problèmes que pose la gestion démocratique des affaires publiques.
- 1991 Équipe indépendante de contrôle zambienne
J'ai été membre fondatrice du Conseil de l'Équipe indépendante de contrôle zambienne chargée d'observer et de surveiller le déroulement des élections présidentielles et parlementaires zambiennes en 1991.
- 1989 Commission d'enquête parlementaire
J'ai été nommée par le Premier Ministre de la République de Zambie membre de la Commission d'experts juridiques chargée d'enquêter et de faire rapport sur toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes dans l'administration et les entreprises publiques.

Colloques

Au fil des ans, j'ai organisé ou suivi un peu partout en Afrique, en Europe, et aux États-Unis des conférences, ateliers et séminaires portant sur des questions touchant à la démocratie, aux droits de l'homme ainsi qu'aux finances et au commerce internationaux. J'ai en particulier participé à des débats consacrés aux droits des femmes et des enfants, aux crimes de guerre à motivation sexiste et à l'intégration de normes juridiques internationales dans les structures nationales.

24-26 mai 2002, Arusha (République-Unie de Tanzanie)

Participation à un séminaire sur le dialogue africain « Promouvoir la justice et la réconciliation en Afrique : les défis pour les droits de l'homme et le développement », organisé par le Haut Commissariat aux droits de l'homme.

16-20 juin 1997, Genève

Centre œcuménique de Bossey, canton de Genève – Participation à un groupe de travail sur l'élaboration de procédures et de normes

communes pour les programmes de protection des témoins du TPIY et du TPIR, organisé par Coordination of Women's Advocacy.

6-8 avril 1998, Genève

Bureau international du Travail, Genève – Participation au colloque « Les femmes, la guerre et la justice ».

Avril-mai 1994 (Malawi)

Organisation d'une série de séminaires et d'ateliers à l'intention d'organisations non gouvernementales et de partis politiques traitant du rôle que ces instances ont à jouer dans l'observation et la surveillance des élections multipartites.

Tenue dans tout le Malawi de séminaires et ateliers d'éducation civique consacrés au rôle joué par les agents de la Force publique pendant et après les élections multipartites.

6-8 juillet 1994, Windhoek

Participation à un séminaire sur la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement organisé par le Secrétariat du Commonwealth.

Mai 1993 (dans tout le Malawi)

Organisation à l'intention de hauts dignitaires ecclésiastiques, d'organisations non gouvernementales et du public d'une série d'ateliers et de séminaires portant sur le thème du secret des urnes et du suffrage universel.

Décembre 1993, Bonn (Allemagne)

Participation au séminaire organisé par la Fondation allemande pour la coopération internationale, sur le thème de la promotion des droits de l'homme et de la participation en Afrique.

Novembre 1993 (dans toute la Zambie)

Organisation, sous les auspices de l'Association des juristes de Zambie, et à l'intention de policiers et de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, d'une série de conférences et d'entretiens télévisés portant sur le rôle de la magistrature, de la police, des fonctionnaires, de l'administration pénitentiaire et de la presse dans une démocratie.

Octobre 1993, Nanyuki (Kenya)

Participation à un séminaire portant sur les moyens de promouvoir la participation politique organisé par le National Democratic Institute et par le Kenya Education Centre for Women.

Février 1993, Stockholm

Participation à un séminaire organisé par le Département de la coopération pour le développement international et des droits de l'homme du Ministère suédois des affaires étrangères, consacré à la

coopération pour le développement au service des droits de l'homme et de la démocratie.

Février 1993, Maseru

Participation, à titre de conseillère technique, à un atelier consacré au rôle des femmes dans la préparation, la surveillance et l'observation des élections.

1992

A organisé, à titre de membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie, un séminaire consacré à l'avenir des droits des femmes et des enfants en Zambie.

Avril 1991, Washington

Participation à un séminaire sur le développement et la réglementation des marchés de capitaux tenu à l'International Law Institute de Washington.

1989, Rome

Participation à un séminaire sur la formation des spécialistes du droit du développement tenu à l'Institut international de droit du développement, à Rome.

Septembre 1987, Nairobi

Participation, à titre de représentante de l'Association des juristes de Zambie à la Réunion régionale de la Federation of Women Lawyers, Africa and the Middle East (Fédération des femmes juristes d'Afrique et du Moyen-Orient), tenue à Nairobi du 7 au 10 septembre 1987, sur le thème « La loi et le logement ».

1987, Washington

Participation à un séminaire sur la négociation et la renégociation des prêts internationaux, tenu à l'International Law Institute, à Washington.

Avril 1986, Lusaka

Organisation, en qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, de la conférence de lancement de la conférence afro-internationale de juristes internationaux africains, tenue à Lusaka du 2 au 5 avril 1986.

Novembre 1986, Lusaka

Organisation, en qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, d'un séminaire commun à l'Association du barreau africain et à la Commission internationale des juristes, portant sur l'indépendance de la magistrature et le barreau, qui s'est tenu à Lusaka du 10 au 14 novembre 1986.

Août 1985, Lusaka

Organisation en qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, de la cinquième Conférence biennale du barreau africain tenue à Lusaka du 12 au 19 août 1985.

1985, Washington

Participation à un séminaire sur la négociation des investissements étrangers, tenu à l'International Law Institute de Washington.

Juin 1981, Harare

Participation, à titre de conseillère technique, à une conférence de femmes organisée par le Ministère de la justice de la République du Zimbabwe et portant sur le thème de la promotion de la femme au sein de l'appareil judiciaire.

Références disponibles sur demande.

Michèle Picard (France)

Date et lieu de naissance : 20 avril 1955, Grenoble (France).

Études

Maîtrise en droit – Université de Paris II (1978).

École nationale de la magistrature (1980-1982).

Activités professionnelles

Depuis 2001 : Vice-Présidente au tribunal de la grande instance de Nanterre.

1997-2003 : Présidente de la Chambre des droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine.

Depuis février 1996 : Membre de la Chambre des droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine.

1995-2001 : Juge au tribunal de grande instance de Paris.

1989-1995 : Détachée à la Direction des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères.

1987-1989 : Mise à disposition du Ministère de l'économie et des finances.

1985-1987 : Auditeur à la cour de cassation.

1982-1984 : Juge au tribunal de grande instance de Béthune.

Activités dans le domaine des droits de l'homme

Membre suppléante de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations Unies.

Expert auprès du Conseil de l'Europe pour les exercices de comptabilité du droit national avec la Convention européenne des droits de l'homme concernant l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine.

Pendant mon détachement au Ministère des affaires étrangères :

- Traitement du contentieux français des droits de l'homme devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme et les comités conventionnels des Nations Unies;
- Négociation des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;
- Participation à des comités du Conseil de l'Europe et à des groupes de travail des Nations Unies;
- Participation à de nombreuses conférences dans le cadre des Nations Unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Langues

Langue maternelle : français.

Brynmor Thornton Inniss Pollard (Guyana)

Date de naissance : 10 octobre 1928

Nationalité : Guyanienne

Situation de famille : Marié, père de quatre enfants

Études et titres

- 1940-1947 Queen's College (école secondaire), Guyana
- 1952-1957 University College, London University; Institute of Advanced Legal Studies, London University – licence en droit (LL.B.) avec mention – maîtrise en droit (LL.M.)
- 1966-1967 Boursier chercheur, Center for International Studies, New York University – maîtrise en droit (LL.M.) (droit international, New York University)

Carrière

- Août 2002-août 2004 Président du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains (OEA)
- Août 2000-août 2002 Vice-Président du Comité juridique interaméricain (OEA)
- Janvier 1997-décembre 2004 Membre du Comité juridique interaméricain (OEA)
- Janvier 1999-août 1999 Membre du Groupe de travail sur la réforme constitutionnelle (Saint-Kitts-et-Nevis)
- Novembre 2000-avril 2001 Consultant juridique, Commission électorale du Guyana
- Novembre-décembre 1999 Consultant juridique, Secrétariat du Commonwealth – examen de la Constitution de Zanzibar
- Septembre 1995-août 1998 Directeur de projet – Gouvernement guyanien – initiative d'amélioration de la justice (Université des Antilles occidentales/USAID)
- Janvier 1996 jusqu'à présent Membre de la Commission judiciaire du Guyana
- Mars 1995 jusqu'à présent Consultant juridique
- Mars 1994-mars 1995 Conseiller juridique, Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)
- Octobre-décembre 1993 Professeur invité, faculté de droit, Florida State University, Tallahassee (Floride)
- 1985 Membre de la Commission d'examen de la Constitution de la Grenade
- Novembre 1985-février 1994 Consultant juridique, Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)

Décembre 1989-février 1990 Fonds du Commonwealth pour la coopération technique Consultant juridique – négociations dans le cadre de la constitution prévoyant l'indépendance de la Namibie

Distinctions et prix nationaux

Février 1974 Golden Arrow of Achievement

Février 1979 Cacique of Crown of Honour

Rôle au sein de la Commission judiciaire

Les principales responsabilités des membres de cette commission sont la nomination des membres de l'appareil judiciaire et l'application de mesures disciplinaires, le cas échéant.

Árpád Prandler (Hongrie)

Titres universitaires

- Licencié en droit (doctor juris) de la faculté de droit de l'Université Eötvös Loránd de Budapest (1952).
- Licencié en histoire de la faculté d'histoire de l'Université Eötvös Loránd de Budapest (1957).
- Docteur en sciences juridiques (droit international, Ph. D.) de l'Académie hongroise des sciences (1972).
- Maître de conférences (1952-1962), chargé de cours (1969-1983) et professeur titulaire de droit international à la faculté de droit de l'Université de Budapest, depuis 1983.
- Professeur honoraire de droit international et droit des organisations internationales au Département des relations internationales de l'Université de sciences économiques et d'administration de Budapest, récemment renommée « Université Corvinus de Budapest », depuis 1992.

Activités professionnelles

Ministère des affaires étrangères (depuis 1962)

- Représentant permanent adjoint, Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1963-1968).
- Secrétaire général, Association hongroise des juristes (1968-1974).
- Directeur, Département du droit international, Ministère des affaires étrangères, Budapest (1974-1983).
- Ambassadeur (depuis 1976).
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1981).
- Membre des délégations hongroises aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1963-1970, 1975-1982, 1994-2004).
- Président de la Sixième Commission (Commission juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-septième session (2002-2003).
- Chef de la délégation hongroise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1982).
- Directeur et adjoint du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, Département des affaires de désarmement, Organisation des Nations Unies, New York (1983-1990).
- Secrétaire général (avec rang de Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies) de la quatrième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1990).
- Représentant suppléant de la Hongrie à la Commission du Danube (depuis 1993).

- Membre, depuis 1996, de la Commission internationale d'établissement des faits, instituée en vertu de l'article 90 du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949.
- Conseiller principal (1992-1997), puis Directeur adjoint du Département du droit international du Ministère des affaires étrangères (1997-2000).
- Directeur du Département du droit international du Ministère des affaires étrangères (de janvier 2001 à 2002).
- Membre des délégations hongroises aux travaux préparatoires du Statut de la Cour pénale internationale (Conférence diplomatique de Rome en 1998); chef de la délégation hongroise à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (1999-2002).
- Conseiller principal au Ministère des affaires étrangères (depuis 2003).
- Président du Comité préparatoire pour la révision de la Convention de Belgrade de 1948 relative au régime de la navigation sur le Danube (depuis 2003).

Autres fonctions

- Président du Comité consultatif national sur le droit international humanitaire (depuis 1999).
- Président de la branche hongroise de l'International Law Association (depuis 2000).

Publications

- Monographie sur le Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Articles sur les sujets suivants, entre autres : la Charte des Nations Unies, le maintien de la paix, le droit de la mer, le désarmement, les droits de l'homme, le droit international humanitaire, le droit pénal international, les instruments relatifs aux droits de l'homme et les organisations internationales.
- Manuel universitaire sur les organisations et les institutions internationales, première édition en 2001 et deuxième édition révisée en 2005.

Renseignements personnels

Né à Kaposvár (Hongrie) le 23 février 1930.

Langues parlées : anglais, français, russe.

Kimberly Prost (Canada)

Date de naissance : 4 juin 1958

Nationalité : Canadienne

Études et formation professionnelle

Avril 1991	Admise au barreau de l'Ontario
Janvier 1986	Admise au barreau du Territoire du Yukon
Juin 1982	Admise à la Société du barreau du Manitoba
1978-1981	LL.B. (licence en droit), Université du Manitoba
1976-1978	Université du Manitoba (faculté des arts avec spécialisation en économie et en histoire)

Expérience professionnelle

Avril 2005 jusqu'à présent – Chef, Section des avis juridiques, Service des traités et des affaires juridiques, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

- Dirige la Section des avis juridiques, qui donne des conseils juridiques internes à l'ensemble de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des conseils sur les questions de droit et les grandes orientations aux États membres s'agissant de la mise en œuvre des conventions clefs des Nations Unies en matière de droit pénal;
- Fournit et administre l'assistance technique aux États sur la mise en œuvre des lois découlant des conventions et sur la coopération internationale en matière de crime, y compris le contrôle et la confiscation des produits des activités criminelles;
- En tant que membre de l'équipe du Secrétariat, établit des mémoires et des rapports et fournit services et soutien à la Commission des stupéfiants, à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et à d'autres instances et activités.

Juillet 2000-avril 2005 – Chef de la Section du droit pénal et Directrice adjointe de la Division des affaires juridiques et constitutionnelles du Secrétariat du Commonwealth.

- A dirigé la Section de droit pénal, ce qui comprenait notamment la supervision du personnel, la gestion des budgets et l'élaboration de projets, et a fourni des conseils juridiques au personnel de direction du Secrétariat, y compris au Secrétaire général;
- A fourni une aide et des conseils d'ordre général en matière de droit et de grandes orientations aux États membres du Commonwealth dans le domaine du droit pénal;
- A conçu et réalisé des programmes visant à améliorer la coopération internationale en matière de lutte contre toutes les formes de crime, plus particulièrement le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de

guerre, ainsi que le terrorisme, le crime organisé transnational, les crimes informatiques, la corruption et le blanchiment d'argent;

- A conçu et réalisé des programmes visant à aider les pays à mettre en œuvre le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à renforcer leurs moyens de poursuivre les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, et a participé à un groupe d'experts chargé de mettre au point des dispositions législatives types permettant d'appliquer le Statut de Rome;
- A mis au point des programmes de formation et des ateliers visant à favoriser la coopération internationale dans la lutte contre le crime et à encourager une mise en œuvre efficace des mécanismes du Commonwealth régissant l'entraide judiciaire et l'extradition;
- A conçu et réalisé un programme d'envergure visant à aider les États membres à mettre en œuvre la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les mesures de lutte contre le terrorisme et les conventions internationales en matière de lutte contre le terrorisme, et à former les forces policières et les procureurs aux enquêtes et aux poursuites dans ce domaine;
- A dirigé un projet menant à l'élaboration d'un manuel du Commonwealth sur la poursuite au niveau national des crimes internationaux et a rédigé certains chapitres de cet ouvrage;
- A exercé les fonctions de secrétaire de conférence adjointe lors de réunions des hauts fonctionnaires et des ministres de la justice du Commonwealth, a élaboré des documents d'orientation pour ces réunions et a appliqué les décisions issues de ces réunions;
- A organisé et présidé, à l'Université d'Oxford, une conférence internationale sur les questions de droit pénal international, à laquelle ont participé plus de 200 personnes provenant de diverses régions du Commonwealth et du monde;
- A prononcé, dans des colloques et à d'autres tribunes internationales, des conférences sur le droit pénal international, la Cour pénale internationale, les conventions internationales en matière de droit pénal, le terrorisme, la corruption et les produits des activités criminelles;
- A représenté le Secrétariat du Commonwealth dans des instances internationales, notamment aux Nations Unies et dans des institutions et organismes connexes, à l'Assemblée des États parties de la Cour pénale internationale et dans le cadre d'organismes régionaux tels que l'Organisation des États américains, l'Union africaine et la CARICOM;
- A représenté le Secrétariat du Commonwealth devant le tribunal d'arbitrage du Secrétariat.

Juin 1994-juillet 2000 – Directrice du Groupe d'entraide internationale du Service fédéral des poursuites du Ministère de la justice du Canada.

- A administré le Service d'entraide internationale, qui agit au nom du Ministre de la justice du Canada en tant qu'autorité centrale dans le domaine de la coopération internationale en matière pénale et qui est chargé de l'administration des programmes canadiens d'entraide judiciaire et d'extradition;

- A fourni des avis juridiques au Ministère de la justice, au Ministre des affaires étrangères, au Conseil des ministres, aux comités parlementaires et aux cadres supérieurs du Gouvernement sur toute une gamme de questions de droit pénal;
- A comparu devant la Cour suprême du Canada dans plusieurs affaires portant sur le droit pénal, l'extradition et des questions de droit international;
- A comparu devant la Cour fédérale et la Cour d'appel fédérale dans des questions d'administration et de renseignements de sécurité;
- A entretenu des contacts avec des agents du Canada et d'autres pays ainsi qu'avec des organismes internationaux pour ce qui est de l'élaboration de programmes et de politiques d'entraide judiciaire et d'extradition, et a fourni une assistance et des conseils à des organismes internationaux tels que l'Organisation des Nations Unies et le Commonwealth sur la coopération en matière pénale;
- A négocié plus de 40 traités d'extradition et d'entraide judiciaire entre le Canada et des juridictions étrangères de toutes les régions du monde;
- A fait partie de la délégation canadienne auprès du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale en 1998, et ultérieurement, de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale;
- A mis au point des mécanismes et des arrangements de coopération entre le Canada et les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda;
- A participé à l'élaboration des orientations, puis à la rédaction et à la présentation au Parlement du projet de loi visant à réformer le régime canadien d'extradition qui est devenu loi en 1999 et a collaboré aux modifications de la Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle;
- A participé à l'élaboration des orientations, puis à la rédaction et à la présentation au Parlement des textes d'application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et des dispositions générales sur les crimes de guerre, devenues loi en 2000;
- A été déléguée, membre et chef de groupe de travail lors de la Conférence du Commonwealth sur l'entraide judiciaire tenue à Oxford en 1994;
- A été déléguée du Canada et rapporteur auprès du Groupe de travail d'experts sur l'application de l'article 7 (entraide judiciaire) de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;
- A été déléguée du Canada auprès du Groupe d'experts de haut niveau sur la criminalité transnationale organisée du P8;
- A été experte consultante auprès du séminaire de formation des Nations Unies pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'entraide judiciaire et l'extradition;

- A été experte consultante auprès du séminaire de formation de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI) sur l'entraide judiciaire et l'extradition, en 1998;
- A été l'experte canadienne à la réunion d'experts tenue à Varsovie sur le projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, en 1998;
- A été conseillère auprès du Ministre canadien de la justice lors de la réunion des ministres de la justice et des procureurs généraux des Amériques en 1999;
- A été conseillère experte et conférencière à la conférence régionale des Caraïbes des procureurs et des enquêteurs financiers organisée par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et l'Université des Antilles occidentales en 1999;
- A été experte conférencière sur les questions d'entraide judiciaire au colloque organisé pour les juges des Caraïbes par le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et l'Université des Antilles occidentales en 1999;
- A été déléguée du Canada auprès du Comité spécial des Nations Unies chargé d'élaborer une convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;
- A été experte consultante à la réunion de l'UNAFRI en 1999 sur l'élaboration de conventions régionales pour l'Afrique en matière d'entraide judiciaire et d'extradition.

Janvier 1990-juin 1994 – Avocate-conseil, Direction du Droit pénal, Ministère de la justice du Canada.

- A donné des avis en matière d'orientation au Ministre de la justice et au Gouvernement sur des questions de droit pénal international et a administré l'exécution des dossiers opérationnels en matière d'entraide judiciaire, d'extradition et d'autres questions de droit pénal;
- A comparu devant la Cour suprême du Canada dans des affaires pénales, constitutionnelles et d'extradition;
- A élaboré les orientations pour l'application la loi sur l'entraide juridique en matière criminelle;
- A entretenu des contacts avec des fonctionnaires d'autres États au sujet de demandes ponctuelles d'entraide judiciaire et des grandes orientations des programmes;
- A étudié des centaines de demandes d'entraide (émanant du Canada ou adressées à ce pays), notamment concernant des enquêtes et des poursuites en matière de drogue ou des produits du trafic de la drogue;
- A participé à la négociation de traités;
- A conseillé en matière d'entraide judiciaire et d'extradition les autorités chargées d'enquêtes;
- A traité les demandes d'extradition et de renvoi à destination et à partir du Canada;

- A agi à titre de procureur indépendant dans l'étude sur les mandats de renseignements de sécurité.

Juin 1987-janvier 1990 – Avocate-conseil, Section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, Ministère de la justice du Canada.

- A conseillé le Ministre de la justice et divers autres ministères sur les questions de droit et les orientations relatives au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre, et a participé à la mise en place et au développement de la Section;
- A rédigé des avis juridiques détaillés sur des questions de droit international, de droit pénal international et national;
- A dirigé des délégations en Union soviétique, en Tchécoslovaquie et aux États-Unis dans le but d'élaborer des arrangements de coopération et d'évaluer et de recueillir des informations et des preuves;
- A établi des évaluations d'affaires pour les soumettre au Ministre en vue de poursuites éventuelles en vertu des lois pertinentes;
- A élaboré des arguments juridiques dans le cadre d'une demande de preuve recueillie par commission rogatoire et de l'instruction préparatoire dans une poursuite;
- A dirigé une équipe pluridisciplinaire composée de membres des forces policières et des autorités judiciaires ainsi que d'historiens.

Juin 1982-juin 1987 – Procureur fédéral, Bureau régional de Winnipeg, Ministère de la justice du Canada.

- A intenté des poursuites très variées au nom de la Couronne, notamment en matière de trafic de stupéfiants, de fraude fiscale et de violation des lois sur la concurrence, et a été procureure en appel devant la Cour d'appel du Manitoba et la Cour suprême du Canada;
- A comparu devant des tribunaux administratifs au nom du Gouvernement fédéral;
- A fourni des avis juridiques à divers organismes du Gouvernement;
- A traité des poursuites itinérantes pour aider les bureaux du Ministère dans les Territoires du Yukon et du Nord-Ouest;
- A plaidé dans des affaires civiles au nom du Gouvernement, notamment lors de la procédure de divulgation et aux procès, puis lors de la négociation du règlement.

Choix de publications

Commonwealth Manual on the Domestic Prosecution of International Crimes, 2005.

Commonwealth Report of the Expert Group Meeting on Implementation of the Rome Statute of the International Criminal Court, 2004.

« International Cooperation: A Commonwealth Perspective », *South African Journal of Criminal justice*, 2004.

Curriculum on International Cooperation in Criminal Matters: Extradition, Mutual Legal Assistance and Proceeds of Crime, 2002.

Extradition: The Practical Challenges, Treaty Enforcement and International Cooperation in Criminal Matters, sous la direction de Rodrigo Yepes-Enriquez et Lisa Tabassi, T. M. C. Asser Press, 2002, La Haye.

Towards Meaningful Adherence to Multilateral instruments for International Cooperation: the Challenges to Effective Mutual Legal Assistance, Treaty Enforcement and International Cooperation in Criminal Matters, sous la direction de Rodrigo Yepes-Enriquez et Lisa Tabassi, T. M. C. Asser Press, 2002, La Haye.

« Chapter 14: Enforcement », *The International Criminal Court, Elements of Crimes and Rules of Procedure and Evidence*, sous la direction de Roy Lee, Transnational Publishers, 2001, New York.

« Part 9: International Cooperation and Judicial Assistance », *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court: Observers' Notes, Article by Article*, sous la direction de Otto Triffterer, Nomos Verlagsgesellschaft, 1999, Baden-Baden.

Breaking Down the Barriers: International Cooperation in Combating Transnational Crime, Global Drugs Law, sous la direction de D. C. Jayasuriya, R. K. Nayak, A. Wells, Har-Anand Publications PVT, Ltd., 1997, New Delhi.

Exposés et conférences

- A prononcé plus de 100 discours et conférences, en Afrique, en Asie, au Canada, dans les Caraïbes, en Europe, dans le Pacifique Sud et aux États-Unis, sur le droit pénal international, notamment sur le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, la Cour pénale internationale, les conventions de droit pénal international, le terrorisme, la corruption, la coopération internationale (extradition et entraide judiciaire), et le contrôle et la confiscation des produits du crime.
- Quelques exemples :
 - « Normes et instruments internationaux dans la lutte contre le blanchiment de l'argent » et « Combattre le financement du terrorisme » à la conférence de l'Association internationale des chefs de police, Belfast, 2004;
 - « Interventions juridiques face au terrorisme après le 11 septembre », pour la Conférence de droit du Commonwealth, 2003;
 - « La négociation du Statut de Rome » à la réunion annuelle de l'International Bar Association à Durban (Afrique du Sud), 2002;
 - « Surmonter les obstacles à l'efficacité de l'entraide judiciaire » à la Conférence du Commonwealth sur la coopération internationale en matière pénale, Oxford, 2001;
 - Discours liminaire à la deuxième Conférence annuelle et assemblée générale de l'Association internationale des procureurs et poursuivants sur la coopération internationale, Ottawa, 1997;

- « Grands enjeux de la pratique de l’extradition », au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire, 1995.
- Conférencière invitée à l’Université de Nottingham, l’Université Queen’s (Canada) et la London School of Economics, et conférencière à temps partiel sur le droit pénal international à la faculté de droit de l’Université McGill (Canada).

Distinctions

1999	Prix d’excellence en matière de politique étrangère du Ministre des affaires étrangères (Canada)
1981	Médaille d’or de l’Université du Manitoba pour les meilleurs résultats en droit
1980	Bourse de l’association des diplômés pour bons résultats
1980	Prix Carswell Book – meilleurs résultats en deuxième année de droit
1980	Bourse Chevron Standard Limited pour la meilleure moyenne pondérée cumulative en droit, deux premières années
1979	Bourse de premier cycle Isbister pour les meilleurs résultats
1979	Bourse Lieutenant M.M. Soronow pour les meilleurs résultats en première année de droit
1979	Prix Carswell Book – meilleurs résultats en première année de droit
1979	Prix H.I. Corne en droit des contrats
1979	Bourse commémorative David Levin en droit immobilier
1979	Prix L. D. Morosnick en droit pénal (ex-aequo)
1978	Prix de l’étudiant de l’année, St. Paul’s College
1978	Prix Klieforth en histoire américaine
1977	Bourse commémorative Father Gerald Sheridan en économie
1977	Bourse de l’association des diplômés pour bons résultats
1977-1981	Tableau d’honneur

Cheikh Abdul Rashid (Pakistan)

Né le : 1^{er} juin 1944
 N° de carte d'identité nationale : 35201-7007528-5
 Adresse permanente : 23-D Zafar Road, Lahore Cantt.

Formation

- i) Bachelor of arts, 1963
- ii) LL.B., 1965
- iii) Lauréat à deux reprises (en 1967, puis en 1969) de l'examen du Central Superior Services

Pratique professionnelle

Ai exercé la profession d'avocat au barreau du district de Rahim Yar Khan d'octobre 1965 à août 1978 (ai pratiqué tant le droit pénal que le droit civil).

(Je m'intéressais particulièrement aux procès pour meurtre et, au cours de la période citée, j'ai plaidé plus de 500 procès au Tribunal d'assises de Rahim Yar Khan.)

Carrière dans la magistrature

a) Ai débuté comme District and Sessions Judge suppléant en septembre 1978 et ai continué d'exercer cette fonction dans les districts de Rawalpindi, Kasur, Sheikhupura et Jehlum jusqu'en octobre 1987. Au cours de cette période, j'ai rendu un verdict dans 50 procès pour meurtre en moyenne par an et j'ai statué sur des milliers d'appels et de révisions au pénal et au civil ainsi que sur des questions connexes.

b) Ai été promu au rang de District and Sessions Judge en novembre 1987 et affecté au district de Jehlum où je suis resté en poste de novembre 1987 à mai 1992. J'ai ensuite été muté à Bahawalpur en juin 1992 pour y occuper les mêmes fonctions et suis demeuré en poste jusqu'en octobre 1992.

c) En octobre 1992, j'ai offert mes services au Gouvernement central.

i) Ai occupé les fonctions d'officier président au Tribunal spécial chargé des affaires financières à Islamabad (Division de Rawalpindi) où je suis resté en poste jusqu'en mai 1997.

ii) Ai occupé en outre la charge de président du Tribunal chargé des affaires financières d'Islamabad (Division de Rawalpindi) de décembre 1993 à octobre 1995. À ce titre, j'ai statué sur les actions engagées par les banques contre les emprunteurs et les clients et décidé du montant des sommes arbitrées. J'ai aussi engagé des procédures de recouvrement de ces montants.

iii) Ai également occupé les fonctions de juge spécial à la division centrale de Rawalpindi en 1995. J'ai entendu à ce titre des poursuites contre des fonctionnaires de l'administration centrale accusés de prévarication et de diverses infractions relevant de la corruption. J'ai également entendu des poursuites contre des personnes accusées de traite d'êtres humains, d'immigration illégale et d'infractions connexes.

iv) Ai par ailleurs occupé le poste de juge pour les infractions relevant du tribunal chargé des affaires financières pour l'ensemble du Punjab de 1996 à mars 1997. À ce titre j'ai présidé des procès de personnes accusées de fraude dans le cadre d'opérations bancaires et commerciales.

d) En juillet 1997, ayant réintégré les services judiciaires, j'ai assumé les fonctions de District and Sessions Judge pour le district de Kasur où je suis resté en poste jusqu'en février 1998.

e) En mars 1998, j'ai été affecté aux fonctions de Secrétaire du Département des affaires juridiques et parlementaires du Gouvernement du Punjab. À ce titre, je me suis acquitté des fonctions suivantes :

i) J'ai servi de conseiller juridique principal près le Gouvernement du Punjab et tous ses services pour toutes les questions juridiques, y compris pour l'interprétation des lois, règles et ordonnances ayant force de loi, pour le droit civil et la procédure civile

ii) J'ai supervisé, surveillé et contrôlé les poursuites pénales pour le compte de l'État et les actions civiles en faveur ou à l'encontre du Gouvernement du Punjab dans un millier de juridictions pénales et civiles de la Province.

iii) Assuré les fonctions de chef administratif du ministère public de tout le Punjab avec un effectif d'une cinquantaine de procureurs de district, une centaine de procureurs adjoints et environ 200 substituts. Toutes les questions administratives se rapportant aux services du ministère public relevaient également de ma compétence.

iv) Dirigé l'instruction de procédures judiciaires intéressant le Gouvernement, y compris la représentation du ministère public dans les affaires pénales, les appels de condamnation ou d'acquittement et les appels *a minima*. Me suis également occupé des actions civiles contre l'État et des fonctionnaires, en tant que demandeur ou défendeur, dans des affaires ressortissant au département des affaires juridiques.

v) Supervisé et assuré la direction de toutes les affaires législatives de la Province du Punjab et notamment l'examen et la rédaction de projets de loi, d'ordonnances, de notifications, de règles et règlements, de décrets et d'arrêtés. Tous les projets de texte présentés par les différents ministères en vue de l'adoption de lois à l'Assemblée provinciale doivent passer par le Département des affaires juridiques qui ne se contente pas de donner forme au projet de loi mais avise également le ministère concerné de toute prescription juridique à respecter avant l'adoption de la loi à l'Assemblée. Le Département des affaires juridiques fait également savoir si le projet de loi contredit ou viole les droits fondamentaux accordés par la Constitution ou y déroge. Il défère ensuite l'affaire au Conseil provincial des ministres en recommandant son adoption ou son rejet et, une fois le projet de loi approuvé, le Département des affaires juridiques le présente à l'Assemblée pour suite à donner et, une fois que l'Assemblée l'a adopté, il publie la loi sous le seing du Secrétaire du Département des affaires juridiques. Le déroulement de la procédure était jadis supervisé et contrôlé par le Secrétaire du Département.

vi) En tant que Secrétaire du Département des affaires juridiques, j'ai représenté le Gouvernement du Punjab lors de ses réunions avec le

Gouvernement central pour toutes les questions juridiques concernant la province du Punjab.

f) En décembre 2000, ayant réintégré mon service judiciaire d'origine, j'ai assumé les fonctions de District and Sessions Judge pour le district de Sargodha où je suis resté jusqu'en septembre 2002.

(En ma qualité de District and Sessions Judge pour les districts de Jehlum, Bahâwalpur, Kasur et Sargodha, j'ai entendu plus de 500 affaires de meurtre aux assises et j'ai par ailleurs rendu des milliers d'arrêts en appel et en révision, au pénal comme au civil.)

g) Le 6 septembre 2002, j'ai été affecté aux fonctions de Greffier de la High Court Lahore, poste considéré comme étant le plus élevé au sein de la magistrature provinciale.

i) En qualité de greffier, j'ai assuré les fonctions d'officier principal auprès du Président de la High Court de Lahore et j'ai exercé mon autorité sur le greffe de cette juridiction et des trois tribunaux qui en dépendent.

ii) Ai assuré les fonctions de chef administratif pour toute la High Court de Lahore (siège principal) et pour les trois tribunaux qui en dépendent (Rawalpindi, Multân et Bahâwalpur).

iii) Ai contrôlé et dirigé toutes les questions et affaires administratives confiées aux officiers présidents et aux tribunaux subordonnés (plus de 1 000) des 34 districts de la Province du Punjab.

h) Ai été promu juge à la High Court de Lahore début septembre 2003, fonction que j'ai exercée jusqu'à ce jour.

En ma qualité de juge à la High Court de Lahore, j'ai jugé et statué sur des milliers d'affaires civiles, pénales et constitutionnelles.

Formation et cours suivis

a) Ai suivi des cours de droit et de charia à l'École fédérale de la magistrature d'Islamabad (octobre-décembre 1981).

b) Ai suivi un cours de six semaines consacré à la charia à l'Université de Médine (Arabie saoudite) (fin février-15 avril 1982).

c) Ai suivi un stage de formation de six semaines consacré au droit et à la charia à l'Institut national d'administration publique de Lahore (Province du Punjab).

d) Ai suivi un stage de perfectionnement de deux semaines consacré aux lois de la charia à l'École fédérale de la magistrature d'Islamabad.

e) Ai assisté à un séminaire d'une semaine consacré aux lois antidrogues organisé par l'École fédérale de la magistrature d'Islamabad avec la participation de la Drug Enforcement Agency des États-Unis.

Note

En 40 ans de vie professionnelle (1965-2005), j'ai consacré 13 années à la pratique du droit pénal et civil; pendant 23 ans, j'ai siégé en qualité de juge et

présidé différents tribunaux, statuant sur des milliers d'affaires ; j'ai rempli des fonctions de direction administrative pendant près de trois ans (secrétaire aux affaires législatives et parlementaires) ; et j'ai été greffier de la Cour supérieure de Lahore pendant un an.

Intérêts personnels

Lecture, voyages, études de cultures et sociétés différentes, sports (cricket, football) et musique.

Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar)

État civil

Malgache
Née le 13 novembre 1950 à Antananarivo
Mariée à Andriamaholy René, Victor, 3 enfants

Titre

Magistrat de premier grade (depuis le 1^{er} janvier 1996)
Titulaire du poste de président de chambre à la Cour suprême

Fonction actuelle

Juge *ad litem* auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (La Haye)

Diplômes

1971	Baccalauréat, option philosophie
1975	Licence en droit (cycle de quatre ans), faculté de droit, Université d'Antananarivo
1975	Diplôme de l'Institut d'études judiciaires, faculté de droit, Université d'Antananarivo

Certificats

1999	Certificat sur les opérations de maintien de la paix (Legal Aspects of Peace Operations) délivré par « The United States Defense Institute of International Legal Studies »
1999	Certificat sur la « lutte contre les drogues et les toxicomanies » délivré par le Service de la coopération technique internationale de police (ambassade de France à Madagascar)
2000	Certificat de participation à la formation des formateurs de magistrats
2001	Certificat de participation à la session de formation sur les droits de l'homme, délivré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
2002	Certificat de participation à la formation des juges relative au « Système judiciaire pour les cas liés aux drogues en Afrique australe et orientale », organisée par UNODCCP (Pretoria)

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'Ordre national
Officier de l'Ordre national
« Great Woman of the 21st Century », distinction décernée par « The American Biographical Institute »

Carrière professionnelle

1976-1978	Substitut du Procureur de la République, Diégo Suarez
1978-1981	Juge et juge d'instruction à la section du tribunal d'Ambositra : chargée d'instruire, de faire des investigations sur les crimes de sang, de vols qualifiés, de vols de bovidés, de massacres, etc. Juge chargée de juger les affaires criminelles, correctionnelles, civiles
1981-1985	Juge et juge d'instruction au Tribunal de première instance d'Antsirabe
1985-1990	Conseiller à la Cour d'appel d'Antananarivo : chargée de juger les affaires criminelles, correctionnelles, civiles, ayant fait l'objet d'appel; Présidente de la Cour criminelle ordinaire
1991-2001	Conseiller à la Cour suprême, membre élu par l'Assemblée nationale à la formation de contrôle de la Cour suprême, magistrat inspecteur des tribunaux de première instance et des cours d'appel
2001	Élue en tant que juge <i>ad litem</i> auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie lors de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies pour un mandat de quatre ans (12 juin 2001-11 juin 2005)
2002	Nommée Directeur des études et des relations extérieures au Ministère de la justice (juin)
2003	Prise de fonctions au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en tant que juge <i>ad litem</i> , à compter du 17 novembre

Autres activités professionnelles

1985-1986	Chargée des travaux dirigés en droit civil à l'Université d'Antananarivo (Madagascar)
1992	Membre expert du comité de rédaction de la Constitution malgache
1993-1996	Membre du bureau du Syndicat des magistrats de Madagascar en tant que conseiller
1997	Membre de l'Équipe sur l'humanisation de la détention préventive (2 497 détenus préventifs sur plus de 3 000 détenus préventifs de plus de cinq ans ont été jugés)
1998 à ce jour	Membre du Groupe de travail pour la promotion des droits de l'homme (ambassade des États-Unis à Madagascar)
2000	Collaboratrice avec la consultante du PNUD pour l'élaboration de la <i>Revue conjointe</i> du Programme des Nations Unies sur le thème « Approche des droits de l'homme »
2000	Collaboratrice avec la consultante de l'UNICEF pour la rédaction du « Rapport sur le Sommet mondial de l'enfant » (Madagascar)
2000 à ce jour	Membre de la Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples
2002 à ce jour	Membre de l'ONG « Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme » (CNMDDH)

2002 à ce jour Membre de l'Union pour la protection des droits de l'homme

Séminaires et conférences

- 1996 Séminaire sur les femmes juristes
- 1996 Atelier sur les droits de la défense, rôles des avocats
- 1998 Conférence nationale sur « La stratégie de valorisation de la fonction de juger »
- 2000 « Lutte contre la corruption » (conférencière)
- 2000 « Les droits de l'homme et le christianisme » (conférencière)
- 2001 Conférence OAU-société civile, « Développement d'un partenariat pour la promotion de la paix et du développement en Afrique » (Addis-Abeba)

Formation

- 1999 Formation sur les opérations de maintien de la paix, organisée par « The United States Defense Institute of International Legal Studies »
- 1999 Formation sur le droit et gestion
- 2000 Formation sur l'inspection des juridictions
- 2000 Formation sur les droits des réfugiés, organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies sur les droits des réfugiés
- 2000 Formation sur la chambre de cassation de la Cour suprême et la technique de cassation
- 2000 Formation des formateurs de magistrats
- 2001 Formation sur les droits de l'homme, organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- 2002 Séminaire de formation des formateurs sur le droit et le VIH/sida
- 2002 Formation relative au « Système judiciaire pour les cas liés aux drogues en Afrique australe et orientale » (7-11 octobre, Pretoria)

Connaissances linguistiques

Malgache : langue maternelle
Français : lu, écrit et parlé couramment
Anglais : bonnes connaissances

Connaissances en informatique

MS Word, Excel, Outlook

Publications/articles

- 2000 Lutte contre la corruption

2001 Rôle des tribunaux pénaux internationaux dans l'établissement de la
responsabilité devant la justice et l'instauration de l'État de droit

Ole Bjørn Støle (Norvège)

Inkognito terr 7 B, 0256 Oslo (Norvège)

Tél. : + 91 32 59 80

<ole.bjorn.stole@hoyesterett.no>

Né le 9 avril 1950

Expérience professionnelle

Depuis 2002	Juge à la Cour suprême de Norvège à Oslo Affaires constitutionnelles, pénales et civiles
1994-2002	Avocat associé chez Haavind Vislie (cabinet d'avocats) à Oslo Avocat spécialiste des contentieux
1990-1993	Juge, Gulating Lagmannsrett (cour d'appel) à Bergen Affaires pénales et civiles. Président du tribunal à diverses reprises
1985-1990	Avocat associé d'un cabinet d'avocats privé à Bergen Avocat spécialiste des contentieux
1980-1985	Avocat et procureur à Oslo Affaires civiles, spécialiste des contentieux
1978-1980	Juge adjoint, Kristiansand Tingrett (tribunal de district) à Kristiansand Affaires pénales et civiles
1976-1978	Conseiller juridique au Ministère de la justice à Oslo
1974	Assistant en droit à l'Université de Bergen Institut de droit privé

Formation

1983	Titulaire d'une bourse du British Council à Édimbourg (programme de bourses pour les jeunes avocats européens)
1971-1976	Candidata Juris (diplôme de droit) de l'Université de Bergen
1970-1971	Service militaire obligatoire

Informations complémentaires

Depuis 2005	Membre de l'International Society for the Reform of Criminal Law
Depuis 2004	Membre du Forum des juges de l'Union européenne pour l'environnement
2001-2004	Président du Conseil du marché de la Norvège
Depuis 2003	Président du Sous-Comité de droit pénal (Association nationale des juges de Norvège)
1982	Autorisé à plaider devant la Cour suprême
1980	Autorisé à exercer la profession de conseil juridique

Connaissances linguistiques

Norvégien : langue maternelle

Anglais : courant

Krister Thelin (Suède)

Date de naissance : 8 décembre 1947

Nationalité : suédoise

Formation

1972 JD (Juris Kandidat), Université de Lund (Suède)

1976 Maîtrise de droit (LL.M : droit des Nations Unies, droit constitutionnel comparé et procédure internationale), Harvard Law School (États-Unis)

Expérience professionnelle

A. Fonction publique et magistrature en Suède

i) À partir de 1972 : assistant au tribunal de district de Lund (1972-1975), assistant à la Cour d'appel de Scania à Malmö (1975-1978), juge assesseur (1984), juge à la Cour d'appel (1990) et Président de la Cour d'appel (1998)

ii) De 1978 à 2003 : conseiller juridique auprès des Ministères des affaires sociales et de la justice et Président des commissions juridiques du Ministère de la justice à Stockholm, pendant son détachement de la magistrature (notamment Division internationale du Ministère de la justice, Commission chargée de la sécurité sociale du droit civil, de la protection des données et de la prévention de la criminalité transfrontalière)

iii) De 1991 à 1994 : Ministre adjoint de la justice.

B. Mise en place d'institutions dans les Balkans

i) De 1997 à 1998 : mise en place d'institutions constitutionnelles pour le compte de la Commission européenne en Bosnie-Herzégovine (Cour constitutionnelle, présidence, Conseil des ministres et Parlement à Sarajevo)

ii) De 1998 à 2002 : Directeur général de la Commission des médias indépendants (rebaptisée par la suite Agence de régulation des télécommunications, <www.cra.ba>) à Sarajevo (Union européenne et États-Unis. Cf. Accord de paix de Dayton)

iii) De 2001 à 2002 : Président de l'initiative relative au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (<www.seeurope.org>), visant à combler le fossé numérique en Europe du Sud-Est et à promouvoir le développement institutionnel et économique dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information

iv) De 2002 à 2003 : Directeur du Centre d'informations politiques et juridiques mis en place par l'Union européenne à Belgrade (chargé par la Commission européenne d'aider la Serbie-et-Monténégro à maîtriser la stratégie d'adhésion à l'Union européenne, voir <www.plac.yu.org>)

C. Juge (*ad litem*) au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

À La Haye, depuis décembre 2003 (élu par l'Assemblée générale en juin 2001)

Associations professionnelles

Association des juges suédois (membre du Conseil d'administration de 1984 à 1991)

Association suédoise pour la recherche juridique (Président de 1992 à 1998)

Section suédoise de la Commission internationale de juristes

Section suédoise du Comité d'Helsinki

Forum des juges de l'Association internationale du barreau (Vice-Président de 2000 à 2001)

Amnesty International

Publications

i) *The Swedish Code of Judicial Procedure* (en collaboration avec les juges Anders Bruzelius et Ruth Bader Ginsburg), New York, 1979

ii) *La Suède et l'état de droit* (en suédois), Stockholm, 2001

iii) Articles sur le droit international, le droit humanitaire et le droit constitutionnel dans des revues juridiques suédoises et d'autres publications

Connaissances linguistiques

Suédois : langue maternelle

Anglais, allemand et français (dans cet ordre)

Marié à Barbro Glave-Thelin, avocate

Père de Karolina, née en 1977

Loisirs

Littérature, histoire et sport (tennis et course de fond; participation à 10 marathons entre 1990 et 1999)

Klaus Tolksdorf (Allemagne)

Bundesgerichtshof Karlsruhe

Herrenstrasse 45a

D-76125 Karlsruhe

Téléphone: 00 49 (0) 721 159 24 09

E-mail : <tolksdorf.klaus@bgh.bund.de>

Renseignements personnels

Nationalité : allemande

Date de naissance: 14 novembre 1948

Expérience professionnelle

Depuis septembre 2001

Président du Bundesgerichtshof (Cour fédérale de justice, plus haute juridiction d'appel en matière civile et pénale, en particulier pour les infractions pénales graves)

- Président de la Chambre criminelle qui, outre sa compétence générale, est compétente pour connaître des atteintes à la sûreté de l'État (trahison, génocide, terrorisme, haute trahison)
- Application et développement, du droit pénal et de la procédure pénale internes, en tenant compte également des avis de la Commission européenne des droits de l'homme pour l'interprétation des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg

Bundesgerichtshof, Karlsruhe (Allemagne)

De janvier 1992 à septembre 2001

Juge au Bundesgerichtshof. Membre de la Chambre qui, outre sa compétence générale, est compétente pour juger les infractions au Code de la route

Bundesgerichtshof, Karlsruhe (Allemagne)

De janvier 1997 à mai 2001 (en parallèle à d'autres activités)

Juge

- Assistant du Président du tribunal exerçant des fonctions administratives, en particulier pour ce qui est des questions de personnel concernant les juges
- Chargé de l'accueil des délégations étrangères de haut rang en visite en Allemagne
- Membre des délégations du Bundesgerichtshof qui se sont rendues auprès des plus hautes juridictions nationales de Russie, de Pologne, de Slovaquie, de Géorgie et de Roumanie

Bundesgerichtshof, Karlsruhe (Allemagne)

D'octobre 1988 à décembre 1991

Assistant de recherche à la Bundesverfassungsgericht (Cour constitutionnelle fédérale)

- Assistant du juge chargé en particulier du droit électoral

Bundesverfassungsgericht, Karlsruhe (Allemagne)

De novembre 1985 à septembre 1988

Assistant dans le cadre de ses études universitaires au Bundesgerichtshof (nommé juge à l'Oberlandesgericht (Tribunal régional supérieur) en avril 1988)

- Membre du personnel de la Chambre ayant compétence en matière d'actes délictueux, de responsabilité pénale des professionnels de la santé et de violation des droits de la personne
- Depuis octobre 1989, assistant du Président du Bundesgerichtshof

Bundesgerichtshof, Karlsruhe (Allemagne)

De novembre 1982 à septembre 1985

Juge au Landgericht (Tribunal régional)

- Droit civil général, affaires jugées en première et en deuxième instance

Landgericht, Münster (Allemagne)

De novembre 1979 à octobre 1982

Juge temporairement chargé de cours dans une faculté de droit

- Cours magistraux et séminaires sur le droit pénal et la procédure pénale

Faculté de droit de l'Université de Münster (Allemagne)

D'avril 1978 à octobre 1979

Juge

- Affaires civiles générales
- Affaires pénales générales

Landgericht (tribunal régional) Bonn (Allemagne)

De janvier 1975 à avril 1978

Stagiaire

Oberlandesgericht (Tribunal régional supérieur), Cologne (Allemagne)

D'octobre 1967 à mars 1970

Policier

- Brigade mobile
- Police en tenue de Münster et de Bonn

Rhénanie du Nord-Westphalie (Allemagne)

Enseignement

Depuis avril 1994

Maître de conférences

- Cours de droit pénal et de procédure pénale
- Depuis le 12 mai 1999, professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université de Münster (Allemagne)

Formation

D'avril 1969 à octobre 1974

Études de droit à la faculté de droit de l'Université de Bonn (Allemagne)

Juin 1988

Doctorat. Sujet de thèse : interdiction de participation faite au procureur au motif de parti pris, Université de Münster (Allemagne)

Mars 1978

Dernier examen de droit devant le Jury d'examen de Düsseldorf (Allemagne)

D'octobre 1967 à septembre 1968

École de police de Münster (Allemagne)

Juin 1967

Examen de fin d'études secondaires, Wiesbaden (Allemagne)

Associations professionnelles

Membre allemand de l'organe de supervision mixte d'Eurojust

Connaissances linguistiques

Anglais : maîtrise de l'anglais parlé, très bonne compréhension de l'anglais écrit (dans le domaine du droit pénal et de la terminologie pénale)

Français : bonnes connaissances de base

Allemand : langue maternelle

Stefan Trechsel (Suisse)

Date et lieu de naissance : 25 juin 1937, Berne

Situation de famille : marié, deux filles (1972, 1974)

Études

1956-1963	Université de Berne, faculté de droit; admis au barreau.
1964-1965	Georgetown University, Washington, Institute for International and Foreign Trade Law.
1966	Docteur en droit (<i>magna cum laude</i>).
1972	Privatdozent.

Expérience en matière d'administration de la justice

1968	Remplacement temporaire d'un juge d'instruction à Berne.
1971-1975	Procureur du district de Berne, remplacement du Procureur général.
1968-1977	A plaidé de 50 à 100 affaires en tant que conseil de la défense – pour la plupart dans le cadre de l'aide judiciaire – devant des tribunaux militaires; à l'occasion, juge ad hoc de tribunaux militaires.
1975-1999	Membre de la Commission européenne des droits de l'homme.
1987-1994	Vice-Président.
1995-1999	Président.
2000	Conseil dans des instances devant la Cour pénale fédérale suisse et la Cour internationale de Justice.
2001-2004	Expert indépendant du Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur la question des prisonniers politiques en Arménie et en Azerbaïdjan. Auteur de nombreux avis juridiques pour des particuliers, des banques, des États et la Commission européenne.

Expérience en matière législative

Zurich	Comité d'experts pour la réforme des infractions fiscales. Groupe de travail chargé de préparer la réforme du Code de procédure pénale.
Saint-Gall	Comité d'experts chargé d'élaborer des principes directeurs en vue de la réforme du Code de procédure pénale.
Suisse	Comité d'experts chargé de préparer une réforme en profondeur des dispositions générales du Code pénal. Comité d'experts chargé de préparer une réforme de la loi fédérale sur les étrangers.

Comité d'experts chargé de préparer une réforme du droit fiscal pénal suisse.

International Expert pour la réforme de la procédure pénale en Bulgarie, en Fédération de Russie, au Kosovo et au Tadjikistan.

Expert chargé de la réforme de la loi irlandaise intitulée *Offences Against the State Act*.

Expérience universitaire

1964-1966 Chargé de recherche et chargé de recherche principal auprès du professeur Hans Schultz.

1967-1971, 1975-1977 Professeur invité de droit pénal et de procédure pénale, Université de Fribourg (Suisse).

1977-1979 Conférencier invité aux Universités de Berne, Zurich et Saint-Gall.

1979-1999 Professeur titulaire de droit pénal et de procédure pénale, Université de Saint-Gall.

Depuis 1999 Professeur titulaire de droit pénal et de procédure pénale, Université de Zurich.

1981 Séminaire extérieur de l'Académie de La Haye tenu à Dakar.

1997 Institut de l'Université européenne, Florence (Italie), cours général sur les droits de l'homme.

1999 Professeur invité à UCLA (University of California at Los Angeles).

2000 Professeur invité à l'Université de St. Louis.

Nombreuses conférences.

Autre expérience professionnelle

1966/67 Administration du « Swiss Peace Corps ».

1975 Chargé par le Gouvernement suisse d'une enquête sur des paiements suspects au profit de la société Northrop alors que la Suisse était sur le point d'acheter des avions de combat.

Publications

1967 *Der Strafgrund der Teilnahme*.

1974 *Die Europäische Menschenrechtskonvention, ihr Schutz der persönlichen Freiheit und die schweizerischen Strafprozessrechte*.

1997 *Schweizerisches Strafgesetzbuch, Kurzkommentar*, 2^e éd.

1998 /Noll, *Schweizerisches Strafrecht, Allgemeiner Teil I*, 5^e éd.

2000 *Inflation in the Field of Human Rights* (Nimègue).

2005 *Human Rights in Criminal Proceedings* (Oxford University Press).

Une centaine d'articles, et notamment :

« L'établissement des preuves devant la Commission européenne des droits de l'homme » dans *La présentation de la preuve et la sauvegarde des libertés individuelles*, Bruxelles, 1977.

« Jurisprudência do Tribunal Europeu dos Direitos do Homem », *Revista Portuguesa de Ciência Criminal*.

« The Role of International Organs Controlling Human Rights in the Field of International Co-operation », dans Albin Eser/Otto Lagodny (éd.), *Principles and Procedures for a New Transnational Criminal Law, Documentation of an International Workshop 1991*, Fribourg 1992.

« Liberty and Security of Person » in R. St. J. MacDonald/F. Matscher/H. Petzold (éd.), *The European System for the Protection of Human Rights*, Deventer 1993.

« International Implementation of Human Rights in the 21st Century », *Keio Law Review* (Keio University Tokyo) 1993.

Rapport sur « Les droits des détenus » dans *Droits des personnes privées de leur liberté; égalité et non-discrimination*, septième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme, Strasbourg/Arlington (Virginie) 1994.

« Preconditions for police apprehension », dans *Proceedings of the I.P.P.F. Workshop at Macau, Police Apprehension and Remand Detention in the Light of Guarantees of Fundamental Rights*, Macao 1995; également dans *Palestra, Pismo Adwokatury Polskiej*, 11-12/1996, « Warunki zatrzymania przez policje ».

Articles 27, 28 par. L a), 29, 30 et 31, in Petiti/Décaux/Imbert (éd.), *La Convention européenne des droits de l'homme*.

« La Convenzione Europea dei Diritti dell'Uomo e il Sistema Penale » dans *Rivista internazionale dei diritti dell'uomo*, Estratto 2, Anno X, mai-août 1997.

« Why must trials be fair? » dans *Israel Law Review*, Hebrew University Faculty of Law, vol. 31, n^{os} 1 à 3, 1997.

« Protection Against "Proceedings à la Kafka"? – more or less? » dans *Mainly Human Rights Studies in Honour of J. J. Cremona*, Salvino Busuttil (éd.), La Valette, 1999.

« The scope of Application of Article 6 ECHR in Criminal Matters », *Bulletin des droits de l'homme* (Luxembourg), n^o 8 (1998).

« Spotlights on Article 2 ECHR, The Right to Life », dans Benedek/Isak/Kicker (éd.), *Development and Developing International and European Law, Essays in Honour of Konrad Ginther on the Occasion of his 65th Birthday*, Francfort, 1999.

« Gerechtigkeit im Fehlurteil », ZStrR 118 (2000).

« Human Rights in Russia, Minutes and findings with regard to Articles 3, 5 and 6 of the European Convention on Human Rights », *Human Rights Law Journal*, 1994, vol. 15, n^o 7; et *Revue universelle des droits de l'homme*, 1994, vol. 6, n^{os} 9 et 10.

Langues

Allemand :	langue maternelle.
Français :	parlé et écrit.
Anglais :	parlé et écrit.
Italien :	parlé et écrit.
Espagnol :	parlé et écrit.
Néerlandais :	parlé et lu.
Portugais :	parlé et lu.
Russe et suédois :	connaissances très rudimentaires.

Abubakar Bashir Wali (Nigéria)

1. Nom : Abubakar Bashir Wali, OFR, CON
2. Date de naissance : 21 juillet 1932
3. Lieu de naissance : Kano, État de Kano (Nigéria)
4. État civil : Marié avec des enfants
5. Fonctions actuelles : Juge retraité de la Cour suprême du Nigéria
- 5b. Nationalité : Nigériane

6. Éducation

École primaire du palais de l'Émir (Kano)	1942-1945
École élémentaire (Kano)	1945-1950
École d'études arabes (Kano)	1950-1953
Institut d'enseignement technique (Khartoum)	1955-1956
Institut d'administration (Zaria)	1959-1960
Institut d'études orientales et africaines, Université de Londres	1961-1962
Council of Legal Education (Londres)	1962-1963
École de droit du Nigéria (Lagos)	1964-1965

7. Qualifications

Certificat de droit islamique et Collège de droit, Council of Legal Education (Londres)	Octobre 1963-1964
Avocat au barreau de Londres (Londres)	Février 1964
Faculté de droit du Nigéria (Lagos)	Octobre 1964-décembre 1964
Avocat au barreau nigérian	11 janvier 1965

8. Carrière professionnelle

Commis aux écritures, administration autochtone de Kano	1954-1955
Arabisant et calligraphe de langue arabe, Organisme d'alphabétisation pour la région septentrionale (Zaria)	
Interprète et traducteur, Tribunal de grande instance du Nigéria septentrional (Kaduna)	
Magistrat instructeur, Nigéria septentrional	1965-1968
Magistrat hors classe, État de Kano	1968-1969
Magistrat en chef, État de Kano	1969
Greffier en chef, Tribunal de grande instance de l'État de Kano	1970
Juge à la Cour d'appel de la charia, État de Kano	1970-1975

Procureur général de l'État de Kano	1975-1978
Juge au Tribunal de grande instance de l'État de Kano	1975-1979
Juge à la Cour d'appel du Nigéria	1979-1987
Juge à la Cour suprême du Nigéria puis retraité après avoir atteint l'âge obligatoire de la retraite	1987-2004

9. Autres fonctions officielles

Membre à vie de l'Organe des doyens honoraires du Nigéria	1987 à ce jour
Vice-Président, Organe des doyens honoraires du Nigéria	1998-1999
Président de l'Organe des doyens honoraires du Nigéria	1999-2000
Membre de l'Assemblée constituante et du Comité de rédaction de la Constitution, qui a établi le projet de constitution de 1979	1977-1978
Membre de la Commission de réforme de juridictions locales	1976
Juge (ad hoc) à la Cour suprême de Gambie	1999-2004

10. Décorations

Officier de la République fédérale du Nigéria
 Officier de l'Ordre du mérite de l'État de Kano
 Commandeur de l'Ordre du Niger

Adresse actuelle

Care of
 High Court of Justice, P.M. B. 3019, Kano, État de Kano (Nigéria)
 Hon. Justice A. B. Wali : Con Jsc (Rtd/)

Tan Sri Dato' Haji Lamin bin Haji Mohd Yunus (Malaisie)

Date de naissance : 13 septembre 1935

Lieu de naissance : Batu Kikir, Negeri Sembilan (Malaisie)

Éducation : Certificat de l'École de Cambridge (niveau 1)
École secondaire de Bukit Mertajam
LL.B. (avec mention) (Singapour), 1963
Diplôme d'études sociojuridiques
Université de Cardiff
Royaume-Uni, 1977

Fonctions judiciaires précédentes

12 mars 2001	Retraité de la magistrature malaisienne
1994-2001	Président de la Cour d'appel de Malaisie
1994	Juge, Cour fédérale de Malaisie
1988	Juge, Tribunal de grande instance de Malaisie
1983	Solicitor-General, Bureau du Procureur général
1983	Juge avocat général, Ministère de la défense
1982	Conseiller juridique de l'État de Pahang
1973	Conseil fédéral hors classe, Division des poursuites, Bureau du Procureur général
1972	Substitut du Procureur de l'État de Perak
1972	Greffier adjoint hors classe, Tribunal de grande instance de Malaya
1970	Federal Counsel, Ministère de la défense
1969	Président par intérim du Tribunal de Seremban
1967	Magistrat instructeur à Kuala Lumpur
1967	Federal Counsel, Bureau du Procureur général

Carrière diplomatique

1967	Premier Secrétaire, Ministère des affaires étrangères
1965	Deuxième secrétaire, ambassade de la Malaisie à Bangkok
1963	Est entré au Service des affaires étrangères de la Malaisie en tant que Secrétaire adjoint

Autres fonctions

1956-1958	Fonctionnaire adjoint du développement rural Rural Industrial and Development Authority (RIDA)
-----------	---

Autres nominations

Avril 1997- février 1998	S'est acquitté de fonctions supplémentaires, à savoir celles de juge du Tribunal de grande instance de Malaisie
1996-1998	Président du Comité de révision de la législation
1995-2001	Membre de la Commission des services de police
1994-2001	Membre de la Commission des services judiciaires et juridiques
1994	Président du Comité directeur pour l'informatisation de l'appareil judiciaire
1990	Juge des élections
1988	Membre du Tribunal créé en application de l'article 125 3) 4) de la Constitution fédérale chargé de juger de graves fautes professionnelles imputées à quatre juges de la Cour fédérale

Décorations

1999	Panglima Mangku Negara (décoration fédérale)
1997	Seri Indera Mahkota Pahang (État de Pahang)
1995	Panglima Setia Makhota (décoration fédérale)
1991	Darjah Sultan Ahmad Shah Pahang (État de Pahang)
1982	Darjah Indera Mahkota Pahang (État de Pahang)
1978	Setia Ahmad Shah Pahang (État de Pahang)
1975	Kesatria Mahgku Negara (décoration fédérale)
État civil :	Marié avec deux enfants
